

RAPPORT RÉGIONAL 2026

SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST



Citation requise

CILSS. 2026. Rapport Régional 2026 sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Niamey, Niger : CILSS/ AGRHYMET CCR-AOS.

Le contenu de cette publication peut être reproduit ou cité à des fins non commerciales, notamment pour les travaux de recherche, les analyses techniques ou les actions de plaidoyer, à condition d'en indiquer clairement la source.

Tous les droits sont réservés. Le présent rapport constitue une publication analytique régionale élaborée dans le cadre des missions du CILSS en matière de veille, d'analyse et d'appui à la décision sur les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Toute reproduction à des fins commerciales, toute modification substantielle du contenu ou toute utilisation susceptible d'altérer le sens des analyses présentées requiert une autorisation écrite préalable du Secrétariat Exécutif du CILSS, email : www.cilss.int.

Les dénominations utilisées dans cette publication ainsi que la présentation des données et des cartes n'impliquent, de la part du CILSS et de ses partenaires, aucune prise de position sur le statut juridique, politique ou administratif des pays, territoires ou zones mentionnés, ni sur la délimitation de leurs frontières ou limites.

© CILSS 2026

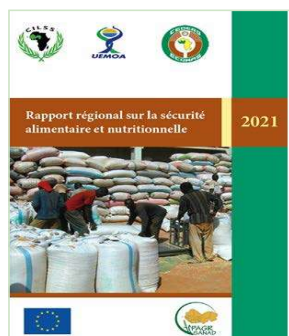


Table de matières

Remerciements	iii
Avant-Propos	v
Acronymes	vi
Glossaire	vii
Rapport régional 2026 sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest En bref	x
1 INTRODUCTION	1
2 ANALYSE DE LA CAMPAGNE AGRICOLE ET DE LA SITUATION PASTORALE, 2025/2026	5
3 SITUATION DES MARCHES REGIONAUX ET INTERNATIONAUX, 2025/2026	10
4 ANALYSE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, 2026	13
Insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, 2026	17
Malnutrition aiguë, 2026	23
Déplacement, 2026	25
FICHES 15 PAYS	27
Bénin	28
Cabo Verde	29
Côte d'Ivoire	30
Gambie	31
Ghana	32
Guinée	33
Libéria	34
Mali	35
Mauritanie	36
Niger	37
Nigéria	38
Sénégal	39
Sierra Leone	40
Tchad	41
Togo	42
5 PLANS NATIONAUX DE RÉPONSES (BILAN 2025)	43

6 PERSPECTIVES AGRO-CLIMATIQUES, 2026	45
ANNEXES	52
Annexe 1 Cameroun	53
BIBLIOGRAPHIE	60

Remerciements

Le CILSS adresse ses profondes appréciations à l'ensemble des institutions, des partenaires techniques, des dispositifs nationaux et experts régionaux ayant contribué à l'élaboration de ce rapport régional sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2026.

Dans un environnement régional marqué par la persistance des crises sécuritaires, des aléas climatiques, des tensions économiques et des pressions humanitaires croissantes, la disponibilité d'analyses fiables, concertées et régulièrement actualisées demeure essentielle pour éclairer les décisions publiques et renforcer l'efficacité des réponses apportées aux populations vulnérables.

Le présent rapport RRSAN 2026 témoigne de l'engagement constant du CILSS, des systèmes nationaux d'alerte précoce, du comité technique du Cadre Harmonisé, des structures nationales de nutrition, ainsi que des institutions régionales et de leurs partenaires. Leur appui a permis de collecter, d'analyser, de valider et de consolider les données relatives aux conditions agrométéorologiques, aux productions agropastorales, aux prix des produits agricoles, et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui figurent dans cette publication.

Le Secrétaire Exécutif du CILSS, Dr Abdoulaye Mohamadou, exprime sa reconnaissance aux partenaires

techniques et financiers pour leur accompagnement continu en faveur du renforcement des dispositifs régionaux d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi qu'aux institutions spécialisées dont les contributions ont permis d'améliorer la qualité méthodologique et analytique du rapport.

Dr Abdoulaye Mohamadou tient à saluer l'engagement et le professionnalisme des experts du CILSS et du Centre Régional AGRHYMET CCR-AOS qui ont assuré la coordination technique, analytique et éditoriale de cette édition 2026. Il s'agit de : Guiguibaza-Kossigan DAYO, Williams Massaoud, Sy Martial Traoré, Adamou Ousmane, Issa Garba, Issaka Lona, Alhassane Agali, Seydou Halidou Tinni, Mohamed Hamatan, Idrissa Maïga, Moussa Gueye, Mawli Amewamé, Oumar Famara Gueye, Fatima Zara Harouna, Nouradine Abdou Bagoudou, Evariste Gounou, Alio Namata, Alio Agoumo et Boubacar Mainassara Abdoul Aziz.



Avant-Propos

Dans un contexte international profondément marqué par la multiplication et l'imbrication des crises, la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'impose plus que jamais comme une priorité mondiale de premier rang. Les fragilités structurelles des systèmes alimentaires, combinées aux effets persistants du changement climatique, à la recrudescence des conflits, aux tensions géopolitiques et aux chocs économiques successifs, redéfinissent les contours de la vulnérabilité à l'échelle globale.

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel figurent aujourd'hui parmi les espaces les plus exposés à cette convergence de risques. La multiplication des crises sécuritaires, les déplacements de populations, la dégradation des moyens d'existence ainsi que la volatilité des marchés internationaux des denrées alimentaires et de l'énergie, continuent d'éroder les capacités de résilience des ménages les plus fragiles. À ces facteurs s'ajoutent les effets indirects des crises internationales majeures, notamment les tensions persistantes au Moyen-Orient et dans d'autres régions du monde, qui perturbent les chaînes d'approvisionnement mondiales et accentuent l'incertitude sur les marchés alimentaires.

Dans ce contexte, la réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle exige davantage qu'une approche sectorielle. Elle appelle à une action coordonnée, intégrée et fondée sur des évidences solides, articulant le niveau national, régional et international afin de guider des réponses plus efficaces et plus efficaces. C'est dans cette perspective que s'inscrit le présent rapport qui s'appuie sur les outils d'analyse reconnus, notamment le Cadre Harmonisé, ainsi que sur les contributions des systèmes d'alerte précoce, des enquêtes nutritionnelles et des analyses socio-économiques les plus récentes.

Le Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) en sa qualité d'institution régionale de référence en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de résilience des populations sahéniennes et ouest-africaines, ainsi que l'accompagnement des États dans la construction de systèmes alimentaires résilients et durables, réaffirme son rôle stratégique dans la production de données fiables, l'harmonisation des analyses et le renforcement des capacités des États membres. Son action s'inscrit pleinement dans les cadres globaux de gouvernance de la sécurité alimentaire promus par les Nations Unies, notamment la FAO, le PAM et les autres partenaires techniques et financiers engagés aux côtés des États.

Dans un environnement où les besoins humanitaires s'intensifient tandis que les ressources se raréfient, la mobilisation collective de la communauté internationale demeure indispensable. L'atteinte de l'Objectif de développement durable 2 « Faim zéro » exige un engagement renouvelé, cohérent et soutenu, fondé sur la solidarité, la responsabilité partagée et la coopération multilatérale.

Ce rapport se veut ainsi un instrument d'aide à la décision stratégique, destiné à éclairer les politiques publiques, à orienter les interventions humanitaires et à renforcer la résilience des systèmes alimentaires. Il traduit également la volonté du CILSS et de ses partenaires de contribuer de manière concrète à la construction d'un avenir où la sécurité alimentaire et nutritionnelle ne sera plus un privilège, mais un droit pleinement effectif pour toutes et tous.

Dr. Abdoulaye Mohamadou
Secrétaire Exécutif du CILSS



Acronymes

ACLED	Projet de localisation des conflits armés et de données sur les événements
ANF	Articles non alimentaires
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CH	Cadre Harmonisé
CILSS	Comité permanent inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel
CONASUR	Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
COVID-19	Maladie du coronavirus 2019
BAD	Banque africaine de Développement
BID	Banque islamique de Développement.
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
TCF	Territoire de la capitale fédérale (Nigéria)
FMI	Fonds monétaire international
FPMA	Surveillance et analyse des prix alimentaires de la FAO
FSIN	Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle
GANF	Groupes armés non étatiques
GNAFC	Réseau mondial contre les crises alimentaires
GRFC	Rapport mondial sur les crises alimentaires
IDMC	Observatoire des déplacements internes
IFRC	La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
IPC	Classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire et nutritionnelle
IPC-AMN	Classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire malnutrition aiguë
MAG	Malnutrition aiguë
MAM	Malnutrition aiguë modérée
MAS	Malnutrition aiguë sévère
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ODD	Objectifs de développement durable
OHCHR	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PDI	Personnes déplacées internes
PRESAGG	Prévisions Saisonnières des caractéristiques Agro-hydro-climatiques de la grande saison des pluies dans les Pays du Golfe de Guinée
PRESASS	Prévisions Saisonnières des caractéristiques Agro-hydro-climatiques de la saison des pluies 2025 pour les zones Soudanienne et Sahélienne de l'Afrique l'Ouest
PTF	Partenaires techniques et financiers
SMART	Suivi et évaluation normalisés des secours et des transitions
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO de la FAO
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance

Légende des icônes

	Bétail		Insécurité alimentaire et nutritionnelle/manque de nourriture
	Chocs économiques		Maladies infectieuses
	Conflit/insécurité		Malnutrition aiguë
	Déplacement – PDI		Nutrition
	Déplacement – réfugiés		Personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë
	Déplacement – retournés		Pratiques alimentaires et de soins maternels et infantiles inadéquates
	Extrêmes climatiques/ inondations		Ravageurs agricoles
	Extrêmes climatiques/ sécheresse		Services de santé et nutrition inadéquats
	Femmes enceintes et allaitantes		

Clause de non-responsabilité concernant les cartes

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données sur les cartes n'impliquent aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites de la part des Nations Unies.

Glossaire

Accès à la nourriture

Accès des ménages/individus à des ressources adéquates pour acquérir des aliments appropriés pour un régime nutritif.

Aliments nutritifs

Aliments sûrs qui contribuent en nutriments essentiels, y compris les glucides, les lipides, les vitamines, les protéines (macronutriments) et les minéraux (micronutriments), fibres et autres composants aux régimes alimentaires sains qui sont bénéfiques pour la croissance, et la santé et le développement, protégeant contre la malnutrition.

Ampleur

L'ampleur fait référence au nombre total de personnes éprouvant une insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë dans une population de référence.

Autres personnes nécessitant une protection internationale (OIP)

Autres personnes nécessitant une protection internationale fait référence aux personnes qui sont hors de leur pays ou territoire d'origine, généralement parce qu'elles ont été déplacées de force à travers des frontières internationales, qui n'ont pas été signalées sous d'autres catégories (demandeurs d'asile, réfugiés, personnes en situation de réfugié) mais qui ont probablement besoin d'une protection internationale, y compris une protection contre le retour forcé, ainsi qu'un accès à des services de base sur une base temporaire ou à long terme. La terminologie a été introduite pour la première fois dans les rapports de mi-2022 par le HCR.

Crise alimentaire

Selon le rapport mondial sur les crises alimentaires (GRFC), une crise alimentaire est une situation où l'ampleur ou la sévérité insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë nécessite une action urgente pour protéger et sauver des vies et des moyens de subsistance aux niveaux local ou national et dépasse les ressources et capacités locales de réponse. Les crises alimentaires sont plus probables parmi les populations souffrant déjà d'une insécurité alimentaire et nutritionnelle prolongée et de malnutrition, et dans les zones où les facteurs structurels augmentent leur vulnérabilité aux chocs. Elles peuvent survenir n'importe où. La capacité des gouvernements à répondre peut influencer l'ampleur et la gravité des crises alimentaires.

Demandeurs d'asile

Demandeur d'asile est un terme général pour toute personne qui cherche une protection internationale. Dans certains pays, il est utilisé comme terme juridique désignant une personne qui a demandé le statut de réfugié ou un statut de protection internationale complémentaire et qui n'a pas encore reçu de décision finale sur sa demande. Il peut également faire référence à une personne qui n'a pas encore soumis de demande mais qui peut avoir l'intention de le faire, ou qui peut avoir besoin de protection internationale. Tous les demandeurs d'asile ne seront pas nécessairement reconnus comme réfugiés, mais tout réfugié est initialement un demandeur d'asile.

Déplacement de force

Le déplacement de force est le mouvement de personnes qui ont été obligées de quitter leur domicile, notamment pour éviter les effets d'un conflit armé, d'une violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou humaines. Le déplacement est souvent un effet secondaire des conflits, de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et des chocs climatiques.

Disponibilité alimentaire

La disponibilité de nourriture en quantité suffisante de qualité appropriée, fournie par la production domestique ou les importations.

Envois de fonds

Le terme fait référence au transfert d'argent ou de ressources par les migrants à leurs familles ou à leurs communautés dans leur pays d'origine. Ces transferts sont généralement envoyés par des migrants qui ont déménagé dans un autre pays pour un emploi ou pour d'autres raisons, et ils constituent une source essentielle de soutien financier pour leurs familles restées au pays.

État nutritionnel

L'état physiologique d'un individu résultant de la relation entre l'apport en nutriments et les besoins et la capacité du corps à digérer, absorber et utiliser ces nutriments.

Famine

L'état de famine correspond à la phase de sévérité la plus élevée

du CH. Il existe dans les zones où au moins un ménage sur cinq souffre ou est très susceptible de souffrir d'un manque extrême de nourriture. Des niveaux d' inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aiguë critiques sont manifestes ou risquent de le devenir. Une mortalité importante directement imputable à des états d' inanition évidents ou aux interactions entre la malnutrition et la maladie est présente ou risque d'apparaître (CH manuel 3.0).

Inflation alimentaire

L'inflation alimentaire, mesurée par un indice des prix, reflète le pourcentage de changement annuel et mensuel dans le coût d'achat d'un panier de denrées alimentaires couramment consommées (PAM).

Insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë désigne toute manifestation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle à un moment spécifique qui est d'une gravité menaçant les vies, les moyens d'existence ou les deux, quelles que soient les causes, le contexte ou la durée. Ces états aigus sont susceptibles de changer et peuvent se manifester rapidement dans une population, suite à des changements soudains ou des chocs qui impactent négativement les déterminants de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et de la malnutrition (IPC, 2019).

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle transitoire est une incapacité à court terme ou temporaire de répondre aux besoins de consommation alimentaire liée à des crises sporadiques, indiquant une capacité de récupération.

Interdictions et restrictions à l'exportation

Mesures qui ont un effet limitatif sur la quantité ou le montant d'un produit exporté. Elles peuvent prendre la forme d'une taxe ou d'une restriction quantitative. Cette dernière est généralement interdite avec quelques exceptions, notamment celles appliquées pour prévenir ou soulager une pénurie critique de denrées alimentaires.

Insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique fait référence à une insécurité alimentaire et nutritionnelle qui persiste dans

le temps, en grande partie en raison de causes structurelles. La définition comprend l'insécurité alimentaire et nutritionnelle saisonnière qui se produit pendant des périodes sans conditions exceptionnelles.

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique a une pertinence dans la fourniture d'orientations stratégiques pour les actions qui se concentrent sur l'amélioration à moyen et long terme de la qualité et de la quantité de la consommation alimentaire pour une vie active et saine (FAO et autres, 2021). La FAO définit cela comme la "sous-alimentation" et c'est la base de l'indicateur SDG 2.1.1 publié dans le rapport SOFI.

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique modérée fait référence au niveau de gravité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, basé sur l'échelle de l'expérience de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (FIES), dans laquelle les personnes sont confrontées à des incertitudes quant à leur capacité à obtenir de la nourriture et ont été forcées de réduire, à certains moments de l'année, la qualité et/ou la quantité de nourriture qu'elles consomment en raison du manque d'argent ou d'autres ressources.

Elle fait donc référence à un manque d'accès constant à la nourriture, ce qui diminue la qualité alimentaire, perturbe les habitudes alimentaires normales et peut avoir des conséquences négatives pour la nutrition, la santé et le bien-être. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle grave fait référence au niveau de gravité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans lequel les personnes ont probablement épuisé leurs réserves alimentaires, ont ressenti la faim et, dans les cas les plus extrêmes, ont passé plusieurs jours sans manger, mettant leur santé et leur bien-être en grave danger, selon la FIES (FAO et autres, 2021).

Selon le rapport SOFI, entre 691 et 783 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2022 – soit 122 millions de personnes de plus qu'en 2019, avant la pandémie mondiale. La prévalence de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle modérée ou grave au niveau mondial (indicateur SDG 2.1.2) est restée inchangée pour la deuxième année consécutive après avoir augmenté fortement de 2019 à 2020. Environ 29,6 pour cent de la population mondiale – 2,4 milliards de personnes – étaient modérément ou gravement en insécurité alimentaire et nutritionnelle en 2022, dont environ 900 millions (11,3 pour cent des personnes dans le monde) étaient gravement en insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Malnutrition

Un terme général qui couvre la sous-nutrition et le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation telles que

les maladies cardiaques, les AVC, le diabète et le cancer. Voir <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/malnutrition>.

Dans les pays/territoires en crise alimentaire, ce terme fait généralement référence à la sous-nutrition. La sous-nutrition est une conséquence d'une prise de nutriments inadéquate et/ou de l'absorption, et/ou de la maladie. La malnutrition aiguë (émaciation, maigreur et/ou œdème bilatéral), le retard de croissance, l'insuffisance pondérale (un composite de retard de croissance et d'émaciation) et les carences en micronutriments (par exemple, carences en vitamine A, fer) sont toutes des formes de sous-nutrition.

La malnutrition a des conséquences immédiates et à long terme, notamment le retard de croissance chez les enfants, une susceptibilité accrue aux maladies et aux infections, et contribue à 45 pourcent des décès chez les enfants de moins de 5 ans (OMS).

Les déterminants de la malnutrition comprennent également un accès inadéquat aux soins de santé, des services d'eau et d'assainissement médiocres, et des pratiques inappropriées d'alimentation et de soins des enfants, comme décrit dans le cadre de l'UNICEF.

Migrants

Selon l'OIM, "migrant" est un terme général, non défini en droit international, reflétant la compréhension laïque commune d'une personne qui se déplace loin de son lieu de résidence habituel, que ce soit à l'intérieur d'un pays ou à travers une frontière internationale, temporairement ou de façon permanente, et pour diverses raisons. Le terme inclut un certain nombre de catégories juridiques bien définies de personnes, telles que les travailleurs migrants ; personnes dont les types particuliers de mouvements sont légalement définis, tels que les migrants clandestins ; ainsi que ceux dont le statut ou les moyens de mouvement ne sont pas spécifiquement définis en droit international, tels que les étudiants internationaux. Un migrant avec l'intention de s'établir est quelqu'un qui a atteint un pays de destination final, où il souhaite rester de façon permanente. Un migrant en transit est quelqu'un qui séjourne temporairement dans un ou plusieurs pays avec l'objectif d'atteindre un autre pays de destination final.

Un migrant pendulaire est quelqu'un qui fait régulièrement la navette ou voyage entre son pays de résidence et un autre pays, généralement pour le travail ou des raisons économiques. Ces migrants maintiennent souvent un modèle de mouvement aller-retour, franchissant fréquemment les frontières internationales mais

sans nécessairement établir une résidence permanente dans le pays de destination.

Moyens de subsistance

Les capacités des personnes, leurs actifs – tant matériels que sociaux – et les activités nécessaires pour un moyen de subsistance lié à la survie et au bien-être futur ainsi que les politiques et institutions qui façonnent ou contraignent l'accès aux actifs et les choix d'activités.

Nexus Humanitaire, Développement et Paix (HDP)

Réfère à l'interconnexion des efforts des acteurs humanitaires, de développement et de paix. Cette approche préconise une meilleure coordination entre les acteurs et l'alignement autour d'objectifs communs pour répondre aux crises, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et surmonter les conflits.

Niveaux élevés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë

Cela fait référence aux populations en crise à pire (phases 3 à 5) selon la classification IPC/CH, ou aux personnes dans le besoin (PiN) dans les HNO/HRP au-dessus. Ces populations qui font face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë et qui ont besoin d'une intervention urgente pour protéger les moyens d'existence, réduire les déficits de consommation alimentaire, sauver les vies et les moyens d'existence.

Pasteurs

Les pasteurs sont des personnes dont le principal moyen de subsistance implique l'élevage de bétail, comme des bovins, des ovins, des camélins, des assins ou des porcins. Ces communautés comptent généralement sur l'élevage comme principale source de subsistance et mènent souvent un mode de vie nomade ou semi-nomade, déplaçant leurs troupeaux saisonnièrement à la recherche d'eau et de pâturages.

Personnes dans le besoin (PiN)

Personnes dans le besoin, utilisées dans les HNO, est basée sur une analyse estimant qui a besoin d'assistance, indépendamment du fait que l'assistance soit déjà fournie ou non. Il y a des PiN multisectorielles et sectorielles. Le GRFC ne contient que les PiN sectorielles spécifiques aux personnes estimées être hautement en insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë.

Personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë

Les populations sous pression ou pire (phase 2 ou plus du CH) est considéré comme en insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë. Ceux en crise à pire (phase 3 IPC/CH ou supérieure) nécessitent une action urgente pour réduire les écarts alimentaires et protéger

et sauver des vies et des moyens de subsistance. Cela ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population dans le besoin, car certaines familles peuvent être classifiées uniquement en phase 1 ou 2 IPC/CH car elles reçoivent de l'aide et nécessitent une action continue. Dans de nombreux pays, le nombre de personnes en crise à pire (phase 3 IPC/CH ou supérieure) fait référence aux populations nécessitant une action au-delà de celle déjà entreprise.

Prévalence

La prévalence fait référence à la proportion ou au pourcentage d'une population qui présente une caractéristique ou une condition particulière à un moment spécifique ou sur une période spécifiée. Dans le contexte de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et/ou de la malnutrition, la prévalence indique l'étendue de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ou de la condition de gaspillage au sein d'un pays donné ou d'un groupe de population. Elle est calculée en divisant le nombre d'individus présentant la caractéristique ou la condition d'intérêt par la population de référence totale, exprimée en pourcentage ou en taux.

Réfugiés

Les réfugiés sont des personnes hors de leur pays d'origine qui ont besoin d'une protection internationale en raison de la crainte de persécutions, ou d'une menace sérieuse pour leur vie, leur intégrité physique ou leur liberté dans leur pays d'origine à la suite de persécutions, de conflits armés, de violences ou de troubles publics graves. La recommandation internationale sur les statistiques des réfugiés fournit une définition statistique des réfugiés.

Résilience

La capacité à anticiper et absorber les chocs ou toute perturbation extérieure. La résilience contribue à l'adaptation et à la transformation des moyens de subsistance et des systèmes alimentaires, évoluant vers la sortie de la situation de crise.

Période de soudure

La période de l'année où l'accès à la nourriture est le plus difficile et où les prix des aliments sont généralement les plus élevés. Elle correspond généralement à un moment de réduction des stocks alimentaires avant la récolte après que la récolte précédente a été épuisée. Elle se produit à différents moments de l'année dans différents endroits, en fonction des conditions climatiques locales et des pratiques agricoles.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

Existe lorsque toutes les personnes, en tout temps, ont un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, sûre et nutritive qui répond à leurs besoins diététiques et à leurs préférences alimentaires pour une vie active et saine (HLPE, 2020). Pour que les gens soient en sécurité alimentaire et nutritionnelle, la nourriture doit être à la fois constamment disponible et accessible en quantités et diversité suffisantes, et les ménages doivent être capables de l'utiliser (stocker, cuisiner, préparer et partager) de manière à avoir un impact nutritionnel positif.

Stratégies d'adaptation

Activités auxquelles les gens ont recours pour obtenir de la nourriture, des revenus et/ou d'autres biens ou services essentiels lorsque leurs moyens de subsistance habituels sont perturbés ou que d'autres chocs/menaces affectent leur accès aux besoins de base.

Transhumance

La transhumance fait référence au mouvement saisonnier de personnes avec leur bétail entre des pâturages d'été et d'hiver fixes. Cette pratique traditionnelle est courante dans les communautés pastorales et est souvent motivée par le besoin de trouver des zones de pâturage et des sources d'eau appropriées pour le bétail, qui peuvent varier avec les saisons changeantes.

Vulnérabilité

Réfère aux conditions déterminées par des facteurs physiques, sociaux, économiques et environnementaux ou des processus qui augmentent la susceptibilité d'un individu, d'une communauté, d'actifs ou de systèmes aux impacts des dangers. La vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est la gamme de conditions qui augmente la susceptibilité d'un ménage à l'impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en cas de choc ou de danger.

Rapport régional sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest 2026 | En bref

Bénin | Cabo Verde | Côte d'Ivoire | Gambie | Ghana | Guinée | Libéria | Mali | Mauritanie | Niger | Nigéria | Sénégal | Sierra Leone | Tchad | Togo

54,8 M  de personnes, soit 12,4 % de la population analysée, devraient être confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë (Phase 3 à 5 du CH) pendant le pic de la soudure en juin-août 2026 dans les 16 pays analysés, en l'absence d'intervention.

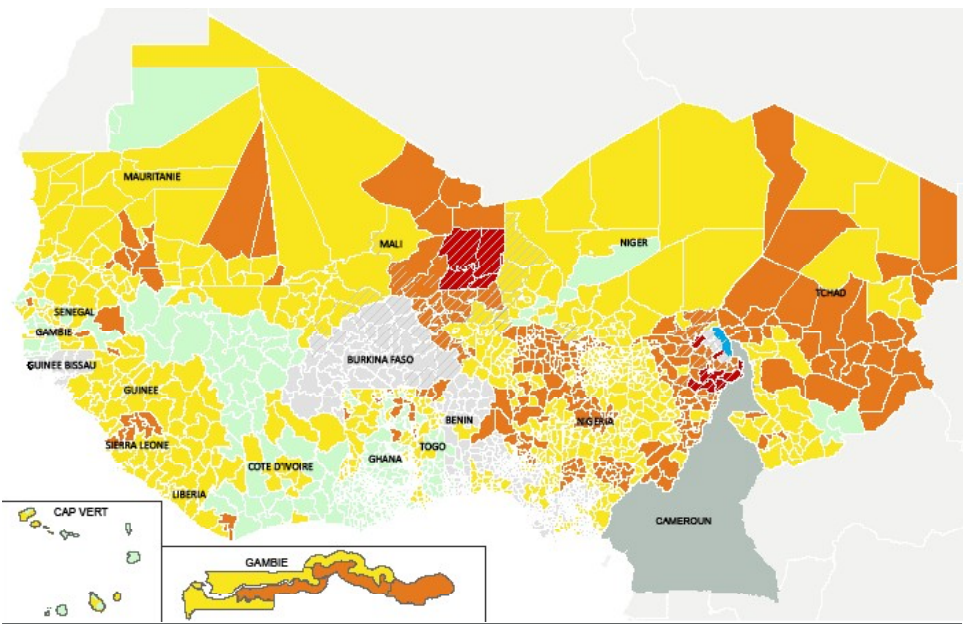
16,6 M  d'enfants de moins de 5 ans sont atteints par la malnutrition aiguë dans les pays de la région, dont 4,3 millions souffrant de la forme sévère (MAS).

1,4 M  de femmes enceintes ou allaitantes souffrent de malnutrition aiguë dans 5 pays (Mali, Mauritanie, Niger, nord du Nigéria, Tchad) en 2025-2026..

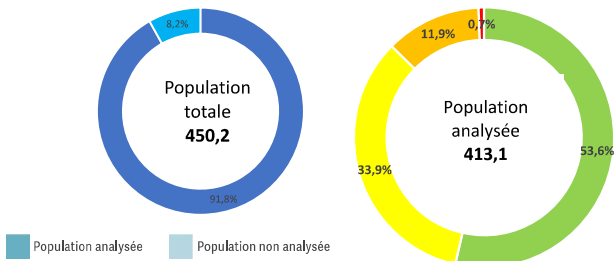
8,7 M  de personnes étaient déplacées de force dans la région, dont environ 6,2 millions de déplacés internes et 2,5 millions de réfugiés et demandeurs d'asile.

Les données CH pour la période de juin-août 2026 intègrent les analyses des cycles de novembre 2025 et mars 2026. Seuls quatre pays (Gambie, Sénégal, Tchad et partiellement le Nigéria) ont conduit une nouvelle analyse en mars 2026. Pour les autres pays, les projections du cycle de novembre 2025 ont été reconduites. Le Burkina Faso et la Guinée Bissau n'ont pas réalisé d'analyses CH récentes et ne sont pas inclus dans les effectifs régionaux de l'insécurité alimentaire.

FIG. 0.1 Situation régionale d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë pour la période projetée (juin-août 2026)



1 - Aucune/Minimale 2 - Sous pression 3 - Crise 4 - Urgence 5 - Catastrophe/Famine
Zones non analysées Zone analysée par le CH mais non-membre du CILSS Absence de données Zones d'accès limité ou inaccessible



Source: CH, octobre-novembre 2025 et février-mars 2026.

État de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë en 2026 : Une situation régionale qui se détériore pour la neuvième année consécutive

La période de soudure de juin à août 2026 s'annonce comme la plus critique jamais enregistrée dans la région, avec 54,8 millions de personnes projetées en situation de Crise ou pire (Phase 3 à 5 du CH). Ce chiffre est en augmentation par rapport aux 47,4 millions de 2025, marquant une neuvième année consécutive de détérioration..

La situation est particulièrement alarmante au Nigéria, qui concentre à lui seul près de 66 % des personnes en crise (36,2 millions), suivi du Tchad (3,2 millions), du Cameroun (2,8 millions) et du Niger (2,4 millions).

Plus de 3 millions de personnes sont projetées en situation d'urgence (Phase 4), dont environ 2 millions au Nigéria. De plus, plus de 10 000 personnes dans l'État de Borno, au nord-est du Nigéria, devraient se trouver en situation de Catastrophe (Phase 5).

La proportion de la population en insécurité alimentaire sévère reste la plus élevée au Tchad (17,4 %), suivie du Nigéria (16,6 %) et de la Sierra Leone (14,6 %).

Ces chiffres alarmants persistent malgré une production céréalière régionale en hausse de 4 % par rapport à la campagne précédente, soulignant que la disponibilité alimentaire n'est plus le principal facteur de la crise.

Une crise multidimensionnelle exacerbée par les conflits, l'insécurité et les chocs économiques

L'aggravation de l'insécurité alimentaire est le résultat de l'interaction de plusieurs facteurs, aggravés par des vulnérabilités structurelles profondes.

- **Conflits et insécurité** : Les conflits armés restent le premier moteur de la crise, concentrant près de 80 % des personnes en insécurité alimentaire sévère au Nigéria, au Tchad, au Mali et au Niger. La propagation de l'insécurité vers les pays côtiers (Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire) et l'afflux de réfugiés soudanais au Tchad amplifient les besoins humanitaires.
- **Chocs économiques** : L'inflation persistante, la dépréciation des monnaies (notamment au Ghana, Nigéria, Sierra Leone) et la hausse des coûts de transport érodent sévèrement le pouvoir d'achat des ménages, limitant l'accès à la nourriture même là où elle est disponible.
- **Chocs climatiques** : Bien que la campagne agricole ait été globalement bonne, des épisodes de sécheresse localisés et des inondations ont causé des pertes de production et des déplacements de populations, notamment au Niger et au Tchad, fragilisant davantage les moyens d'existence.

Malnutrition aiguë : une crise silencieuse qui s'aggrave

La situation nutritionnelle des enfants et des femmes est alarmante. On estime à 16,6 millions le nombre d'enfants de moins de 5 ans touchés par la malnutrition aiguë, en hausse par rapport aux 16,3 millions de 2025.

Cette crise est particulièrement sévère dans les zones de conflit, où l'accès aux services de santé et de nutrition est limité.

Les principaux facteurs contributifs sont :

- Un apport alimentaire inadéquat et une faible diversité alimentaire, en raison du coût élevé d'une alimentation saine.
- Une prévalence élevée de maladies infantiles (diarrhée, infections respiratoires) dans un contexte de services de santé défaillants.
- Un accès limité à l'eau potable et à l'assainissement, favorisant les infections et aggravant la malnutrition.

Déplacements forcés : une tendance lourde qui pèse sur les ressources

Au début de 2026, plus de 8,7 millions de personnes sont déplacées de force dans la région. Le Tchad demeure le principal pays d'accueil de réfugiés en raison du conflit au Soudan, tandis que le Nigéria concentre le plus grand nombre de personnes déplacées internes. L'expansion des conflits continue d'alimenter les déplacements, notamment vers les pays côtiers. Les populations déplacées présentent des taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition particulièrement élevés.

Des réponses humanitaires sous-financées face à des besoins croissants

En 2025, sur plus de 555 milliards FCFA prévus, seulement 190 milliards FCFA (34,3 %) ont été mobilisés pour les interventions. Près de 2 millions de personnes en insécurité alimentaire sévère n'ont pas reçu d'assistance. Le sous-financement chronique et les contraintes d'accès dans les zones de conflit entravent la capacité à répondre à l'ampleur des besoins et risquent d'aggraver encore la situation en 2026.

Situation des marchés régionaux et internationaux : tensions persistantes et accès limité

Sur les marchés internationaux, les prix des produits alimentaires sont en hausse après plusieurs mois de baisse, en particulier pour les huiles végétales, les céréales et la viande. Cette dynamique, couplée aux perturbations géopolitiques (déroit d'Ormuz), se traduit par une hausse des prix des denrées importées dans la région.

Sur les marchés régionaux, l'offre globale est jugée faible à satisfaisante selon les zones. Elle est limitée par une production par habitant en baisse, des stocks réduits et des restrictions à la libre circulation des produits agropastoraux décidées par plusieurs pays. L'insécurité civile perturbe gravement le fonctionnement des marchés dans le Liptako-Gourma et le bassin du lac Tchad.

Les prix des céréales de base continuent d'augmenter dans la plupart des pays, avec des hausses spectaculaires au Ghana (100 %), en Sierra Leone (62 %) et au Nigéria (plus de 200 %). Cette flambée est alimentée par une inflation persistante, la dépréciation des monnaies locales et la hausse des coûts de transport.

Les termes de l'échange bétail/céréales restent en défaveur des éleveurs, car la hausse des prix du bétail ne compense pas la flambée des céréales. Cela affecte négativement leurs moyens d'existence et leur accès à la nourriture.

La forte demande des populations déplacées et réfugiées (près de 9 millions) et les difficultés d'approvisionnement dans les zones de conflit accentuent les tensions sur les marchés, rendant l'accès à la nourriture encore plus difficile pour les ménages vulnérables.

Campagne agricole 2025/2026 : une production en hausse, mais une disponibilité par habitant en baisse

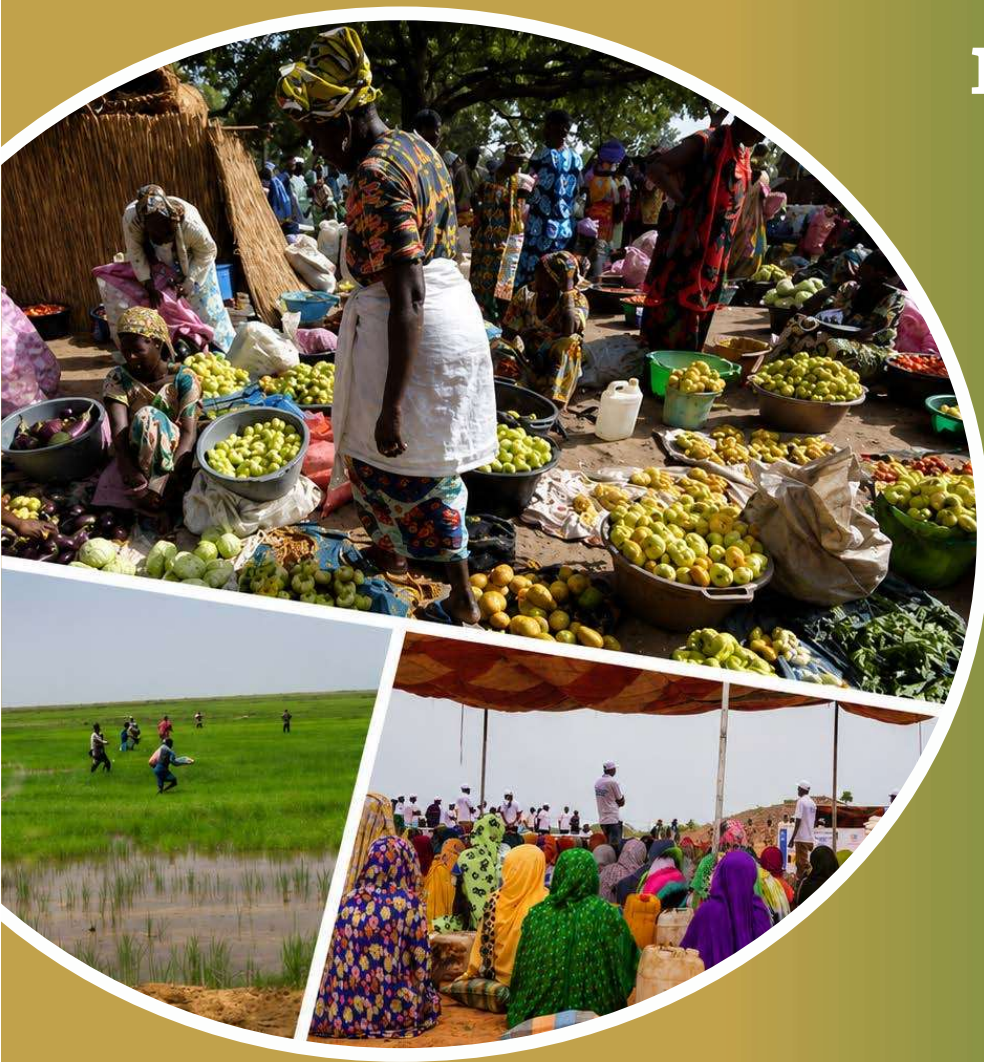
La campagne agricole 2025/2026 a bénéficié de conditions pluviométriques globalement normales à excédentaires au Sahel, mais normales à déficitaires dans les pays du Golfe de Guinée. Des inondations localisées et des séquences sèches ont toutefois affecté certaines zones. La production céréalière régionale définitive est estimée à 80,4 millions de tonnes, soit une hausse de 4 % par rapport à la campagne précédente et de 7 % par rapport à la moyenne quinquennale. Cette performance est portée par de très bonnes récoltes au Burkina Faso, au Mali et au Tchad. Le bilan céréalier révisé de la région fait apparaître un déficit brut de 13 millions de tonnes, principalement dû à une dépendance structurelle aux importations de riz et de blé. Pour y faire face, les importations commerciales sont estimées à près de 22 millions de tonnes, ce qui permettrait de dégager un excédent net d'environ 8,5 millions de tonnes.

Sur le plan pastoral, la production de biomasse fourragère est contrastée, avec une situation favorable au Sahel central et oriental, mais des déficits localisés, notamment en Mauritanie et dans certaines zones du Niger et du Tchad, ce qui pourrait exacerber les tensions liées à la transhumance.

Perspectives climatiques 2026 : un risque d'excès d'eau et de sécheresses localisées

La saison des pluies 2026 s'annonce avec des précipitations excédentaires à normales dans le Sahel central et oriental, et normales à déficitaires dans les pays du Golfe de Guinée. Un risque élevé d'inondations est à prévoir dans les bassins du Niger, du Sénégal et du lac Tchad, tandis que des séquences sèches pourraient affecter le Sahel central en début et fin de saison.

1 | Introduction



Introduction

Pourquoi ce rapport ?

Élaboré par le CILSS en étroite collaboration avec ses partenaires techniques et financiers, le Rapport régional sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (RRSAN) vise à éclairer les instances de gouvernance de la sécurité alimentaire, de l'agriculture durable et de la résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Ce travail est le fruit d'analyses croisées entre acteurs aux compétences complémentaires, restituées à l'échelle régionale. Il constitue un support annuel qui valorise les données produites par les dispositifs PREGEC et RPCA, en tirant les enseignements des expériences accumulées par les systèmes d'information nationaux et régionaux.

Les principaux sujets abordés couvrent les conditions agroécologiques de la campagne agropastorale 2025/2026, les dynamiques des flux et des marchés – qui sont des facteurs déterminants de l'état de l'offre alimentaire –, ainsi que les interventions menées pour faire face aux crises nutritionnelles et alimentaires. Le rapport présente en détail les résultats de l'analyse du Cadre Harmonisé (CH) réalisée en octobre-novembre 2025, pour la période d'octobre à décembre, ainsi que les projections établies pour juin-août 2026. Il expose les principaux facteurs explicatifs de ces crises et, chaque fois que les données disponibles le permettent, il décrit également la situation des personnes déplacées et des réfugiés.

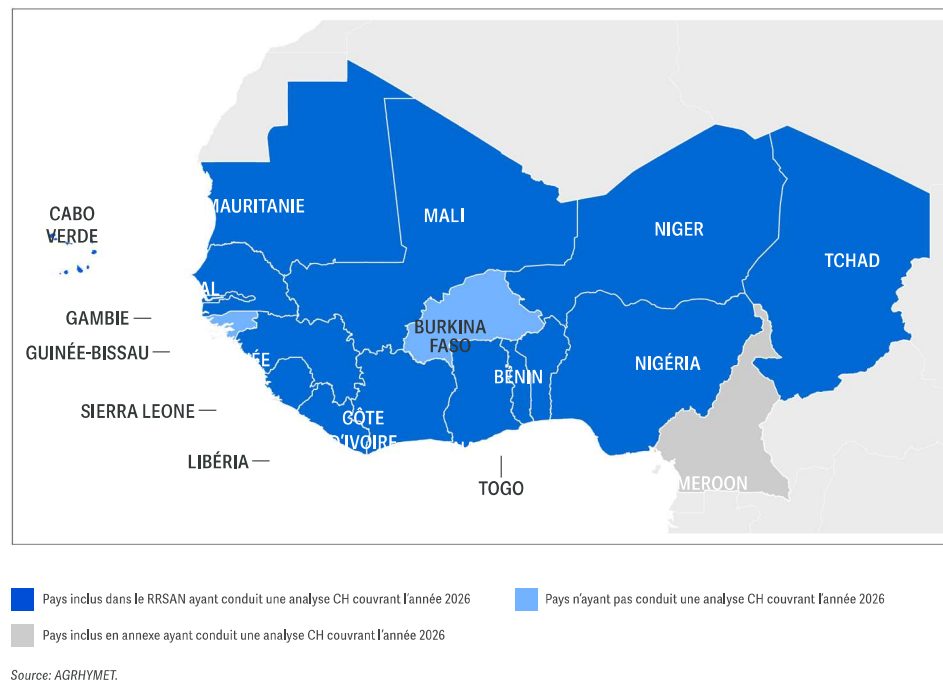
Il ressort de ces analyses, un constat régional préoccupant : alors que la production agropastorale s'avère relativement satisfaisante, le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë ne

cesse d'augmenter d'une année sur l'autre. Les causes de cette dégradation sont multiples et étroitement imbriquées, ce qui rend difficile toute lecture univoque. Face à cette complexité, et pour répondre aux attentes des décideurs et de leurs partenaires, qui ont besoin de tendances fiables et d'éléments d'analyse factuels, la production d'un rapport aussi détaillé devient indispensable pour affiner la compréhension des crises et orienter les réponses de manière plus ciblée.

La région dispose d'un atout majeur avec le dispositif PREGEC, qui offre un cadre de référence reconnu pour la prévention et la gestion des crises alimentaires, garantissant une information consensuelle, transparente et inclusive. La rédaction de ce rapport régional suit scrupuleusement ce processus participatif, en associant l'ensemble des membres du comité technique du Cadre Harmonisé, dans une logique de concertation rigoureuse. Par ailleurs, il constitue un document de référence précieux pour les gouvernements, les acteurs du développement et les organisations humanitaires, en leur fournissant des arguments solides pour le plaidoyer en faveur de la transformation des systèmes alimentaires, du renforcement de la résilience, de la résolution des conflits et de la consolidation d'une paix durable en Afrique de l'Ouest, au Sahel et au Cameroun.

Il appartient désormais à l'ensemble des acteurs d'unir leurs forces pour repenser collectivement les interventions les plus efficaces face aux causes et aux conséquences des crises alimentaires dans la région. Cela implique de conjuguer des actions d'anticipation et de développement à long terme avec des interventions humanitaires d'urgence à court terme, en cohérence avec l'approche du nexus humanitaire-développement-paix.

FIG 1.1 Pays couverts dans le RRSAN 2026



Couverture géographique du rapport

Le rapport RRSAN couvre l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Il répond à la mission du CILSS, qui est de fournir des informations fiables sur la situation alimentaire et nutritionnelle de ses États membres. Bien que le Cameroun ne soit pas membre de l'institution, ses analyses réalisées dans le cadre du Cadre Harmonisé sont intégrées aux annexes du document. Cette inclusion garantit une couverture exhaustive de la région et offre une vision cohérente et unifiée des dynamiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Sources de données utilisées

Données sur l'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguë

Le rapport régional sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest 2026 s'appuie sur les données des analyses du CH. Le CH est un outil d'analyse consensuel et multipartite approuvé par les gouvernements, qui donne lieu à une classification de l'ampleur et de la sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë basée sur une convergence des preuves et qui sont comparables dans le temps et dans l'espace. Ces analyses classent les populations en cinq phases de sévérité, de la Phase 1 (insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë inexistante ou minimale) à la Phase 5 (catastrophe). Voir tableau à droite.

Au moyen d'un processus consensuel, les cellules nationales d'analyse CH produisent une estimation des populations en fonction d'une convergence des données disponibles. La revue de la qualité et la validation des résultats se font au niveau régional par le comité technique du Cadre Harmonisé (CT-CH).

Ce rapport régional se focalise sur les populations en crise à pire (CH Phases 3 à 5), qui font face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë et qui ont besoin d'aide humanitaire externe pour réduire les déficits de consommation alimentaire, sauver les vies et protéger les moyens de subsistance.

FIG. 2 Description des cinq phases d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë du CH

Nom des phases	Phase 1 Aucune/Minimale	Phase 2 Sous pression	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Catastrophe/Famine
Description des phases	Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture et à des revenus.	Les ménages ont une consommation alimentaire minimalement adéquate mais ne peuvent pas assumer certaines dépenses non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress.	Les ménages: • ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure aux niveaux habituels; ou • parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale mais seulement en se départissant de leurs avoirs de moyens d'existence majeurs ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.	Les ménages: • ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une mortalité excessive; ou • sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoirs.	Les ménages manquent énormément de nourriture et/ou de quoi subvenir à leurs autres besoins de base malgré une utilisation maximale des stratégies d'adaptation. Des niveaux d' inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aiguë critiques sont évidents. (Pour être classée en phase famine, une zone doit avoir des niveaux de malnutrition aiguë et de mortalité extrêmement critiques).

Source: CILSS et al., 2023.

Les résultats présentés proviennent du cycle d'analyses nationales du CH de novembre 2025 qui ont eu lieu dans 14 pays de la région ainsi qu'au Cameroun et du cycle de mars 2026 dans 4 pays plus particulièrement en Gambie, au Sénégal, au Tchad et partiellement au Nigeria où une analyse a été conduite dans l'Etat de Borno et des mises à jour dans les autres Etats. A l'exception de ces 4 pays, les projections établies pour les autres pays, proviennent du cycle de novembre 2025 et ont été intégrées dans la situation projetée du présent rapport.

Les analyses nationales du cycle de novembre 2025 ont été revues et validées par le Comité Technique du Cadre Harmonisé lors de l'atelier de consolidation, tenu du 22 au 28 novembre 2025 à Saly (Sénégal) et celles de mars 2026 en ligne.

Ceci a permis de contrôler la qualité des analyses réalisées au niveau des pays, d'assurer la cohérence des résultats consolidés au niveau régional et de procéder à leur validation en conformité avec les exigences du manuel CH 3.0. Ont pris part à ces travaux en présentiel ou en ligne : les représentants techniques du CILSS, d'ACF, de la FAO, de FEWS NET, de l'IPC/GSU, d'OXFAM, du PAM, de RBM et de Save the Children.

Données sur la malnutrition des jeunes enfants et des femmes enceintes et allaitantes

Les estimations du fardeau de la malnutrition aiguë sont collectées à partir des analyses de la malnutrition aiguë IPC AMN. Les données sur la prévalence de la malnutrition aiguë sont recueillies via les enquêtes Standardisées de Surveillance et d'Évaluation des Secours et Transitions (SMART) et les enquêtes nationales sur la nutrition.

Données sur les populations déplacées de force

Les statistiques sur les populations déplacées de force proviennent principalement des données gouvernementales et de leurs partenaires dont le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et plus particulièrement de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour les personnes déplacées à l'intérieur de son pays (PDI).

Contexte régional

La région ouest-africaine et sahélienne reste prise dans l'étau de défis sécuritaires, économiques, climatiques et humanitaires qui s'entrelient mutuellement. Au Sahel central notamment au Burkina Faso, Mali, Niger, l'insécurité civile persiste, portée par une recrudescence des attaques armées à une échelle inédite dont les répercussions humanitaires se traduisent par une accélération des déplacements de population, désormais conjuguée aux effets des chocs climatiques.

En effet, les conflits armés qui demeurent le principal moteur de cette crise, concentrent à eux seuls près de 80 % des personnes en insécurité alimentaire sévère au Nigéria, au Tchad, au Mali et au Niger, confirmant la centralité de la dimension sécuritaire dans l'architecture des vulnérabilités régionales. Cette évolution conflictuelle ne se cantonne plus aux foyers historiques de crise, elle se propage désormais vers les pays côtiers notamment au Bénin, au Togo, au Ghana et en Côte d'Ivoire, tandis que l'afflux continu de réfugiés soudanais au Tchad vient démultiplier une pression humanitaire déjà considérable sur les capacités d'accueil et de réponse.

À cette instabilité sécuritaire s'ajoutent des chocs économiques qui érodent le pouvoir d'achat des ménages de manière transversale, indépendamment de la disponibilité effective des denrées sur les marchés. L'inflation persistante, conjuguée à la dépréciation marquée des monnaies nationales en particulier au Ghana, au Nigéria et en Sierra Leone, ainsi qu'à la hausse continue des coûts de transport, restreint sévèrement l'accès économique à l'alimentation, y compris dans les zones où l'offre alimentaire demeure suffisante. Ce paradoxe d'une insécurité alimentaire par défaut d'accès plutôt que par pénurie illustre la nature structurelle et macroéconomique d'une partie significative de la crise.



Le phénomène des déplacements forcés s'est encore accentué au début de l'année 2026 avec plus de 8,7 millions de personnes déplacées de force recensées dans la région. Le Tchad conserve son statut de principal pays d'accueil de réfugiés, sous l'effet direct du conflit soudanais, tandis que le Nigéria concentre le plus grand contingent de personnes déplacées internes du fait de la persistance des violences sur son territoire. L'expansion géographique des conflits continue d'alimenter ces mouvements de population, y compris vers les pays côtiers jusque-là relativement épargnés.

Les chocs climatiques bien que d'une intensité globalement plus contenue cette campagne agricole, n'en continuent pas moins de fragiliser des moyens d'existence déjà éprouvés.

Des épisodes de sécheresse localisés et des inondations ponctuelles ont occasionné des pertes de production et des déplacements de populations notamment au Niger et au Tchad, venant ainsi complexifier davantage une équation déjà tendue entre conflits, économie et climat.

La situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans et des femmes constitue l'un des indicateurs les plus préoccupants de cette dégradation d'ensemble. On estime désormais à 16,6 millions le nombre d'enfants touchés par la malnutrition aiguë dans la région en 2026, contre 16,3 millions en 2025, confirmant une trajectoire ascendante qui touche avec une acuité particulière les zones de conflit où l'accès aux services de santé et de nutrition demeure structurellement limité.

Face à l'ampleur de ces besoins convergents, la réponse humanitaire régionale demeure structurellement insuffisante. En 2025, sur un besoin de financement estimé à plus de 555,1 milliards de FCFA, seuls 190,2 milliards de FCFA ont effectivement été mobilisés, soit un taux d'exécution de 34,3 %. Cette insuffisance chronique s'est traduite concrètement par près de 2 millions de personnes en insécurité alimentaire sévère n'ayant reçu aucune assistance. Ce sous-financement récurrent, aggravé par les contraintes d'accès humanitaire dans les zones de conflit actif, limite structurellement la capacité des acteurs à répondre à la hauteur des besoins et fait peser un risque réel d'aggravation supplémentaire de la situation en 2026.



2 | Analyse de la campagne agricole et de la situation pastorale, 2025/2026

Les cumuls pluviométriques de la saison 2025-2026 ont été globalement normaux à excédentaires dans les pays du Sahel, alors qu'ils se sont révélés normaux à déficitaires dans les pays du Golfe de Guinée.

.....

La campagne agricole 2025/2026 a été caractérisée par une situation hydrologique globalement excédentaire. Les écoulements des cours d'eau et les niveaux de remplissage des barrages étaient au-dessus des niveaux de référence, matérialisés par des moyennes sur la période 1991-2020.

.....

La campagne 2025 a connu une installation globalement précoce ou moyenne de la saison agricole, dans le Sahel Centre et relativement tardive à normale dans le Nord du Sénégal et dans le Sahel Est, notamment dans la partie Centre et Est de la bande agricole du Niger et dans le Centre du Tchad.

.....

La situation phytosanitaire de la campagne agricole 2025 a été marquée par de nombreuses infestations des nuisibles des cultures notamment : la chenille légionnaire d'automne *Spodoptera frugiperda*, les acridiens, des insectes floricoles des céréales et les mouches des fruits *Bactrocera*

.....

Les résultats définitifs de la campagne agricole 2025-2026, se sont soldés par une production céréalière estimée à 80,4 millions de tonnes, soit une baisse de 1,9% par rapport aux résultats prévisionnels de novembre.

.....

La situation pastorale : la production de biomasse fourragère 2025 met en évidence de fortes disparités selon les zones agroclimatiques d'Afrique de l'Ouest.

Analyse de la campagne agricole et de la situation pastorale, 2025/2026

Situation pluviométrique

Les cumuls pluviométriques de la saison 2025-2026 ont été globalement normaux à excédentaires dans les pays du Sahel, alors qu'ils se sont révélés normaux à déficitaires dans les pays du Golfe de Guinée.

Cette saison se caractérise à la fois par des précipitations exceptionnelles au Sahel, y compris dans les zones grégariques des pays de la ligne de front du criquet pèlerin, et par une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies, en particulier dans les pays du Golfe de Guinée. Des déficits atteignant 200mm sont estimés par endroit sur le littoral de la Guinée, sur le Libéria, sur le sud-ouest de Côte d'Ivoire et sur le centre-sud du Nigéria tandis que, des excédents de plus 200mm sont estimés sur le littoral de la Guinée Bissau, le Littoral du Libéria et le Nord-est du Tchad. Le cumul saisonnier de Mars à octobre 2025 a varié entre (i) 10 et 1000 mm dans les pays sahéliens et (ii) entre 500 et 2500mm dans les pays du Golfe de Guinée.

Situation hydrologique

La campagne agricole 2025/2026 a été caractérisée par une situation hydrologique globalement excédentaire. Les écoulements des cours d'eau et les niveaux de remplissage des barrages étaient au-dessus des niveaux de référence, matérialisés par des moyennes sur la période 1991-2020.

Dans la partie moyenne du bassin du fleuve Niger à la station de référence de Niamey (au Niger), l'année hydrologique a été certes globalement



excédentaire, mais présente deux configurations. Au cours de la saison des pluies, la crue locale a atteint 636 cm au cours du mois de septembre dépassant ainsi la côte d'alerte rouge (620 cm). Toutefois, compte tenu des aménagements le long du cours principal, ce niveau n'est pas susceptible de causer des dommages liés au débordement du fleuve. Pendant la crue dite « guinéenne », le niveau du fleuve a dépassé en janvier, la côte d'alerte orange (580 cm). Ce niveau, légèrement supérieur à celui de l'année 2020 (la plus humide à la station de Niamey) était largement en dessous de celui de l'année précédente.

Dans le bassin du fleuve Sénégal, les écoulements supérieurs à la normale hydrologique avaient été enregistrés. La période d'août à octobre 2025 avait été caractérisée par des dépassements des

seuils d'alerte rouge à Bakel (figure 2.2.c). A partir de décembre les écoulements sont équivalents à ceux de mauritanienne du bassin du Sénégal, les écoulements ont été excédentaires également excédentaires.

Le niveau de remplissage des principaux barrages étaient satisfaisants à la fin de la saison des pluies. Les niveaux des plans d'eau des retenues de Sélingué sur la rivière Sankarani (bassin du Niger) et de Manantali sur le fleuve Sénégal, étaient légèrement au-dessus des niveaux de référence. En ce qui concerne les 18 barrages suivis au Burkina Faso, sur les treize dont les données parvenaient régulièrement, quatre étaient remplis et déversaient l'excédent en fin octobre, contre deux en 2024. En fin de saison, tous les barrages étaient remplis à plus de la moitié de leurs capacités de stockage.

Situation des cultures

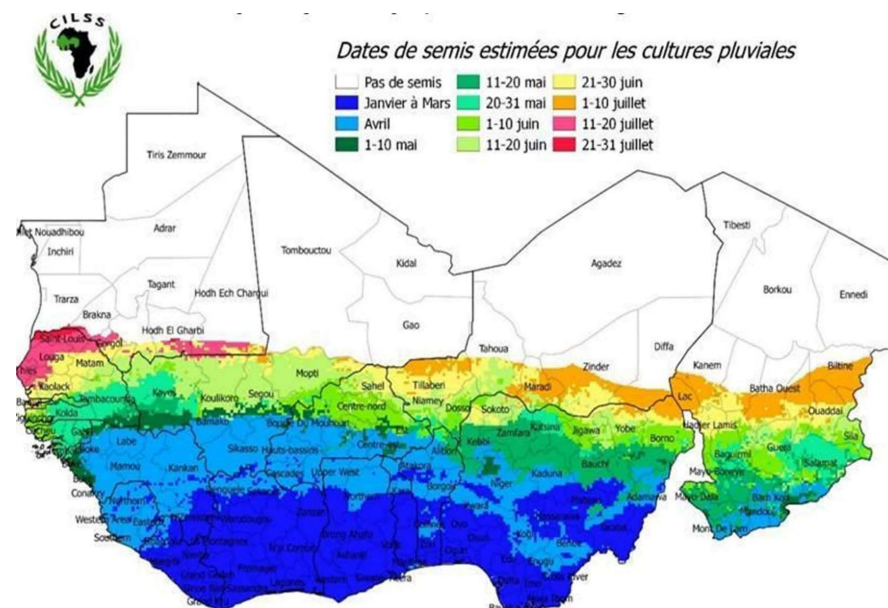
La campagne 2025 a connu une installation globalement précoce ou moyenne de la saison agricole, dans le Sahel Centre et relativement tardive à normale dans le Nord du Sénégal et dans le Sahel Est, notamment dans la partie Centre et Est de la bande agricole du Niger et dans le Centre du Tchad.

Les besoins en eau des cultures pluviales comme le mil, le sorgho et le maïs étaient bien satisfaits dans la zone, notamment dans les pays côtiers et dans quelques localités du Sahel,

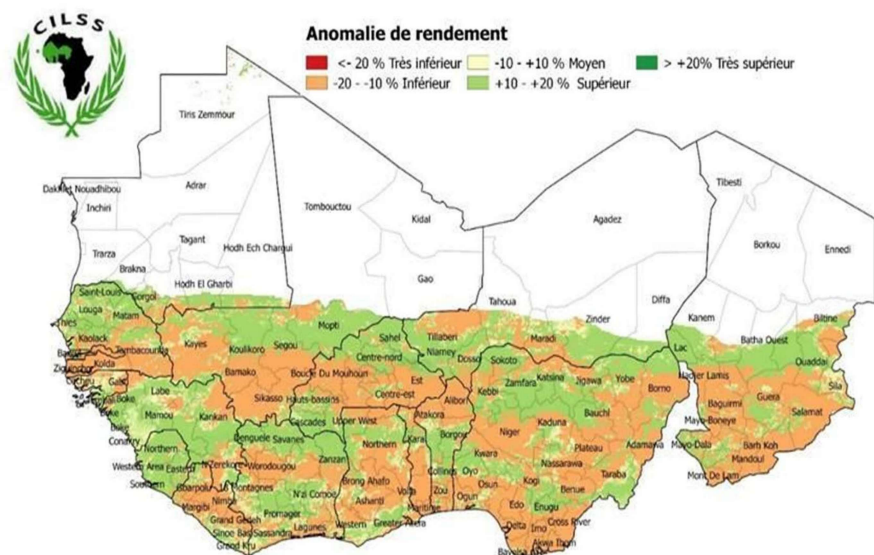
Toutefois, des séquences sèches longues ont persisté en mai, juin et juillet et vers la fin de la saison agricole, dans plusieurs localités, notamment dans la bande sahélienne.

En 2025, les anomalies de rendements estimés pour le mil, le sorgho et le maïs ont montré des situations d'excédents (de +10 à +20 %) par rapport aux moyennes des cinq (5) dernières années (2020-2024). Ces situations d'excédents ont été dominantes dans la bande sahélienne, dans le Centre du Tchad, la bande agricole du Niger, le Nord et le Sud du Burkina Faso, le Centre du Mali et le Nord du Sénégal. La même situation a également concerné certaines localités du Nigéria (au nord), du Bénin (au centre), du Togo (au centre), du Ghana (au nord), de la Côte d'Ivoire (au nord et au centre), de la Sierra Leone et de la Guinée.

Ces figures indiquent en outre que les rendements de ces variétés de 90 jours ont été estimés déficitaires de -10 à -20%, dans presque toutes les autres zones de culture, notamment dans la partie sud du Tchad et dans les pays côtiers du golfe de Guinée (Nigeria, Bénin, Togo, Ghana et Côte d'Ivoire).



Données utilisées: TAMSAT, ERA5 & Sortie du modèle WFR Simulation: SARRA-O



Données utilisées: TAMSAT & ERA5

Simulation: SARRA-O

En synthèse, en 2025 le niveau de satisfaction des besoins en eau des cultures pluviales a été contrasté. Des déficits hydriques ont persisté au cours des mois de mai, juin et juillet dans plusieurs localités de la bande sahélienne où ils ont impacté les cultures, notamment au Niger, au Tchad. Ailleurs, les cultures ont évolué dans des conditions hydriques moyennement favorables. Les rendements estimés pour les céréales pluviales sont globalement déficitaires ou équivalents aux moyennes des 5 dernières années, dans plusieurs localités des pays côtiers du golfe de Guinée et de la bande soudanienne. Ils ont été globalement équivalents à excédentaires dans plusieurs localités des pays sahéliens, notamment pour les variétés à cycle court. Quant aux variétés à cycle long et photopériodiques, elles auraient des rendements meilleurs dans la bande soudanienne. Les inondations, l'accès difficile aux champs (insécurité), les attaques phytosanitaires, les grêles (au Niger) et les pertes post-récoltes auraient limité les productions dans plusieurs localités (perte de cultures, restriction des superficies cultivables, difficultés d'accès aux intrants agricoles,).

Situation phytosanitaire et acridienne

La situation phytosanitaire de la campagne agricole 2025 a été marquée par de nombreuses infestations des nuisibles des cultures notamment : la chenille légionnaire d'automne *Spodoptera frugiperda* dans la plupart des pays, les acridiens dans certains pays du Sahel (Cabo Verde, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal) et au Bénin, les oiseaux granivores *Quelea quelea* et *Passer luteus* (Mali, Mauritanie, Sénégal), au Mali et au Niger, les mouches des fruits *Bactrocera dorsalis* et *Ceratitis* spp (Bénin, Burkina Faso, Sénégal et Mali), la chenille défoliatrice du cacaoyer *Achaea catocaloides* en Guinée, la pyriculariose du riz

au Burkina Faso et dans la région des Savanes au Togo, la jasside *Amrasca biguttula* sur cotonnier et autres cultures horticoles (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, et Togo).

De manière spécifique, on note également des attaques localisées de certains nuisibles avec des dégâts parfois sévères et ayant provoqué soit des abandons de champs (fourmis rouges en Guinée), soit une flambée du prix (rouille du gingembre à Kaduna au Nigéria) ou des resemis (pucerons sur sorgho et mil dans le sud du Tchad). Les efforts de lutte engagés par les pays ont permis de protéger près de 892 210 hectares sur 1 367 582 infestés (fig. 1). L'impact de ces nuisibles sur les productions agricoles de certaines zones a été pris en compte comme facteur contributif dans les analyses du CH dans les pays concernés.

S'agissant du Criquet pèlerin, une résurgence majeure est survenue en Mauritanie. Elle est consécutive à l'arrivée de groupes d'adultes en provenance de certains pays du Maghreb où les résurgences ont pris fin en juin-juillet 2025. En la faveur des conditions éco-botaniques favorables ayant prévalu au cours de la saison estivale, la situation acridienne est restée préoccupante jusqu'en janvier 2026 en Mauritanie, avec quelques incursions groupées et de petits essaims immatures au Sénégal et une extension au Sahara occidental (fig. 2 & 3). Dans les autres pays de la ligne de front du Sahel, une reproduction à petite échelle a également abouti à la présence d'ailés solitaires et transiens éparés.

Les actions de surveillance et de lutte engagées avec l'appui de la FAO, des organisations intergouvernementales de la région et leurs Etats membres ont permis de traiter près de 52 000 hectares en Mauritanie, ce qui a permis de garder la situation acridienne sous contrôle au Sahel.

Les efforts de surveillance et de lutte contre le Criquet pèlerin doivent être poursuivis dans les pays de la ligne de front et les capacités opérationnelles des services nationaux de protection des végétaux renforcées pour la surveillance phytosanitaire.

Situation pastorale

La production de biomasse fourragère 2025 met en évidence de fortes disparités selon les zones agroclimatiques d'Afrique de l'Ouest.

- Dans la zone saharienne et sahélienne (0–300 mm de pluie), la production fourragère reste très faible, souvent inférieure à 200 kg MS/ha. Les pâturages sont clairsemés et rapidement épuisés, ce qui impose une mobilité pastorale accrue vers le sud ou vers les zones de décrue. Les troupeaux dépendent fortement des points d'eau et des résidus de récolte.

- La zone soudano-sahélienne (300–800 mm) présente une production plus soutenue, atteignant 500 à 1 000 kg MS/ha. Cette zone constitue un espace charnière où coexistent cultures vivrières (mil, sorgho, niébé) et pâturages. Les résidus agricoles deviennent une ressource stratégique, mais la compétition entre agriculteurs et éleveurs s'intensifie, nécessitant des accords de gestion concertée.

- En zone soudano-guinéenne (>1 000 mm), la biomasse fourragère est abondante, dépassant souvent 2 000 kg MS/ha. Les pâturages sont plus stables, mais la pression foncière liée aux cultures vivrières et de rente (maïs, riz, manioc, coton) réduit l'espace pastoral. L'élevage tend à se sédentariser, avec des opportunités pour l'embouche et l'intégration agriculture-élevage.

Globalement, la mobilité pastorale reste essentielle pour valoriser les ressources, tandis que la sécurisation des parcours et la gestion des résidus agricoles deviennent des enjeux majeurs pour limiter les conflits et renforcer la résilience des systèmes agropastoraux.

- En zone saharienne et sahélienne, les Z scores sont majoritairement négatifs, traduisant une production inférieure à la moyenne. Cela confirme la fragilité structurelle de ces espaces où la biomasse est déjà limitée. Les troupeaux doivent recourir à une mobilité accrue vers le sud ou aux zones de décrue, accentuant la pression sur les ressources partagées.

- La zone soudano-sahélienne présente une variabilité plus marquée : certaines poches affichent des Z scores positifs, synonymes de bonnes disponibilités fourragères, tandis que d'autres restent déficitaires. Cette hétérogénéité renforce l'importance des couloirs de transhumance et des accords locaux pour gérer l'accès aux pâturages et aux résidus agricoles.

- En zone soudano-guinéenne, les Z scores tendent à être positifs, indiquant une biomasse supérieure à la moyenne. Toutefois, la forte expansion agricole réduit l'espace pastoral, ce qui limite l'exploitation de ce potentiel.

La complémentarité écologique (Figure 2.3) et la mobilité pastorale demeurent essentielles pour équilibrer les déficits et excédents.

La sécurisation des parcours, la valorisation des résidus et la concertation intercommunautaire apparaissent comme des leviers clés pour renforcer la résilience des systèmes agropastoraux.

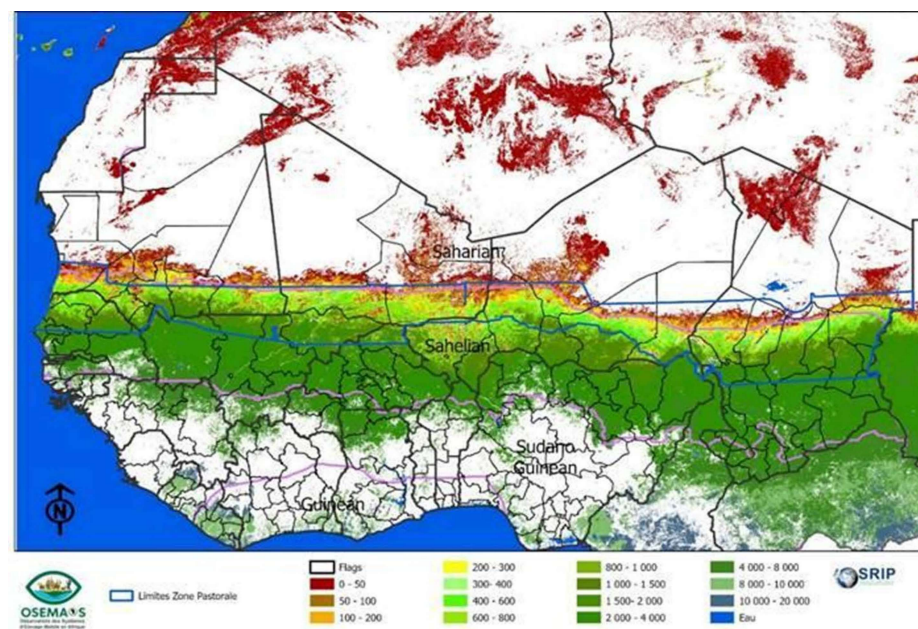
La comparaison de la biomasse 2025 par rapport à la moyenne des dix dernières années met en évidence des contrastes marqués selon les zones agroécologiques d'Afrique de l'Ouest.

- En zone saharienne et sahélienne, les écarts sont globalement négatifs : la production de biomasse reste inférieure à la moyenne historique. Cela traduit une fragilité persistante des pâturages, accentuant la dépendance des troupeaux à la mobilité vers le sud et aux ressources de décrue. Les risques de surpâturage et de conflits d'accès aux points d'eau y sont élevés.

- La zone soudano-sahélienne présente une situation plus hétérogène. Certaines poches affichent des excédents de biomasse, offrant des opportunités de pâturage, tandis que d'autres zones restent déficitaires. Cette variabilité renforce l'importance des couloirs de transhumance et des accords locaux pour équilibrer les flux de bétail et sécuriser l'accès aux résidus agricoles.

- En zone soudano-guinéenne et guinéenne, les écarts sont souvent positifs, indiquant une biomasse supérieure à la moyenne. Toutefois, l'expansion agricole réduit l'espace pastoral, limitant la pleine valorisation de ces excédents. Ces zones deviennent attractives pour les troupeaux transhumants, mais la pression foncière accroît les risques de tensions entre agriculteurs et éleveurs.

FIG 2.3 Production de biomasse en Kg MS. Ha-1 au 31 octobre 2025

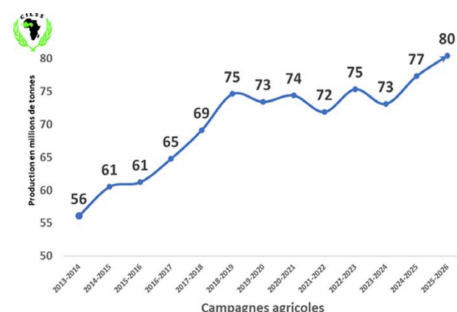


Productions agricoles

Les résultats définitifs de la campagne agricole 2025-2026, se sont soldés par une production céréalière estimée à 80,4 millions de tonnes, soit une hausse de 4% par rapport à la campagne précédente et de 7% par rapport à la moyenne quinquennale.

Concernant les racines et tubercules, la production régionale s'élève à 280 millions de tonnes, soit une augmentation de 2% par rapport à l'année dernière et de 7% comparée à la moyenne des cinq dernières années. Les productions des cultures de rente sont aussi en légère hausse, excepté celles

FIG. 2.4 Evolution de la production de céréales dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest



du café, de l'arachide, du coton, du voandzou et du cacao, qui ont connu des baisses respectives de l'ordre de 13,5%, 11%, 10%, 2,5% et 1,7% par rapport à l'année dernière.

Le maïs demeure la principale céréale avec 30,2 millions de tonnes, en progression de 7,4 % sur un an. La production de riz (paddy) atteint 24,4 millions de tonnes, soit une hausse de 6,7 %, malgré les inondations qui ont affecté certaines zones de culture.

Le sorgho, avec 14,8 millions de tonnes, progresse de 2,6 %, mais reste pénalisé par une production moyenne au Nigeria, premier producteur régional.

Au niveau des différents pays, La campagne s'est

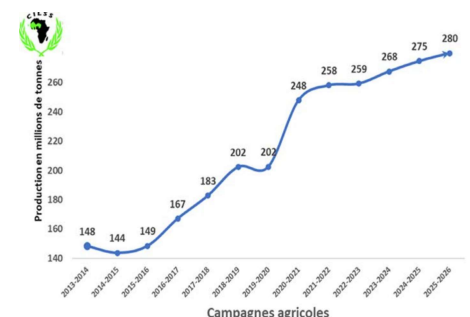
globalement bien déroulée, avec une pluviométrie satisfaisante dans le Sahel et plus irrégulière dans les zones côtières. Les baisses les plus marquées concernent Cabo Verde (-35 %) et la Guinée (-17 %), cette dernière ayant révisé son système d'enquête agricole, entraînant une réduction notable des estimations.

S'agissant des racines et tubercules, La production régionale atteint 280 millions de tonnes, soit une hausse de 2 % par rapport à l'année précédente et de 7 % par rapport à la moyenne quinquennale, mais reste légèrement inférieure (-1,1 %) aux prévisions initiales. Le manioc, avec 116 millions de tonnes, demeure la principale culture vivrière, enregistrant une croissance annuelle de 0,3 % et une hausse quinquennale de 7 %. Les autres spéculations (patate douce, igname, pomme de terre, taro) progressent également.

Concernant, les productions des cultures de rente (arachide, le niébé, le voandzou, le cacao, le coton, l'hévéa, etc.), la production totale des cultures de rente s'élève à 62,7 millions de tonnes, en hausse de 1,6 % sur un an et de 2,6 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les baisses les plus notables concernent le café (-13,5 %), l'arachide (-11,3 %), le coton (-10,3 %), le voandzou (-2,5 %) et le cacao (-1,7 %).

Le bilan céréalier révisé de la région fait apparaître

FIG. 2.5 Evolution de la production des racines et tubercules dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, 2025-2026



Source: CILSS-Aghrymet, avril 2026.

FIG. 2.6 Production céréalières définitives par spéculation pour la campagne 2025/2026

Culture	Production (millions de tonnes)	Variation annuelle	Variation quinquennale
Maïs	30,1	7,4 %	10,6 %
Riz (paddy)	24,4	6,7 %	10,3 %
Sorgho	14,8	2,6 %	4,1 %
Mil	9,7	-5,7 %	-3,8 %
Bérébéré	0,63	1,9 %	16,1 %
Blé/Orge	0,35	94,3 %	370,2 %
Fonio	0,25	-65,3 %	-63,2 %
Total	80,4	4,0 %	7,0 %

Source: CILSS-Aghrymet, avril 2026.

un déficit brut de 13 millions de tonnes, contre 16 millions lors de la campagne précédente. Ce déficit est principalement constitué de 10,85 millions de tonnes de riz et de 9,3 millions de tonnes de blé. En revanche, un excédent de 6,9 millions de tonnes est observé au niveau des céréales locales (maïs, mil et sorgho), traduisant une amélioration de la disponibilité régionale des produits vivriers de base.

Les intentions d'importation, estimées à 21,8 millions de tonnes de céréales, permettraient de résorber le déficit brut et de dégager un excédent net d'environ 8,5 millions de tonnes. Cet excédent net témoigne d'une meilleure couverture des besoins céréaliers régionaux, bien que la dépendance aux importations de riz et de blé demeure élevée.

FIG. 2.8 Production définitive des cultures de rente dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pour la campagne 2025/2026

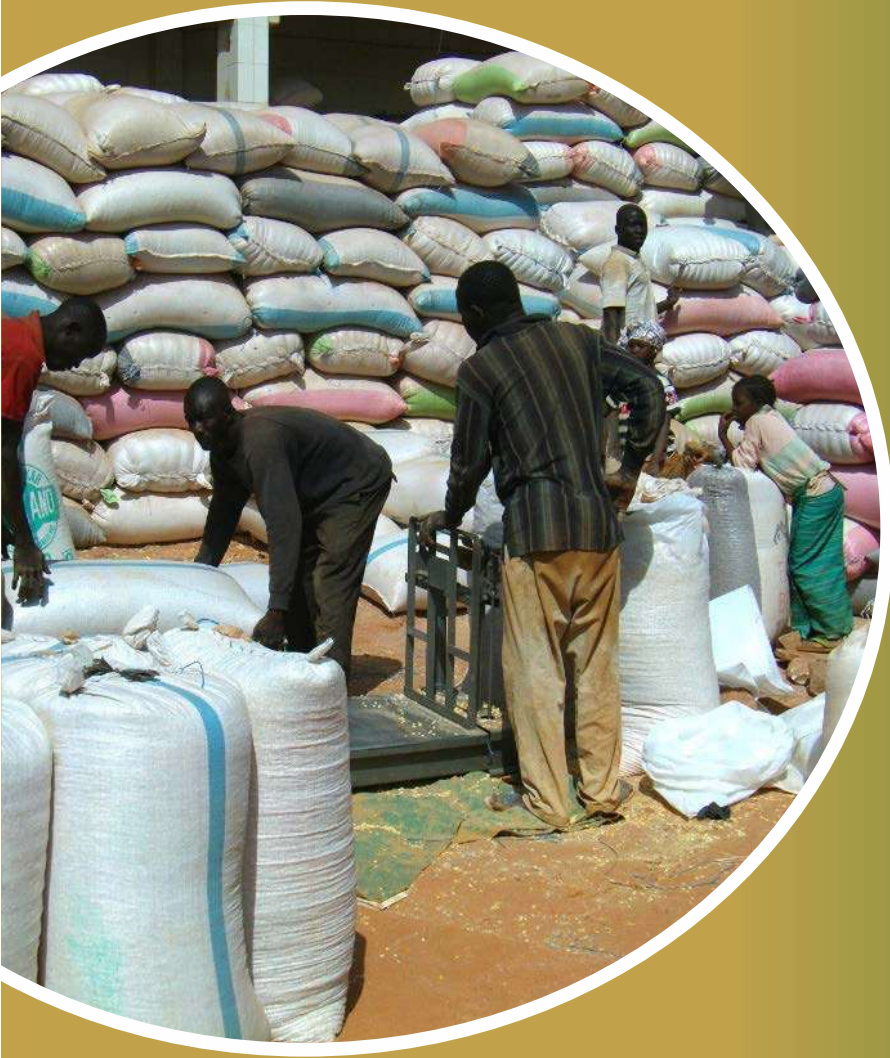
Culture	Production (millions de tonnes)	Variation annuelle	Variation quinquennale
Plantain	17	7,0 %	14,2 %
Palmier à huile	10,7	5,5 %	-13,3 %
Arachide	10,9	-11,3 %	-5,3 %
Niébé	9	0,5 %	8,1 %
Cacao	2,9	-1,7 %	-8,5 %
Coton	2,5	-10,3 %	-9,9 %
Soja	2,5	6,9 %	12,9 %
Noix de Cajou	2,7	29,6 %	26,8 %
Hévéa	2,2	14,0 %	39,3 %
Sésame	1,4	-0,3 %	14,2 %
Café	0,28	-13,5 %	-12,0 %
Voandzou	0,23	-2,5 %	11,5 %
Autres oléagineux	0,017	-27,2 %	-30,2 %
Total	62,32	-3,3 %	47,8 %

Source: CILSS-Aghrymet, avril 2026.

FIG. 2.7 Production définitive des racines et tubercules dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, 2025/2026

Culture	Production (millions de tonnes)	Variation annuelle	Variation quinquennale
Patate	53,83	4,1 %	11,7 %
Pomme de Terre	17,51	7,8 %	9,9 %
Igmane	81,97	2,3 %	4,3 %
Taro	10,47	-1,2 %	2,2 %
Manioc	116,18	0,3 %	7,0 %
Total	219,96	2,0 %	7,0 %

Source: CILSS-Aghrymet, avril 2026.



3 | Situation des marchés régionaux et internationaux, 2025/2026

De manière générale, les marchés agricoles affichent un fonctionnement satisfaisant. Cependant, dans les zones affectées par l'insécurité civile, les approvisionnements demeurent limités, tandis que la demande des ménages dépasse l'ordinaire. Par ailleurs, l'offre de produits importés—tels que le riz et le blé—se révèle abondante, alors que celle des productions locales, notamment pour le maïs, le mil et le sorgho, reste relativement faible.

.....

Le fonctionnement des marchés agricoles est satisfaisant excepté dans les zones affectées par l'insécurité civile où les approvisionnements demeurent limités malgré une demande des ménages qui dépasse l'ordinaire..

.....

Par ailleurs, l'offre de produits importés—tels que le riz et le blé—se révèle abondante, alors que celle des productions locales, notamment pour le maïs, le mil et le sorgho, reste relativement faible.

.....

Situation des marchés régionaux et internationaux, 2025/2026



Marchés internationaux

Entre reprise des prix et blocages logistiques : les importations ouest africaines sous pression

Au début de l'année 2026, les marchés internationaux des produits alimentaires montrent un léger retournement après plusieurs mois de détente. En février, l'indice FAO des prix alimentaires repart à la hausse (+0,9 %), porté principalement par l'augmentation des prix des céréales, des huiles végétales et de la viande. Cette évolution intervient après cinq mois consécutifs de baisse, signalant un changement de tendance qui pourrait peser sur les pays importateurs nets, notamment en Afrique de l'Ouest. Malgré cette hausse récente, l'indice demeure légèrement inférieur à son niveau de février 2025 et nettement

en dessous du pic atteint en 2022.

Dans le détail, les prix des céréales progressent de 1 % par rapport à janvier, avec une hausse généralisée à toutes les céréales sauf le maïs, qui reste stable. Les huiles végétales connaissent une augmentation plus marquée (+3,3 %), atteignant leur niveau le plus élevé depuis mi 2022. Les prix de la viande poursuivent également leur progression. À l'inverse, les produits laitiers et le sucre poursuivent leur repli, contribuant à modérer l'indice global.

Sur le plan de la production mondiale, les perspectives pour la campagne 2025/2026 sont globalement favorables. La production céréalière mondiale atteindrait un niveau record de 3 029 millions de tonnes, soit une hausse de 5,6 % par rapport à 2024. Les utilisations augmentent

légèrement, tandis que les stocks mondiaux progressent pour atteindre 940,5 millions de tonnes. Les échanges internationaux devraient également croître de 3,5 %, atteignant leur deuxième niveau le plus élevé jamais enregistré. Ces indicateurs témoignent d'une disponibilité globale confortable, susceptible de limiter les risques de flambée extrême des prix.

Cependant, cette situation positive est nuancée par des perturbations géopolitiques, notamment au détroit d'Ormuz, où des cargaisons de vivres et d'engrais sont bloquées. Ces tensions logistiques pourraient renchérir les coûts de transport et perturber les chaînes d'approvisionnement, avec des répercussions directes sur les pays dépendants des importations.

Pour le Sahel et l'Afrique de l'Ouest, la dépendance structurelle aux importations de céréales demeure

de réfugiées. Ils sont principalement localisés au Nigeria, au Burkina Faso, au Tchad, au Niger et au Mali ;

Des restrictions et des limitations à la libre circulation des productions agropastorales prise par plusieurs pays de la région en contrairement à la politique de libre circulation des produits agropastoraux dans la région.

Des zones toujours affectées par l'insécurité civile où le fonctionnement des marchés est très affecté ; ce qui réduit considérablement l'approvisionnement de ces zones. Il s'agit principalement de la zone du Liptako gourma entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, la zone du Lac Tchad entre le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria. Les extrêmes nord du Togo, du Bénin et dans une moindre de la Côte d'Ivoire et du Ghana sont également impactés.

Situation des marchés

De manière générale, les marchés agricoles affichent un fonctionnement satisfaisant. Cependant, dans les zones affectées par l'insécurité civile, les approvisionnements demeurent limités, tandis que la demande des ménages dépasse l'ordinaire. Par ailleurs, l'offre de produits importés—tels que le riz et le blé—se révèle abondante, alors que celle des productions locales, notamment pour le maïs, le mil et le sorgho, reste relativement faible.

Dans le bassin ouest, qui dépend fortement des importations, l'offre globale est jugée satisfaisante. En revanche, dans les autres bassins, particulièrement le bassin central, malgré une production relativement bonne, l'offre demeure faible en raison des nombreuses restrictions sur les flux transfrontaliers des produits agricoles, ainsi que de l'insécurité civile persistante.

élevée. Les prévisions pour 2025/2026 montrent que la plupart des pays de la région resteront de grands importateurs nets, avec des besoins globalement stables ou en hausse. Le Nigeria, premier importateur, devrait maintenir ses besoins. Le Sénégal, le Ghana, le Cameroun, le Niger, la Guinée et la Sierra Leone devraient connaître des besoins d'importation supérieurs à la moyenne des cinq dernières années. Même les pays enclavés, déjà vulnérables aux coûts logistiques, verront leurs besoins légèrement augmenter.

Ainsi, malgré une production mondiale abondante, la région reste exposée à une hausse potentielle des prix CAF, en raison de la combinaison entre la reprise des prix internationaux, les tensions géopolitiques et les coûts de transport. Les pays côtiers fortement urbanisés, tout comme les pays sahéliens enclavés, pourraient être confrontés à une pression accrue sur les prix domestiques des denrées importées, notamment le blé, le riz et les huiles végétales.

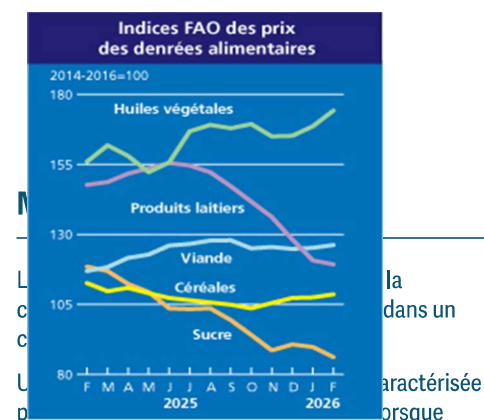


FIG. 3.1 Niveau des indices des prix des produits alimentaires de la FAO

calcule les productions par habitant (-5% par rapport à moyenne). Cela se traduit par une offre globale faible. Des taux de change des principales devises nationales (GHs, CVE, XOF, XAF, NGN, SLL, GMD ; etc) en perte de change par rapport au dollar américain aussi bien par rapport à l'année dernière qu'à la moyenne des 5 dernières années excepté seulement de du Franc Guinéen qui connaît une stabilité. Les pertes de change sont plus marquées au Ghana, en Gambie et au Nigeria. Cette perte importante de change affecte le pouvoir d'achat des ménages face denrée importée.

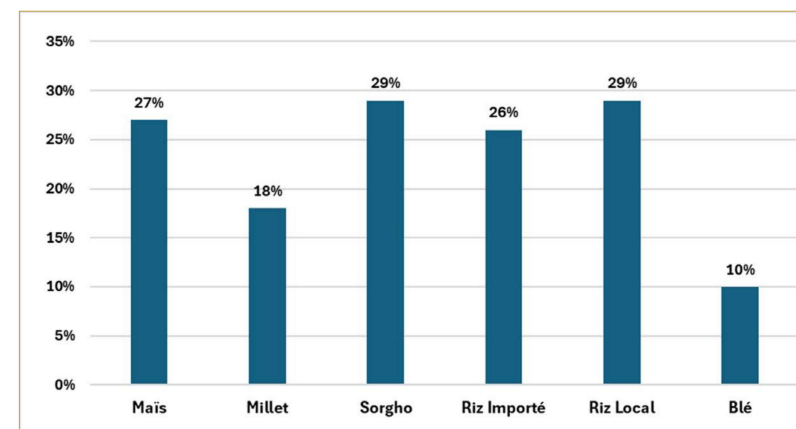
Une inflation qui recule mais qui reste toujours élevée. Le niveau d'inflation globale des régions en mars 2025 était estimé à 16,7% contre 23% en novembre 2024. La forte baisse est observée surtout au Nigeria, au Ghana et en Sierra Leone. Toutefois, la forte inflation persistante affecte très négativement l'accès des ménages vulnérable au produit de première nécessité qui sont dans la grande majorité importés ;

Une forte demande de la part des populations déplacées et des réfugiées dans la région qui sont au nombre de 9 millions dont 6,8 millions de personnes déplacées internes et 2,3 millions. Cette situation affecte également l'offre dans le bassin Est mais plus particulièrement au Nigeria et Tchad, où l'offre reste insuffisante en raison d'une mauvaise campagne agricole.

Les prix des céréales de base continuent d'augmenter dans la plupart des pays de la région, avec des hausses allant de 10 % à plus de 100 %. Cette progression est particulièrement marquée au Ghana (100 %), en Sierra Leone (62 %) et au Nigeria (plus de 200 %), voire encore plus accentuée dans les zones où l'insécurité civile complique les approvisionnements.

En conclusion, la performance globale du marché

FIG. 3.2 Les niveaux de prix des principales céréales sur le marché



régional demeure mitigée en raison de plusieurs facteurs :

- Une offre régionale en produits céréaliers en baisse (production par habitant) et des stocks faibles issus de la campagne agricole précédente ;
- De nombreuses interdictions et restrictions affectant les flux transfrontaliers ;
- Une augmentation des coûts de transport imputable à la hausse du prix du carburant, à l'inflation, à l'état dégradé des infrastructures routières et surtout à l'insécurité civile ;
- La persistance d'un niveau élevé d'inflation dans la région ;
- Des difficultés d'approvisionnement dans les zones touchées par les troubles civils ;
- Une forte demande provenant des populations déplacées, des zones en insécurité civile et du secteur industriel ;
- Les tracasseries liées aux procédures routières et l'augmentation des coûts de production (engrais, alimentation animale), etc.

Les inflations dues aux difficultés économiques au Ghana, au Nigeria, en Sierra Leone et en Gambie restent l'un des facteurs importants sous-jacents. À cela s'ajoute la hausse des prix du carburant au Nigeria, du coût du transport et les restrictions divers prises par plusieurs pays pour réduire les flux transfrontaliers des produits agropastoraux.

Sur les marchés à bétail, les prix des animaux restent toujours en hausse dans l'ensemble par



4 | Analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle, 2026

Les résultats révèlent que, sur une population totale analysée de près de 442,6 millions de personnes, plus de 54,8 millions soit 12,4% sont classées en phase crise ou pire, L'insécurité alimentaire reste fortement concentrée dans quelques pays.

.....

L'insécurité alimentaire aiguë observée en 2025 et en 2026 dans la région Sahel et Afrique de l'Ouest résulte de l'interaction complexe de plusieurs facteurs structurels et conjoncturels, qui varient selon les pays et les localités. Leur compréhension est essentielle pour concevoir des interventions efficaces s'attaquant aux racines du problème.

.....

La situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans ainsi que des femmes enceintes et allaitantes est préoccupante et continue de se détériorer en 2026.

.....

En 2026, les crises sécuritaires persistantes, les conflits armés, les violences communautaires, les attaques des groupes armés non étatiques ainsi que les chocs climatiques continuent d'alimenter d'importants mouvements de populations à l'intérieur des pays et au-delà des frontières.

.....

Insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, 2026

Bénin | Cabo Verde | Côte d'Ivoire | Gambie | Ghana | Guinée | Libéria | Mali | Mauritanie | Niger | Nigéria | Sénégal | Sierra Leone | Tchad (résidents et réfugiés) | Togo

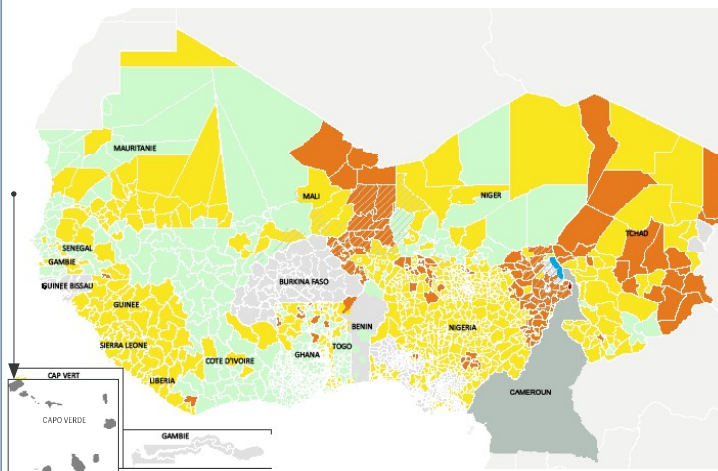
SITUATION RÉGIONALE D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGUË POUR LES PÉRIODES COURANTE (OCTOBRE-DÉCEMBRE 2025) ET PROJÉTÉE (JUIN-AOÛT 2026)

Les analyses du Cadre Harmonisé révèlent une situation alimentaire et nutritionnelle préoccupante pour l'année 2026.

Le cycle d'analyse du Cadre Harmonisé (CH) de mars 2026 avait pour objectif de couvrir l'ensemble des 17 pays de l'espace CILSS-CEDEAO, incluant les 16 pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, auxquels s'ajoute le Cameroun. Toutefois, en raison d'une rationalisation du processus CH d'une part, et d'autre part du manque de données nécessaires pour la conduite des analyses consécutives aux contraintes budgétaires, Seuls quatre pays ont réalisé des analyses CH durant le cycle de Février/Mars 2026 : trois pays ont conduit une nouvelle analyse avec une situation courante et une situation projetée (Gambie en février 2026, Sénégal en février 2026 et Tchad en mai 2026) et le Nigéria qui a effectué en mai 2026 une mise à jour de la situation projetée du cycle d'Octobre/Novembre 2025 pour neuf de ses états (Adamawa, Borno, Kaduna, Katsina, Kwara, Niger, Sokoto, Yobe et Zamfara).

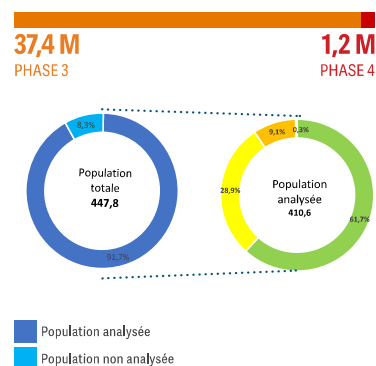
Pour les autres pays, c'est la situation projetée du cycle d'Octobre/Novembre 2025 qui a été reconduite (Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Sierra Leone et Togo).

Situation régionale d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë pour la période courante (Octobre-Décembre 2025)



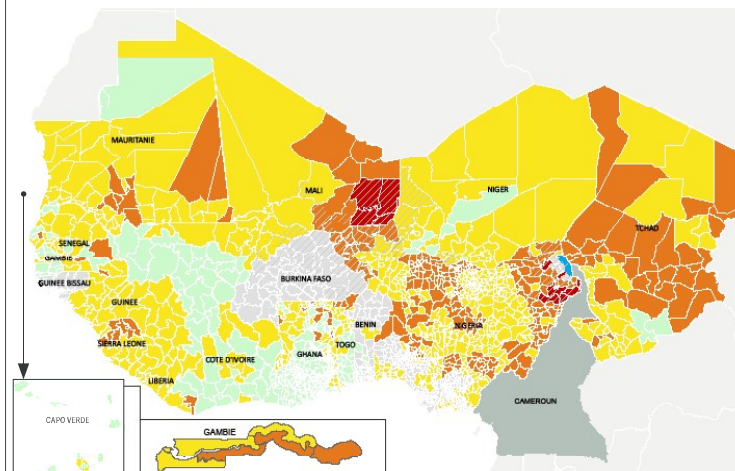
38,7 M de personnes soit **9%** de la population analysée dans quinze pays ont fait face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë (phase 3 à 5 du CH), dont **1,2 million** de personnes en urgence (phase 4 du CH).

118,5 M de personnes soit **32 %** de la population analysée en phase 2 du CH.



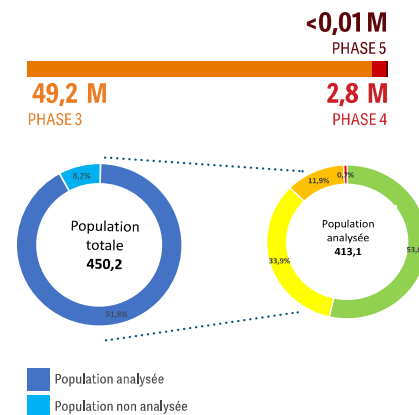
Source: CH, octobre-novembre 2025

Situation régionale d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë pour la période projetée (juin-août 2026)



52 M de personnes soit **13%** de la population analysée dans quinze pays pourraient faire face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë (phase 3 à 5 du CH), dont **2,5 millions** de personnes en urgence (phase 4 du CH) et **15061** de personnes en catastrophe (phase 5 du CH).

137,3 M de personnes soit **33 %** de la population analysée en phase 2 du CH.



Source: CH, février-mars 2026

1 - Aucune/Minimale 2 - Sous pression 3 - Crise 4 - Urgence 5 - Catastrophe/Famine Zones non analysées Zone analysée par le CH mais non-membre du CILSS Absence de données Zones d'accès limité ou inaccessible

Insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante entre Octobre et Décembre 2025

Entre Octobre et Décembre 2025, sur une population totale analysée de près de 440 millions de personnes, plus 41,7 millions de personnes étaient classées en phase Crise ou pire (Phase 3 à 5) dans l'ensemble des pays analysés. Parmi elles, plus de 27,2 millions se trouvaient au Nigéria, plus de 3 millions au Cameroun, plus de 1,9 millions au Tchad, plus de 1,8 millions au Niger, et de 1,5 millions au Ghana et en Guinée. Les résultats indiquent que plus de 1,4 millions de personnes étaient en Urgence (Phase 4) dont environ 857 000 au Nigéria, 250 000 au Cameroun, 95 000 au Tchad, 72 000 au Ghana, 65 000 en Sierra Leone, 53 000 en Guinée, 30 900 au Mali, 14 500 au Niger, 13 000 au Sénégal, 10 000 en Côte d'Ivoire et 3000 au Bénin. L'analyse n'avait pas révélé l'existence de populations en situation de Catastrophe (Phase 5). Le tableau ci-dessous présente plus de détails sur l'estimation des populations par phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë.

Analyse de la situation alimentaire, Juin-Août 2026

La période projetée juin-août 2026 correspond au pic de la soudure alimentaire dans toute la bande sahélienne et les zones de savane. L'actualisation entre février et mai 2026 de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë projetée durant la période Juin-Août 2026 a pris en compte trois cas différents: (1) les pays ayant conduit une nouvelle analyse avec une nouvelle situation projetée (Gambie, Sénégal, Tchad), (2) le Nigéria qui a effectué une mise à jour de la situation projetée du cycle d'Octobre/Novembre 2025 pour neuf de ses états (Adamawa, Borno, Kaduna, Katsina, Kwara, Niger, Sokoto, Yobe et Zamfara) et (3) les pays (Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger,

FIG. 4.1 Nombre de personnes par phase d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, période courante (octobre-décembre 2025), en millions



Pays	Population totale	Population analysée	Population analysée en phase 3 à 5	Pourcentage de population analysée en phase 3 à 5	Population en phase 1	Population en phase 2	Population en phase 3	Population en phase 4	Population en phase 5
Bénin	13,1	2,7	0,2	7%	2,1	0,4	0,2	0,003	-
Cabo Verde	0,5	0,5	0,04	7%	0,4	0,1	0,0	-	-
Côte d'Ivoire	32,5	24,8	1,0	4%	20,4	3,3	1,0	0,01	-
Ghana	34,3	34,3	1,6	5%	27,9	4,9	1,5	0,07	-
Guinée	14,4	12,4	1,5	12%	8,3	2,6	1,4	0,05	-
Liberia	5,6	5,6	0,4	7%	4,0	1,3	0,4	-	-
Mali	25,5	25,5	0,9	3%	22,1	2,6	0,8	0,03	-
Mauritanie	5,3	5,3	0,3	6%	4,1	0,9	0,3	-	-
Niger	28,0	28,0	1,9	7%	20,8	5,4	1,8	0,01	-
Sierra Leone	9,0	9,0	1,0	11%	5,3	2,7	0,9	0,1	-
Sénégal	19,5	19,5	0,5	3%	16,6	2,4	0,5	0,01	-
Tchad	18,7	18,0	1,9	11%	12,2	3,9	1,8	0,1	-
Togo	8,7	6,4	0,3	4%	5,0	1,2	0,3	-	-
Nigeria	232,7	217,9	27,2	12%	104,2	86,5	26,4	0,9	-
Total	447,8	410,6	38,7	9%	253,5	118,5	37,4	1,2	-

FIG. 4.2 Nombre de personnes par phase d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, période projetée (juin-août 2025), en millions



Pays	Population totale	Population analysée	Population analysée en phase 3 à 5	Pourcentage de population analysée en phase 3 à 5	Population en phase 1	Population en phase 2	Population en phase 3	Population en phase 4	Population en phase 5
Bénin	13,1	2,8	0,2	7,3%	2,1	0,5	0,2	0,01	-
Cabo Verde	0,5	0,5	0,03	6,5%	0,4	0,1	0,03	-	-
Côte d'Ivoire	32,5	24,8	1,3	5,4%	19,6	3,9	1,3	0,01	-
Gambie	2,4	2,4	0,3	10,8%	1,5	0,6	0,3	0,005	-
Ghana	34,3	34,4	1,5	4,4%	28,0	4,9	1,4	0,1	-
Guinée	14,4	12,4	1,7	13,4%	7,6	3,1	1,6	0,1	-
Liberia	5,6	5,6	0,5	9,0%	3,7	1,4	0,5	0,003	-
Mali	25,5	25,6	1,6	6,1%	19,9	4,1	1,5	0,1	-
Mauritanie	5,3	5,3	0,5	9,4%	3,5	1,3	0,5	0,01	-
Niger	28,0	28,1	2,4	8,6%	18,8	6,9	2,4	0,02	-
Nigeria	232,7	217,9	36,3	16,7%	81,3	100,3	34,2	2,1	0,01
Sénégal	19,5	19,6	0,8	4,3%	15,3	3,4	0,8	0,02	-
Sierra Leone	9,0	9,1	1,3	14,7%	4,6	3,2	1,2	0,1	-
Tchad	18,7	18,2	3,2	17,5%	10,2	4,8	2,9	0,2	-
Togo	8,7	6,5	0,3	5,1%	4,9	1,2	0,3	-	-
Total	450,2	413,1	52,0	13%	221,3	139,9	49,2	2,77	0,01

Sierra Leone et Togo) et les autres Etats du Nigéria (Abia, Bauchi, Benue, Cross-River, Edo, Enugu, Ekiti, Gombe, Jigawa, Kano, Kebbi, Kogi, Lagos, Nasarawa, Ogun, Plateau, Rivers, Taraba, and the Federal Capital Territory) dont la situation projetée du cycle d'Octobre/Novembre 2025 a été reconduite, faute de nouvelles données.

Les résultats révèlent que, sur une population totale analysée de près de 442,6 millions de personnes, plus de 54,8 millions soit 12,4% sont classées en phase crise ou pire. L'insécurité alimentaire reste fortement concentrée dans quelques pays. Le Nigéria représente à lui seul près de 66 % des personnes en Phase 3 ou plus, avec 36,3 millions, suivi du Tchad (3,2 million) du Cameroun (2,8 millions), et du Niger (2,4 millions). L'analyse révèle également que plus de 3 millions de personnes sont en Urgence (Phase 4), dont environ 2 millions au Nigéria. En outre, on estime à plus de 10,000 le nombre de personnes en situation de Catastrophe (Phase 5) dans l'état de Borno, au Nord-est du Nigéria. (voir fig. 4.2).

La zone du Liptako-Gourma (Mali, Burkina Faso, Niger) cumule trois facteurs aggravants : conflit armé, blocus de villages et effondrement des moyens d'existence pastoraux. Les zones de réfugiés et de déplacés internes présentent des taux de Phase 3+ particulièrement élevés : 38 % dans le camp de Mbera (Mauritanie) et 41 % parmi les réfugiés hors camp.

Dans les pays côtiers (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo), la proportion de population en Phase 3+ reste inférieure à 7 %, mais elle progresse dans les franges nord sous l'effet conjugué de l'insécurité transfrontalière et de la hausse des prix des denrées importées.

Comparé à juin-août 2025 (47,3 millions de personnes en Phase 3+, soit 12,9 %), le nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë augmente de près de 3 millions en 2026, atteignant 50,2 millions (13,0 % de la population analysée). Cette détérioration, bien que modérée en pourcentage, représente un accroissement significatif du fardeau humanitaire.

La période juin-août 2026 exigera une réponse humanitaire massive et pré-positionnée, combinant transferts monétaires dans les zones accessibles, corridors humanitaires sécurisés en zone de conflit, et renforcement des programmes nutritionnels dans les zones à haute prévalence de malnutrition.

Insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante entre Mars et Mai 2026

Le cycle d'analyse du Cadre Harmonisé (CH) de Février/Mars 2026 avait pour objectif de couvrir l'ensemble des 17 pays de l'espace CILSS-CEDEAO, incluant les 15 pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, auxquels s'ajoute le Cameroun.

Toutefois, en raison d'une rationalisation du processus CH d'une part, et d'autre part du manque de données nécessaires pour la conduite des analyses, consécutive à des contraintes budgétaires importantes, seuls quatre pays avaient conduit une nouvelle analyse avec une situation courante durant ce cycle: Gambie, Sénégal, Tchad et Nigéria pour seulement 15 LGAs de l'état de Borno.

Les résultats révèlent que le nombre de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë (Phase 3 à 5) étaient de 167 941 (6,9%) pour la Gambie, 490 588 (2,5%) pour le Sénégal, 2 098 952 (11,9%) pour le Tchad et 2 020 145 (41,8%) pour les 15 LGAs de l'état de Borno, Nord-est du Nigéria.

L'analyse n'avait pas révélé l'existence de populations en situation de Catastrophe (Phase 5).

Facteurs déterminants d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë

L'insécurité alimentaire aiguë observée en 2025 et en 2026 dans l'espace CILSS résulte de l'interaction complexe de plusieurs facteurs structurels et conjoncturels, qui varient selon les pays et les localités. Leur compréhension est essentielle pour concevoir des interventions efficaces s'attaquant aux racines du problème. Six grandes catégories de facteurs sont identifiées.



Conflits armés et insécurité civile Les conflits armés restent le premier facteur de l'insécurité alimentaire aiguë dans la région du Liptako-Gourma (Burkina Faso, Mali, Niger) et le nord-est du Nigeria. L'insécurité perturbe la production agricole, l'accès aux marchés, déplace les populations et empêche la distribution d'aide humanitaire, et engendre aussi par la perte du capital productif. Les enlèvements et le banditisme se sont intensifiés, touchant particulièrement les communautés rurales. Dans les zones de conflit actif, des centaines de villages sont sous blocus. Les déplacements forcés (plus de 3 millions de personnes dans la région) créent des poches de Phase 4 et Phase 5, notamment dans l'État de Borno (Nigeria). En Mauritanie et au Mali, l'insécurité le long des axes transfrontaliers perturbe les flux commerciaux de bétail et de céréales.



Pressions climatiques et aléas agropastoraux Les anomalies pluviométriques et les sécheresses localisées (Mauritanie, Tchad, nord du Sénégal) ont réduit les rendements agricoles et les ressources fourragères. Le déficit fourrager a provoqué une

transhumance précoce et des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Les invasions de criquets pèlerins et les dégâts causés par les oiseaux granivores (Mali, Niger) ont aggravé les pertes de récolte. Les zones pastorales et agropastorales sont les plus vulnérables : la mortalité du cheptel réduit la capacité de résilience des ménages. Le changement climatique amplifie la variabilité intra-saisonnière.



Crises économiques et inflation persistante Depuis 2024, la région subit une inflation structurelle des denrées de base. Les principaux facteurs économiques incluent la dépréciation du naira nigérian, qui affecte l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest via les flux informels de céréales et de riz ; les restrictions d'exportation décidées par certains pays côtiers ; et la hausse des coûts de transport (carburant, barrages routiers informels). Les ménages urbains et ruraux pauvres ont vu leur pouvoir d'achat chuter. L'analyse CH montre que même lorsque les prix baissent légèrement, la diversification alimentaire se dégrade. Les termes de l'échange bétail/céréales se sont dégradés dans le Sahel pastoral.

Baisse de production et accès limité à la terre.

Dans les zones touchées par les conflits, les agriculteurs ne peuvent pas accéder à leurs terres. Des régimes pluviométriques erratiques et des infestations de ravageurs ont réduit les rendements. L'accès limité aux intrants agricoles (semences, engrais) réduit encore le potentiel de production. Dans les zones non conflictuelles, les ménages agricoles font face à la cherté des intrants, à l'absence de mécanismes de financement rural adaptés, à l'érosion des sols et à la faible mécanisation. Ces facteurs se traduisent par des rendements stagnants et une dépendance accrue aux marchés.

Facteurs nutritionnels spécifiques.

L'insécurité nutritionnelle aiguë est sous-tendue par plusieurs facteurs : un faible accès aux soins de santé dans les zones de conflit ; des pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) sous-optimales ; une faible couverture des programmes de traitement de la malnutrition aiguë sévère (MAS), inférieure à 30 % dans certaines régions du Tchad et du Niger ; et des épidémies saisonnières (paludisme, diarrhées, rougeole) qui aggravent le statut nutritionnel. La convergence des pics de soudure alimentaire et des pics épidémiques en juin-août 2026 risque de dépasser les capacités locales de prise en charge. Les zones de réfugiés, comme le camp de Mbera en Mauritanie, présentent des prévalences de malnutrition aiguë globale supérieures à 15 %.

Principaux défis analytiques et opérationnels.

Bien que le CH utilise une méthodologie robuste pour l'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, sa mise en œuvre se heurte à plusieurs difficultés récurrentes. La majorité des pays ne disposent pas des données d'enquêtes représentatives sur les ménages. Seuls quatre pays sur dix-sept ont réalisé les analyses CH de mars 2026 conformément au calendrier régional.

Par ailleurs, la méthodologie CH exige de recouper des preuves issues de plusieurs indicateurs (consommation alimentaire, changement de moyens d'existence, nutrition, mortalité). De nombreux pays manquent de données récentes dans tous les domaines requis, en particulier dans les zones à accès difficile ou limité. Sans amélioration significative des collectes (enquêtes SMART, collecte par téléphones mobiles, imagerie satellite), les projections resteront entachées d'incertitudes élevées.



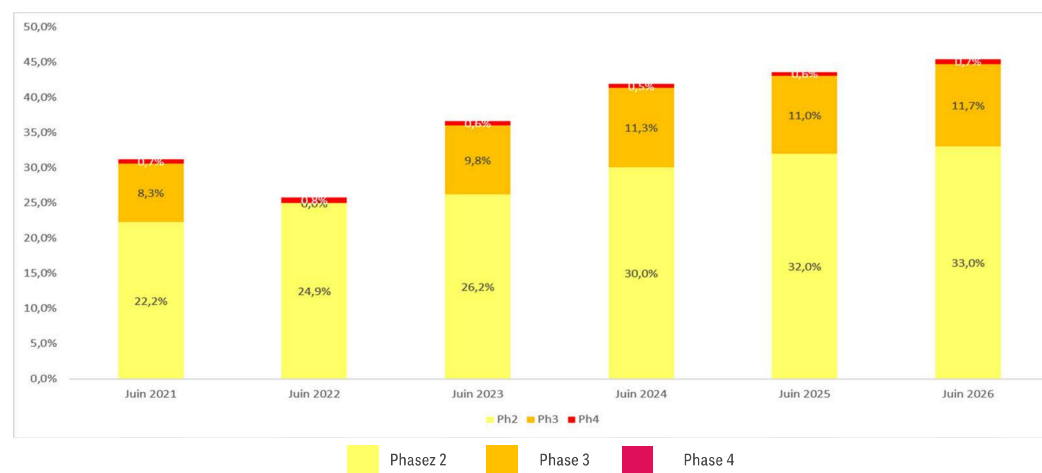
Évolution historique d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë

La situation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en 2026, en chiffre absolu restant l'une des plus difficiles au cours des cinq dernières en années.

Entre la soudure 2021 et celle de 2026, le nombre de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle a fortement augmenté passant de 28,9 millions à 54,8 millions phase 3+ du Cadre Harmonisé. Toutefois, il faut aussi relativiser cette augmentation par rapport à la population analysée qui passe de 322,4 millions en 2021 à plus 442,5 millions en 2026 d'une part et d'autres part au fait que certains pays comme le Burkina Faso, le Libéria et la Guinée Bissau n'ont pas conduit des analyses pour certains cycles CH depuis 2024.

En termes de proportion des personnes touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (IAN), le taux gravite autour de 11,5% en phase 3+ du CH. La dégradation de la situation sécuritaire qui l'une des principales causes de la dégradation de l'IAN est observée depuis les 5 dernières années. Les principaux chocs que connaît la région restent les causes inhérentes à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de la région, on peut citer entre autres les inondations, la hausse des prix, les inflations et l'instabilité des monnaies locales dans plusieurs pays notamment le Nigéria, qui abrite près de 70% des personnes en phase 3+ de la région en 2026. Les conflits armés qui sévissent dans plusieurs pays entraînent des déplacements forcés qui impactent la situation alimentaire et nutritionnelle de ces personnes déplacées et les populations hôtes qui voient leurs moyens d'existence dégradés.

FIG. 4.3 Nombres de personnes (en millions) en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH) pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire, 2021-2026



Les comparaisons inter-annuelles du nombre de personnes dans les différentes phases doit être faites avec précaution, car la couverture géographique peut varier d'une année sur l'autre.

Source: CH, 2021-2026.

Cette dégradation continue, de la situation alimentaire et nutritionnelle met en lumière les limites actuelles des différentes interventions pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguë dans la région et amener à se tourner vers des actions de développement durable et de résilience.



Populations par phase 2, 3, 4 et 5 du CH pendant le pic d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, 2026 *

 **10 277 personnes**
en catastrophe en 2026

La région continue d'enregistrer de populations confrontées au niveau le plus sévère de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigue (Phase 5 du CH/ catastrophe). Pour la période projetée (juin-août 2026), on estime à 10 277, le nombre de personnes en situation de Catastrophe (Phase 5) dans l'état de Borno, au Nord-est du Nigeria. En 2022, environ 2 975 personnes ont été identifiées dans cette phase dans le même Etat.

L'existence des populations confrontées à des conditions extrêmes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigue dans l'Etat de Borno met en évidence les effets prolongés de l'insécurité, des déplacements massifs internes et de la détérioration continue des conditions d'accès à l'aide humanitaire dans la zone du Bassin du Lac Tchad.

 **2,7 M de personnes**
en urgence en 2026

En période projetée (juin-août 2026), sur les 15 pays couverts par les analyses du CH, 13 présentent des populations en urgence (phase 4 du CH), soit 2 pays de plus par rapport l'année 2025. L'analyse révèle que plus de 2,7 millions de personnes sont en urgence (Phase 4), dont environ 2 millions au Nigeria, plus de 200 milles au Tchad et près de 150 milles en Sierra Leone. En termes de proportions, comme en 2025, les populations déplacées plus particulièrement les réfugiés analysés en Mauritanie et au Tchad sont les plus affectées avec respectivement 14% et 8%.

Depuis 2024, la région enregistre une augmentation de nombre de personnes en urgence (Phase 4) et de nombre de pays présentant des populations dans cette même phase. En période de projection (juin-août 2024), le nombre de personnes en urgence identifiées dans seulement 9 pays de la région qui était d'environ 1,9 M a atteint plus de 2,3 M de personnes dans 11 pays en 2025 et 2,7 M dans 13 pays en 2026.

 **49,2 M de personnes**
en crise en 2026

Le nombre de personnes en crise dans les 15 pays analysée dans la région est d'environ 49,2 M. Ce chiffre est en nette augmentation par rapport aux 2 dernières années sur les mêmes périodes (juin-août) de 2024 et 2025 avec respectivement 46,6 M et 46,7 M de personnes dans l'ensemble de 15 pays couverts par l'analyse. Depuis 2020, le nombre de personnes en crise (phase 3) observé en 2026 dans la région reste historiquement le plus élevé.

Les pays les plus concernés sont le Nigeria avec 34,2 M de personnes, le Tchad : 2,9 M de personnes, 2,4 M au Niger et plus d'un million en Guinée, au Ghana, au Mali Sierra Leone et en Côte d'Ivoire.

Une fois encore, cette situation met en évidence une aggravation des facteurs de risque et la dégradation continue des conditions de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations dans la région et qui nécessitent des réponses beaucoup plus adaptées, articulant de façon cohérente les actions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix.

 **139,9 M de personnes**
en sous pression en 2026

Sur la période projetée (juin-août 2026), le nombre de personnes sous-pression atteint 139,9 M de personnes soit 34% de la population totale analysée dans l'ensemble des 15 pays couverts par l'analyse dans la région. Ce chiffre est en augmentation par rapport au nombre de personnes enregistré dans la même phase en 2025 (132,4 M de personnes), en 2024 (122 M de personnes), 2023 (102 M) et 2022 (80,5M) dans 15 pays de la région.

Cette tendance haussière de nombre de personnes en phase 2 observée pour la cinquième année consécutive reflète une détérioration progressive et généralisée des moyens d'existence des populations entraînant des pressions accrues sur leur accès à l'alimentation. Cette augmentation de nombre de personnes sous pression induit par ailleurs une baisse du nombre de personnes en phase minimale (Phase 1 du CH) passant de 56% en 2024 à 54% en 2026 sur les 15 pays analysés.

central.

FIG. 4.4 Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire, 2021-2026

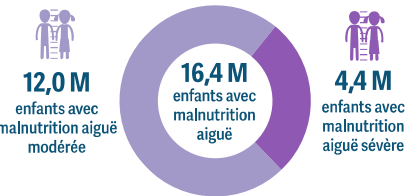


Malnutrition aiguë, 2026

ANALYSES DE LA MALNUTRITION AIGUË BASÉES SUR DES DONNÉES DISPONIBLES D'ENQUÊTES NUTRITIONNELLES, DES ANALYSES IPC AMN ET DES ESTIMATIONS CONJOINTES DU PAM ET DE L'UNICEF

La situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans ainsi que des femmes enceintes et allaitantes est préoccupante et continue de se détériorer en 2026.

FIG. 4.5 Nombre d'enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition aiguë dans 14 pays, 2026



Sources : PAM-UNICEF, mai 2025 ; Mali IPC TWG, novembre 2024 ; Niger IPC TWG, janvier 2025 ; Nigeria IPC TWG, novembre 2024 ; Tchad IPC TWG, mars 2025.

La crise nutritionnelle s'est détériorée en 2026, fragilisant davantage les enfants de moins de 5 ans ainsi que les femmes enceintes et allaitantes. Selon les dernières données consolidées, plus de 16,4 millions de jeunes enfants sont affectés. Parmi eux, 12 millions souffrent de malnutrition aiguë modérée et 4,3 millions font face à une malnutrition aiguë sévère exigeant une prise en charge médicale urgente. Parallèlement, la crise frappe de plein fouet 1,3 million de femmes enceintes et allaitantes.

Cette crise est particulièrement prononcée dans les pays sahéliens, notamment au sein des zones de conflit abritant de fortes concentrations de déplacés internes. Par ailleurs, des pays moins exposés aux violences restent vulnérables en raison des chocs économiques et des aléas climatiques extrêmes. À ces facteurs conjoncturels s'ajoutent les causes profondes de la malnutrition aiguë : pratiques alimentaires inadaptées, accès insuffisant à une alimentation nutritive, défaillance

FIG. 4.6 Nombre d'enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition aiguë par pays, 2026

	MAG (millions)	MAM (millions)	MAS (millions)
Benin	0,6	0,4	0,2
Cabo Verde	no data	no data	no data
Côte d'Ivoire	1,3	0,9	0,4
Gambie	0,1	0,1	0,03
Ghana	1	0,8	0,2
Guinée	0,5	0,5	0,1
Guinée-Bissau	0,1	0,1	0,0
Libéria	no data	no data	no data
Mali	1,1	0,9	0,2
Mauritanie	0,2	0,1	0,04
Niger	1,6	1,2	0,4
Nigéria	6,4	4,4	2,01
Sénégal	1,2	1,1	0,1
Sierra Leone	0,2	0,2	0,05
Tchad	2	1,5	0,5
Togo	0,3	0,2	0,02
Total	16,6	12,4	4,3

Sources : PAM-UNICEF, mai 2025 ; Mali IPC TWG, novembre 2024 ; Niger IPC TWG, janvier 2025 ; Nigeria IPC TWG, novembre 2024 ; Tchad IPC TWG, mars 2025.

des systèmes de santé, et accès limité à l'eau potable et à l'assainissement

Selon les rapports IPC de 2025 et 2026, le nord-est et le nord-ouest du Nigéria sont les zones les plus touchées, avec près de 6,4 millions d'enfants en situation de malnutrition aiguë, dont plus de 2 millions souffrent de la forme sévère. La crise

frappe également de manière alarmante le Tchad (2 millions), le Niger (1,6 million), la Côte d'Ivoire (1,3 million), le Sénégal (1,2 million) et le Mali (1,1 million). Enfin, le Ghana, le Bénin et la Guinée enregistrent chacun entre 500 000 et 1 million d'enfants impactés.

Evolution de la situation par rapport 2025

Dans les pays où des évaluations ont été menées et des données recueillies, on observe une augmentation du nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë, notamment au Tchad et au Nigeria. À l'inverse, la situation s'est légèrement améliorée dans les pays du Sahel (Mali, Mauritanie et Niger). En termes absolus, les hausses les plus massives touchent le Nigeria (+1 000 000 d'enfants) et le Tchad (+100 000 d'enfants). En valeur relative, les baisses les plus marquées sont enregistrées en Mauritanie (-55 %) et au Mali (-29 %).

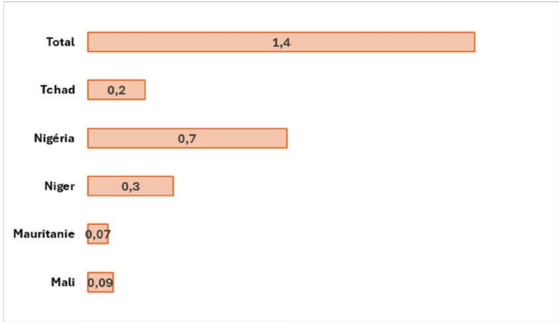
L'analyse de l'évolution de la malnutrition aiguë entre 2025 et 2026 ne peut être qu'incomplète, car elle repose sur un périmètre restreint à cinq pays seulement – le Nigeria, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger – les seuls pour lesquels des évaluations actualisées et des données comparables ont pu être recueillies. Cette couverture partielle interdit toute généralisation à l'ensemble de l'espace CILSS-CEDEAO, mais elle offre néanmoins un éclairage contrasté sur des dynamiques régionales très différenciées

Cette situation reflète la gravité de la crise nutritionnelle qui s'étend au-delà des enfants pour toucher également les femmes enceintes et allaitantes, populations particulièrement vulnérables. Les activités de prévention et de

 1,4M de femmes enceintes ou allaitantes souffraient de malnutrition aiguë dans quatre pays en 2025

Les données récentes disponibles sur la malnutrition aiguë chez les femmes enceintes et allaitantes dans cinq pays (le Mali, la Mauritanie, le Niger, le nord du Nigeria et le Tchad) montrent qu'un total de 1,4 million de femmes sont touchées par la malnutrition aiguë).

FIG. 4.7 Nombre de femmes enceintes ou allaitantes atteintes de malnutrition aiguë dans les pays où les données sont disponibles, 2025



Sources : Mali IPC TWG, novembre, 2024 ; Niger IPC TWG, janvier 2025 ; Nigeria IPC TWG, novembre 2024 ; Tchad IPC TWG, mars 2025.

FIG. 4.8 Evolution de la situation par rapport 2025

Variation en valeur absolue	Valeur relative
Nigéria: +1 000 000 enfants	Nigéria: +15,6%
Tchad: + 100 000 enfants	Tchad: 5%
Mali: - 450 000 enfants	Mali: - 29%
Mauritanie: - 221 029	Mauritanie: - 55%
Niger: - 124 340	Niger: - 7,2%

prise en charge de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes ont été gravement affectées, notamment en raison de l'insécurité persistante dans certaines zones, mais aussi du manque et ou de l'interruption des financements.

Sévérité de la malnutrition aiguë

Selon l'échelle de classification de la malnutrition aiguë (IPC AMN), la situation nutritionnelle d'une zone est qualifiée de « sérieuse » dès que la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de moins de cinq ans atteint ou dépasse le seuil de 10 %.

Les analyses de l'IPC et des enquêtes nutritionnelles menées en 2025 et 2026, combinées au classement mondial du GRFC de 2026, confirment que plusieurs pays de la région ont franchi ou dépassé ces seuils d'alerte.

La Mauritanie, le Niger, le Nigéria et le Tchad (incluant les populations résidentes et réfugiées) disposent de données probantes confirmant l'atteinte des seuils de crise en 2025 et 2026. Ces quatre pays abritent tous des zones classées en situation nutritionnelle critique (Phase 4 de l'IPC AMN). Les foyers de malnutrition les plus sévères sont localisés dans le centre-ouest du Tchad, le sud-est de la Mauritanie, l'Est et le sud du Niger, le Nord-Est et Nord-ouest du Nigéria.

La situation nutritionnelle au Mali s'est légèrement améliorée par rapport à 2025, comme aucune zone n'y est désormais classée en phase critique.

La situation nutritionnelle demeure globalement stable en Guinée, en Guinée-Bissau, au Libéria, en Sierra Leone et au Sénégal. Bien que la situation soit relativement stable au Sénégal, on observe une détérioration de la sécurité alimentaire qui pourrait impacter la situation nutritionnelle.

Dans les autres pays côtiers la situation de la malnutrition aiguë reste dans les phases acceptables ou d'alerte avec des taux de prévalence inférieurs à 10 %. Malgré ces taux globaux inférieurs aux seuils d'alerte, il existe plusieurs zones dans ces pays en proie à l'insécurité civile et où la situation nutritionnelle pourrait dépasser le seuil d'alerte.

Facteurs contributifs aux crises nutritionnelles

Causes fondamentales

Les principaux facteurs de risque associés à la malnutrition aiguë dans la région se conjuguent pour accroître la vulnérabilité des populations, en particulier des jeunes enfants et des femmes enceintes et allaitantes. Ces facteurs sont:

- (i) L'insécurité dans le Sahel central et le bassin du Lac Tchad, la propagation du conflit du Soudan, provoquant des déplacements massifs et transfrontaliers de populations (réfugiés, PDI, retournés);
- (ii) Des inondations graves au second semestre 2025 au Mali, au Niger, au Nigéria, et au Tchad, ainsi que des épisodes de sécheresse localisées.
- (iii) Les fragilités institutionnelles et les insuffisances des systèmes de protection sociale, de santé et d'éducation limitent également les capacités de prévention et de réponse aux crises nutritionnelles.
- (iv) Les investissements insuffisants dans les services sociaux de base, notamment dans les zones rurales et affectées par les conflits, contribuent à maintenir des niveaux élevés de vulnérabilité.

Disponibilité des données

Cette année, Les analyses nutritionnelles régionales reposent principalement sur les données issues des enquêtes SMART, des analyses IPC/CH Nutrition ainsi que des systèmes nationaux de surveillance nutritionnelle.

La disponibilité des données reste un défi majeur. Un nombre limité de pays disposent des données actualisées en raison du faible nombre d'enquêtes SMART, d'analyses IPC AMN ou d'évaluations conjointes récentes. L'accès restreint aux zones touchées par l'insécurité civile et l'insuffisance des financements entravent la collecte régulière de données.

Les analyses IPC AMN ont pu être menées dans les pays disposant d'un système de collecte de données régulier (Mauritanie, Mali, Niger, Nigéria, Tchad), couvrant les populations résidentes et pour le Tchad, les populations déplacées.

D'autres pays, comme le Togo et la Sierra Leone, ont des estimations partielles issues d'enquêtes conjointes. Pour le Bénin et le Ghana, les données proviennent principalement des structures de santé, ne permettant pas une évaluation exhaustive de la prévalence de la malnutrition aiguë.

Causes sous-jacentes et immédiates

Les résultats des analyses IPC sur la malnutrition aiguë confirment la gravité de facteurs de risque dans plusieurs pays. Dans les cinq pays analysés avec l'outil IPC, parmi les facteurs de risque majeurs figuraient un apport alimentaire inadéquat, une forte prévalence des maladies infantiles, une insécurité alimentaire des ménages, et des conditions sanitaires dégradées.

- (i) Un apport alimentaire inadéquat chez les jeunes enfants, caractérisé par une faible diversité alimentaire (MDD) et un régime alimentaire minimum acceptable (MAD) insuffisant et un faible taux d'allaitement maternel exclusif ;
- (ii) Prévalence très élevée des maladies de la petite enfance (diarrhée, Infections Respiratoires Aiguës/IRA, et paludisme) qui affectent

l'absorption des nutriments et aggravent l'état nutritionnel. Auxquelles s'ajoutent des flambées épidémiques avec la résurgence du choléra et forte incidence de la rougeole

(iii) Insécurité alimentaire des ménages caractérisée par un faible disponibilité des produits alimentaires, fortement accentuée lors de la période de soudure. Aussi, le coût élevé d'une alimentation saine est un frein majeur à l'amélioration de la situation nutritionnelle, notamment dans plusieurs pays du Sahel ainsi que dans des pays côtiers comme le Bénin, le Sénégal et le Togo.

(iv) Environnement sanitaire et WASH défaillants marqué par une baisse de la couverture des soins et un accès limité à des installations d'assainissement améliorées et à des sources d'eau potable, accentuant le risque d'infections et maladies.

Déplacement, 2026

ANALYSE DES POPULATIONS DÉPLACÉES BASÉE SUR LES DONNÉES RÉCENTES DU HCR, DE L'OIM ET DE L'IDMC

Les déplacements forcés continuent de constituer l'un des principaux facteurs de vulnérabilité humanitaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel. En 2026, les crises sécuritaires persistantes, les conflits armés, les violences communautaires, les attaques des groupes armés non étatiques ainsi que les chocs climatiques continuent d'alimenter d'importants mouvements de populations à l'intérieur des pays et au-delà des frontières. Bien que plusieurs pays enregistrent une reprise progressive des retours volontaires, les besoins de protection demeurent élevés et les capacités d'accueil des communautés hôtes restent fortement sollicitées. Les crises du Sahel central, du bassin du lac Tchad et surtout le conflit au Soudan demeurent les principaux moteurs des déplacements dans la région.

Le Tchad demeure le principal pays d'accueil des réfugiés en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Depuis le déclenchement du conflit soudanais en avril 2023, plus d'un million de réfugiés soudanais y ont trouvé refuge, principalement dans les provinces orientales. Cette arrivée massive exerce une pression considérable sur les infrastructures, les services sociaux, les ressources naturelles et les systèmes de sécurité alimentaire dans les zones d'accueil, déjà caractérisées par une forte vulnérabilité. Les réfugiés centrafricains et nigériens continuent également d'être accueillis dans le pays, renforçant son rôle de principal pôle régional de protection.

Au Nigéria, la situation demeure l'une des plus préoccupantes de la région. Les données du HCR indiquent que le pays compte encore plus de 3,2 millions de personnes déplacées de force, principalement en raison de l'insurrection dans le

FIG. 4.9 Nombre de personnes déplacées de force dans la région, début 2026



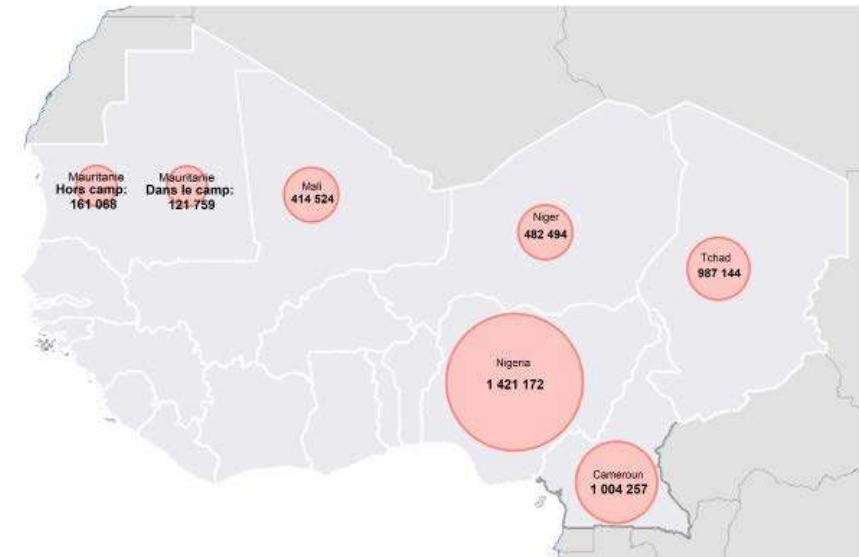
Source : CH, mai 2026.

nord-est, des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la Middle Belt, des violences criminelles dans le nord-ouest ainsi que des inondations récurrentes. Le Nigéria reste également le principal pays d'origine des réfugiés accueillis au Niger, au Cameroun et au Tchad, illustrant le caractère régional de cette crise humanitaire. <https://data.unhcr.org>

La Mauritanie poursuit son rôle d'accueil des réfugiés maliens, dont une grande partie réside toujours dans le camp de Mbera. Les nouvelles arrivées enregistrées en 2025 et 2026 témoignent de la persistance des violences au Mali, tandis que le pays fait également face à une augmentation des mouvements migratoires mixtes en direction de l'Afrique du Nord et de l'Europe. <https://data.unhcr.org>

L'extension de crises sécuritaires des pays du Sahel, continue d'impacter, les pays côtiers du Golfe de Guinée, notamment le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire, continuent d'enregistrer une augmentation progressive du nombre de réfugiés.

FIG. 4.10 Nombre de PDI, réfugiés et demandeurs d'asile par pays, 2026



Source: CH, mai 2026.

Bien que les effectifs demeurent relativement modestes comparativement aux pays sahéliens, la tendance reste orientée à la hausse.

À l'échelle régionale, les déplacements forcés restent étroitement liés à la détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les personnes déplacées, majoritairement des femmes et des enfants, présentent un accès plus limité aux terres agricoles, aux marchés, aux services de santé, à l'eau potable et aux moyens d'existence. Dans plusieurs pays du Sahel, ces populations figurent parmi les groupes les plus

exposés à l'insécurité alimentaire aiguë et à la malnutrition aiguë, en particulier dans les zones affectées simultanément par les conflits, les déplacements prolongés et les aléas climatiques. Malgré une légère diminution du nombre total de personnes déplacées grâce aux retours volontaires observés dans certains contextes, les perspectives régionales restent préoccupantes. Le maintien des crises sécuritaires, l'impact croissant du changement climatique et l'insuffisance des financements humanitaires devraient continuer d'alimenter les déplacements forcés et d'accroître les besoins de protection au cours de l'année 2026.

Insécurité alimentaire aiguë parmi les populations déplacées

L'analyse du Cadre Harmonisé réalisée au Tchad en mai 2026 met en évidence une situation alimentaire particulièrement préoccupante parmi les populations réfugiées accueillies au Tchad, dans un contexte marqué par l'afflux massif de personnes fuyant principalement le conflit au Soudan. Les zones d'accueil évaluées concentrent près de 987 000 réfugiés, dont plus de 264 000 personnes, soit 26,8 % de la population analysée, sont classées en Phase 3 ou plus de l'insécurité alimentaire aiguë en situation courante. Cette proportion témoigne d'une dégradation importante des conditions de vie des ménages réfugiés, fortement dépendants de l'assistance humanitaire et confrontés à des moyens d'existence très limités..

L'analyse de la situation projetée indique une aggravation attendue de l'insécurité alimentaire. La population en Phase 3 ou plus devrait atteindre 321 700 personnes, soit 32,6 % de la population analysée. Cette évolution représente une augmentation d'environ 57 000 personnes supplémentaires basculant en situation de crise alimentaire. Cette dégradation s'explique principalement par l'épuisement progressif des ressources des ménages, la dépendance prolongée à l'aide alimentaire, les effets saisonniers sur la disponibilité alimentaire ainsi que les incertitudes liées au financement des opérations humanitaires.

L'analyse au Nigéria réalisée en mai 2026, a permis de faire une mise à jour des personnes déplacées internes dans les Etats de Borno, Adamawa et Zamfara.

FIG. 4.11 Nombre de personnes par phase de l'insécurité aiguë parmi les populations de déplacés analysées par le CH en 2025 et 2026.

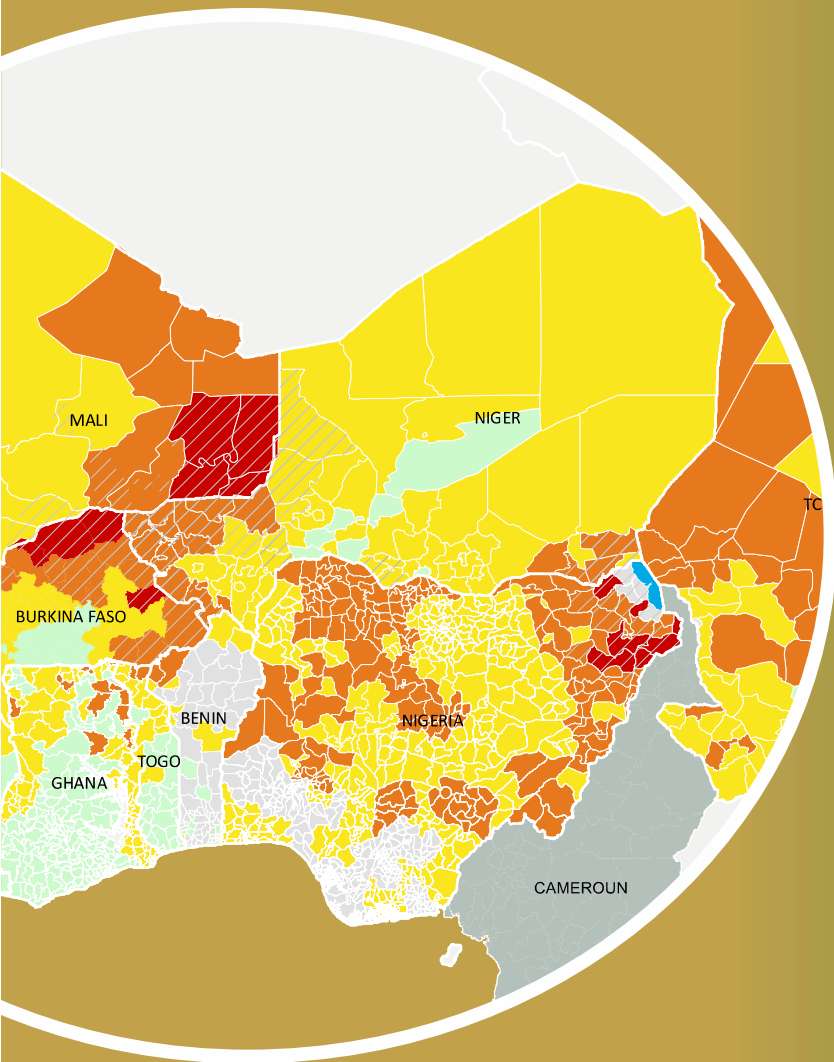


Populations	Population totale	Population en phase 1	Population en phase 2	Population en phase 3	Population en phase 4	Population en phase 5	Population totale en phase 3 à 5	%
Période courante (mars-mai)								
Nigeria (Déplacés internes)								
Total	1421172	481361	454 702	342 349	142 761	0	485 109	34 %
Réfugiés maliens en Mauritanie								
Camp Mbera	121 759	42 616	40 180	26 787	12 176	0	38 963	32%
Hors camp	161 068	48 320	53 152	38 656	20 939	0	59 595	37 %
Total	282 827	90 936	93 333	65 443	33 115	0	98 538	34 %
Tchad réfugiés (Période mars à mai 2026)								
Total	987 144	439 485	276 777	218 004	52 878	0	270 882	27%
Période projetée (juin-août)								
Nigeria (Déplacés internes)								
Total	1 421 172	239 746	530 695	424 734	217 714	8 282	650 730	46 %
Réfugiés maliens en Mauritanie								
Camp Mbera	118 000	56 640	38 940	18 880	3540	0	22 420	19 %
Hors camp	125 000	63 750	40 000	18 750	2500	0	21 250	17 %
Total	243 000	120 390	78 940	37 630	6040	0	43 670	18 %
Tchad réfugiés								
Total	987 144	316 637	338 202	250 209	82 096	0	332 305	34%

Source: CH, Novembre 2025 et mars 2026



Fiches | 15 pays



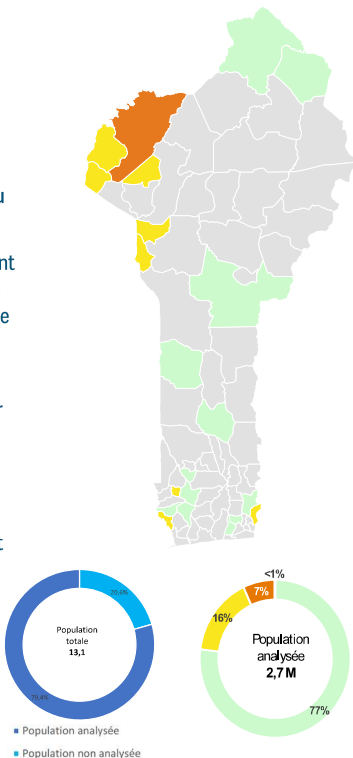
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜE

PÉRIODE COURANTE 2025 (OCTOBRE-DÉCEMBRE)

 **0,1 M** de personnes, soit 6,9% de la population totale étaient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 2960 personnes soit 0,1% de la population totale, étaient en urgence ou pire (phase 4 à 5 du CH)..

Sur 21 zones analysées, 8 étaient en phase sous pression (phase 2 du CH), 12 en minimale (phase 1 du CH) et 1 en crise (phase 3 du CH).

La situation s'est améliorée par rapport à la même période en 2024 quand 4,5 pour cent de la population totale analysée était en phase 3 à 5 du CH. L'analyse CH de 2025 a couvert 21 communes contre 77 communes de la même période en 2024.



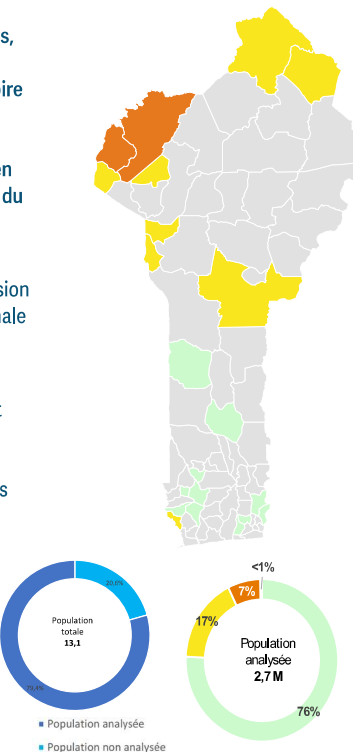
Source: CH, Octobre-Décembre 2025.

PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUN-JUIN)

 **0,2 M** de personnes, soit 7,3% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 9 451 personnes soit 0,3% de la population totale, seraient en urgence ou pire (phase 4 à 5 du CH)..

Sur les 21 zones analysées, 8 seraient en phase sous pression (phase 2 du CH), 11 en minimale (phase 1 du CH) et 2 en crise (phase 3 du CH).

La situation alimentaire s'est légèrement détériorée par rapport à la même période en 2024 notamment avec des populations en phase 4 à 5.



Source: CH, Octobre-Décembre 2025.

FACTEURS DÉTERMINANTS

 **Conflit/insécurité** La situation sécuritaire au Bénin connaît une nette détérioration particulièrement dans le Nord du pays à la frontière avec le Burkina Faso et le Niger, où des incursions des groupes armés sont récurrentes. En outre, début février 2026, des attaques violentes ont eu lieu par des individus armés dans plusieurs villages du côté de la frontière avec le Nigeria, notamment à Konkosso, Kokani, Zatinna, Kigbèra et Mazé. Les personnes rescapées rapportent des violences extrêmes. Le déplacement transfrontalier depuis le nord-ouest du Nigeria a entraîné un afflux de plus de 3 000 réfugiés à Segbana, dans le nord du Bénin (MSF, 2026).

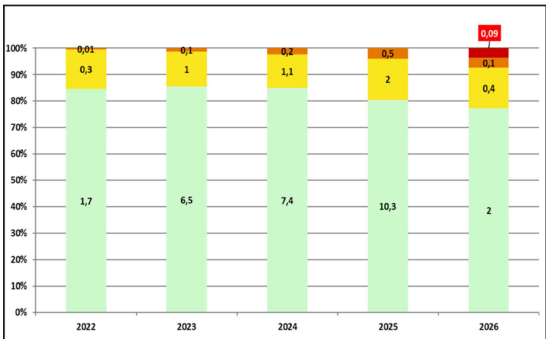
 **Chocs économiques** Le niveau général des prix en mars 2026, comparé à la situation de décembre 2025 (évolution trimestrielle), a connu une hausse de 0,5%. Cet accroissement est lié surtout à l'augmentation des prix des biens et services des divisions « Vêtements et chaussures » (+0,8%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+0,5%) et « Transport » (+5,6%). Toutefois, cette hausse trimestrielle de l'indice global a été contenue notamment par la diminution des prix des biens et

services des divisions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-0,3%) et « Restaurants et services d'hébergement » (-0,5%). (INSTAD, 2026). L'accès des ménages pauvres et très pauvres aux denrées alimentaires reste très difficile dans certaines zones particulièrement dans le Nord du pays à la frontière avec le Niger et le Burkina Faso où des incursions des groupes armés sont récurrentes. Aussi, la fermeture de la frontière avec le Niger entrave le commerce et impacte négativement l'économie des populations. (PREGEC, Mars 2026)

 **Chocs climatiques** Suite au lancement officiel de la campagne agricole 2025-2026 en avril 2026, les perspectives de production se révèlent globalement encourageantes. La production céréalière devrait enregistrer une hausse de 16 %, atteignant 3 400 000 tonnes, tandis que les racines et tubercules sont attendus à 9 460 000 tonnes, soit une progression de 17 %. Les légumineuses, quant à elles, devraient progresser de 7 % pour s'établir à 1 322 000 tonnes, dont 770 000 tonnes de soja.

Ces performances anticipées s'appuient sur des conditions agro climatiques globalement favorables. En effet, des cumuls pluviométriques excédentaires à normaux sont prévus dans le Centre et le Nord du Bénin, avec

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, 2022-2026



Source : CH, Bénin.

Entre 2022 et 2025, le Bénin a enregistré une évolution contrastée de sa situation alimentaire et nutritionnelle aiguë durant la période de soudure, marquée par une dégradation progressive suivie d'une amélioration partielle. En 2022, sur une population analysée de 2,06 millions de personnes en période de soudure, environ 10 000 personnes se trouvaient en phase 3 du CH, traduisant une situation globalement contenue. Dès 2023 et 2024, avec l'élargissement progressif de la couverture analytique à respectivement 7,7 et 8,7 millions de personnes, les effectifs en phase 3 ont progressé à 0,1 puis 0,2 million, reflétant à la fois l'extension du périmètre d'analyse et une dégradation réelle des conditions alimentaires liée à la flambée des prix des denrées de base et aux chocs climatiques dans les régions du Nord. En 2025, la situation a atteint son niveau le plus préoccupant de la série avec 0,5 million de personnes en phase 3 lors de la soudure, sur une population analysée portée à 12,9 millions la plus large de la période sans toutefois enregistrer de population en phase 4. En 2026, sur une population analysée restreinte à 2,1 millions, les effectifs en phase 3 reculent à 0,1 million mais, l'apparition pour la première fois de 90 000 personnes en phase 4 constitue un signal d'alerte majeur qui ne doit pas être occulté par la réduction du périmètre d'analyse.

DÉPLACEMENT

 **29 000** réfugiés et demandeurs d'asiles

 **27 294** personnes déplacées internes

Source (UNHCR, Mars 2026; IDMC, Mars 2026)

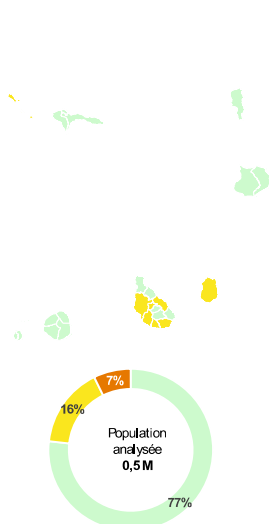
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜE

PÉRIODE COURANTE 2025 (OCTOBRE-DÉCEMBRE)

 **37 000** personnes, soit 7,3% de la population totale étaient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH).

Sur les 22 zones analysées, 6 étaient en sous pression (phase 2 du CH) et 16 en minimale (phase 1 du CH).

La situation s'est légèrement détériorée par rapport à la même période en 2023 quand 7 pour cent de la population analysée se trouvait en phase 3 à 5 du CH.



Source : CH, octobre-novembre 2025.

PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUIN-AOÛT)

 **33 000** de personnes, soit 6,5% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH) pendant la période de soudure.

Sur les 22 zones analysées, 8 seraient en phase sous pression (phase 2 du CH) et 14 en minimale (phase 1 du CH).

On observe une amélioration saisonnière de la situation comparativement à la même période de 2025, tant en phase courante qu'en phase projetée, portée par des perspectives de disponibilité alimentaire globalement satisfaisantes en 2025.



Source : CH, octobre-novembre 2025.

FACTEURS DÉTERMINANTS



Chocs économiques

En 2025, les marchés du Cabo Verde ont enregistré une hausse modérée des prix alimentaires (10-25%), portée principalement par les produits importés. Le maïs local et importé constitue le signal d'alerte le plus marqué, avec des hausses respectives de 29% et 11% en glissement annuel et une disponibilité dégradée, pesant lourdement sur les ménages vulnérables. Cette tendance s'explique par la conjugaison de trois facteurs : la hausse des coûts d'importation, le renchérissement du carburant et la perturbation des flux maritimes inter-îles notamment entre Santo Antão et Fogo où la capacité de transport est réduite de moitié.

Les produits non alimentaires subissent quant à eux une pression plus forte avec des hausses dépassant 25%, tirées par les carburants dont l'essence et le gasoil ont progressé de 8% en un mois. En outre, on note également une hausse de 12% des intrants agricoles notamment le NPK et l'urée avec des incertitudes sur les approvisionnements futurs qui font peser un risque sur la prochaine campagne. À court terme, les tendances haussières devraient se poursuivre, appelant à une surveillance renforcée des

marchés. (SIM, Avril 2026).



Chocs climatiques

La campagne agricole 2025-2026 a été marquée par une installation tardive des pluies et une forte variabilité spatio-temporelle. Des cumuls excédentaires ont été observés dans certaines zones notamment à São Nicolau tandis que d'autres zones ont enregistré des déficits persistants. Cette répartition irrégulière des précipitations a eu un impact négatif sur la croissance et le développement des cultures pluviales. L'installation des cultures a été hétérogène selon les strates agro climatiques, et la culture du maïs n'a pas pu achever son cycle végétatif dans plusieurs zones en raison de l'absence de pluies en octobre. Compte tenu de ces conditions agro météorologiques défavorables, les productions des principales cultures céréalières notamment le maïs et le haricot, sont restées faibles à l'échelle nationale. (PREGEC, Mars 2026)

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, 2024-2026



Source : CH, Cabo Verde.

Entre 2024 et 2026, le Cabo Verde présente la situation alimentaire et nutritionnelle aiguë la plus favorable de la région, sur une population analysée stable d'environ 510 000 personnes. En 2024, environ 40 000 personnes se trouvaient en phase 3 à 5 du CH, représentant près de 8% de la population analysée. En 2025 et 2026, une amélioration progressive a été enregistrée, avec un recul des effectifs en phase 3 à 5 à 30 000 personnes pour chacun de ces deux exercices, toujours sans émergence de phase 4, témoignant d'une relative stabilité et d'une résilience alimentaire mieux consolidée. Cette trajectoire favorable s'explique par le caractère insulaire du pays, son niveau de revenu intermédiaire, le poids des transferts de la diaspora dans le soutien aux revenus des ménages et la relative robustesse de ses filets de protection sociale. Toutefois, la persistance de 30 000 personnes en crise alimentaire aiguë sur une population aussi réduite soit près de 6% de la population analysée rappelle que des vulnérabilités résiduelles demeurent, notamment sur les îles les plus sèches et les plus exposées aux aléas climatiques, et que la dépendance structurelle aux importations alimentaires maintient le pays sous tension en cas de chocs exogènes sur les marchés internationaux.

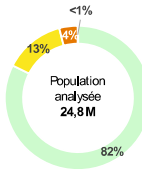
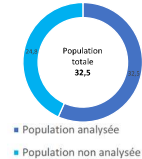
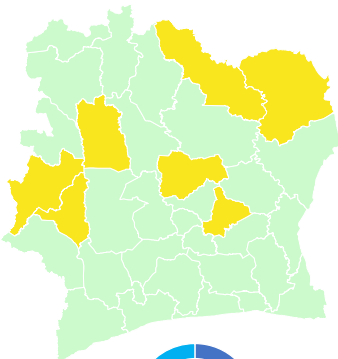
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜË

PÉRIODE COURANTE 2025 (OCTOBRE-DÉCEMBRE)

1,1 M de personnes, soit 4,2% de la population totale étaient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 9 699 personnes soit 0,03% de la population totale, étaient en urgence (phase 4 du CH).

Sur 31 zones analysées, 8 étaient en phase sous pression (phase 2 du CH), 24 en minimale (phase 1 du CH) et 1 en crise (phase 3 du CH).

La situation s'est améliorée par rapport à la même période en 2024 où 2,81 pour cent de la population totale analysée était en phase 3 à 5 du CH. L'analyse CH de 2025 à couvert 31 communes identiques à celle de la même période en 2024.



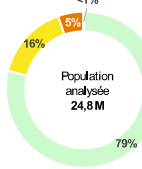
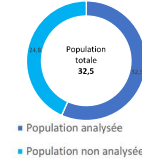
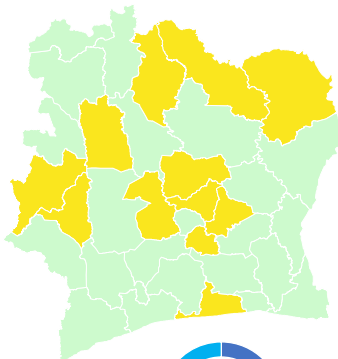
Source: CH, Octobre-Décembre 2025.

PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUN-AOÛT)

1,3 M de personnes, soit 5,35% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 14 548 personnes soit 0,05% de la population totale, seraient en urgence ou pire (phase 4 à 5 du CH).

Sur les 31 zones analysées, 11 seraient en phase sous pression (phase 2 du CH), 20 en minimale (phase 1 du CH). Pas de zones en crise.

La situation alimentaire s'est légèrement détériorée par rapport à la même période en 2025 notamment avec des populations en phase 4 à 5.



Source: CH, Octobre-Décembre 2025.

FACTEURS DÉTERMINANTS

Chocs économiques
En 2025, la Côte d'Ivoire a enregistré une hausse généralisée des prix sur les marchés directeurs. Les prix des céréales ont augmenté de 13% par rapport à la moyenne quinquennale et de 0,9% par rapport à 2024. Les prix des tubercules ont progressé de 23% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Les légumes affichent la hausse la plus marquée, avec une augmentation de 27% par rapport à la moyenne quinquennale et de 17% par rapport à 2024. Les termes de l'échange restent défavorables aux éleveurs. En revanche, la forte hausse des prix bord champ du café (+153%) et du cacao (+93%) par rapport à la moyenne quinquennale constitue un facteur positif pour les ménages producteurs de ces cultures de rente. (PREGEC, Mars 2026).

Conflit/insécurité
La situation sécuritaire demeure contrastée en Côte d'Ivoire. En effet, la situation au Sahel continue de générer des flux continus d'éleveurs transhumants en provenance du Burkina Faso et du Mali vers le nord de la Côte d'Ivoire particulièrement dans les régions du Bounkani et du Tchologo, avec une accentuation dans les régions de la Bagoué et du Folon. (PREGEC, Mars 2026).

DÉPLACEMENT

930 958 Personnes à risques et personnes apatrides

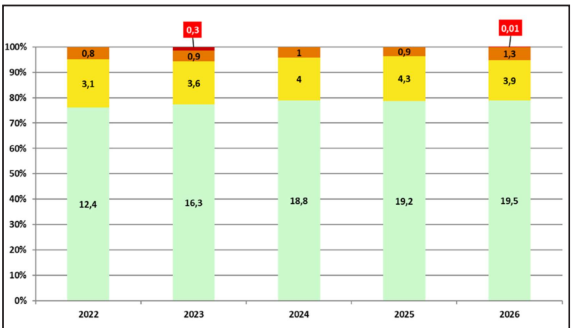
77 229 Demandeurs d'asiles et réfugiés

Source: UNHCR, Mars 2026

MALNUTRITION AIGÜË

La prévalence nationale de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) s'établit à 3,7%, un niveau jugé acceptable selon la classification de l'OMS. La Malnutrition Aiguë Modérée (MAM) atteint 3,2% et la Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) 0,6%. Une disparité de genre est observée avec une prévalence plus élevée chez les garçons (4,9%) que chez les filles (2,6%). Au niveau régional, le district des Savanes enregistre la prévalence la plus élevée avec 6,7%, suivi du district autonome d'Abidjan (6,3%), tandis que le district des montagnes affiche la prévalence la plus faible (0,6%). (PREGEC, Mars 2026).

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, 2022-2026



Source: CH, Côte d'Ivoire.

La situation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Côte d'Ivoire a connu une évolution globalement préoccupante entre 2022 et 2026. Le nombre de personnes en phase de crise ou pire (phases 3 à 5) est passé de 0,8 million en 2022 à 1,3 million en 2026, soit son niveau le plus élevé de la période. Après une hausse progressive entre 2022 et 2024, une légère amélioration a été observée en 2025 avant une nouvelle dégradation marquée en 2026. Cette évolution traduit une vulnérabilité persistante des ménages face aux chocs économiques, climatiques et aux pressions sur les moyens d'existence. Bien que la population analysée ait fortement augmenté au cours de la période, la progression du nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère reste plus rapide. La présence récurrente de populations en phase 4 souligne également l'existence de foyers nécessitant une assistance humanitaire ciblée et urgente.

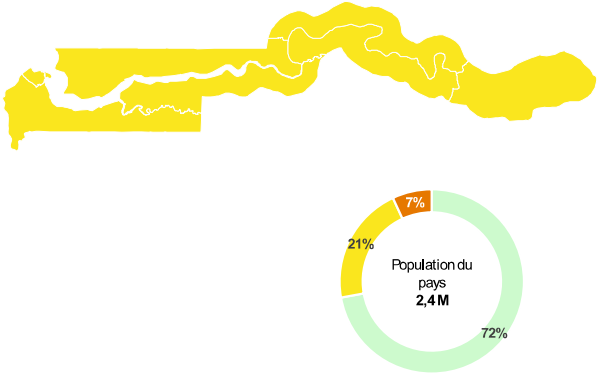
1 - Minimale 2 - Sous pression 3 - Crise 4 - Urgence 5 - Catastrophe/Famine Population analysée Population non analysée Population totale

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜE

PÉRIODE COURANTE 2026 (MARS-MAI)

160 000 personnes, soit 6,9% de la population totale étaient en crise ou pire (phase 3 du CH). Pas de population en urgence ou pire (phase 4 à 5 du CH).

Sur 8 zones analysées, toutes étaient en phase sous pression (phase 2 du CH).
La situation s'est légèrement détériorée par rapport en 2024, où 5,4 pour cent de la population totale analysée était en phase 3 à 5 du CH.

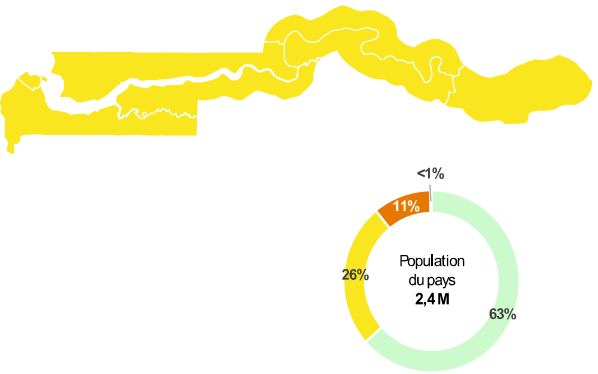


Source: CH, Mars-Mai 2026.

PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUN-AOÛT)

0,26 M de personnes, soit 10,8% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 4 539 personnes soit 0,18% de la population totale, seraient en urgence ou pire (phase 4 à 5 du CH).

Sur les 8 zones analysées, 4 seraient en phase sous pression (phase 2 du CH) et 3 zones en crise (phase 3 du CH).
La situation alimentaire demeure contrastée par rapport à la même période en 2024 notamment avec des populations en phase 4 à 5.



Source: CH, Mars-Mai 2026.

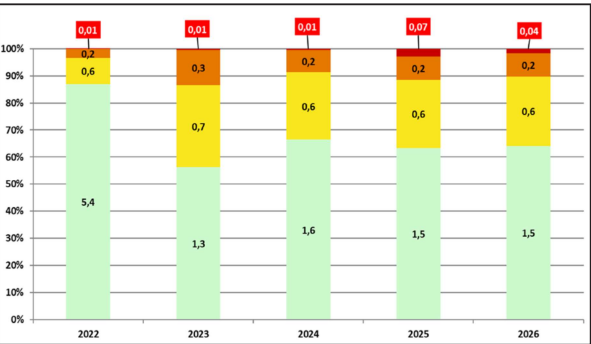
FACTEURS DÉTERMINANTS

Chocs économiques
La Gambie demeure fortement exposée aux chocs économiques exogènes en raison de sa dépendance structurelle aux importations, notamment pour le riz et les produits énergétiques. Entre février 2025 et février 2026, les prix alimentaires ont augmenté sur l'ensemble des groupes de produits. Les hausses les plus marquées concernent les produits animaux, avec des progressions allant jusqu'à 21,4% en glissement annuel pour la viande, et des niveaux dépassant de 40 à 51% la moyenne quinquennale. Le riz local a enregistré une hausse de 14,9% en un an et de 49,6% par rapport à la moyenne des cinq dernières années, aggravant la pression sur le pouvoir d'achat des ménages. Ces tensions sont principalement alimentées par la dépréciation du dalasi face aux principales devises (dollar, euro, franc CFA), la hausse des coûts du carburant qui renchérit le transport et la distribution, ainsi qu'une augmentation de 2,9% des volumes d'importation exerçant une pression additionnelle sur les réserves de change. À l'échelle macroéconomique, le pays enregistre une reprise modérée portée par le tourisme, les exportations et les transferts de fonds de la diaspora,

mais cette dynamique reste insuffisante pour contrebalancer la dégradation du pouvoir d'achat des ménages vulnérables. (PREGEC,

Chocs climatiques
Mars 2026) La campagne agricole 2025/2026 a été marquée par une pluviométrie globalement supérieure à la normale mais, avec une répartition spatio-temporelle très inégale. Les zones occidentales et orientales du pays ont bénéficié de cumuls exceptionnellement élevés atteignant 1 304 mm à Kerewan, tandis que les régions centrales ont enregistré des déficits notables avec seulement 583 mm à Kaur. Cette irrégularité climatique a fragilisé les systèmes agropastoraux dans certaines zones. Par ailleurs, des feux de brousse répétés ont dégradé la productivité des parcours pastoraux, accentuant les tensions sur la disponibilité des ressources fourragères et hydriques en saison sèche, période durant laquelle le bétail subit des pertes de poids, des baisses de productivité et une mortalité accrue. (PREGEC, Mars 2026)

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe, 2022-2026



Source: CH, Gambie.

En période de soudure, la situation de l'insécurité alimentaire aigüe en Gambie est restée relativement stable entre 2022 et 2026. Le nombre de personnes en situation de crise ou pire (phases 3 à 5) a oscillé entre 0,1 et 0,3 million de personnes au cours de la période. Après une légère détérioration observée en 2023, avec 319 628 personnes en phase 3 ou plus, la situation s'est progressivement améliorée pour se stabiliser autour de 226 724 puis légèrement haussé à 249 937 personnes affectées. Les populations en urgence (phase 4 du CH) demeurent relativement limitées mais persistent chaque année, avec une hausse notable en 2025. Globalement, la Gambie présente une situation moins dégradée que plusieurs pays de la sous-région, mais les niveaux d'insécurité alimentaire observés continuent de justifier le maintien des actions de prévention et de renforcement de la résilience.

DÉPLACEMENT

4 655
Demandeurs d'asiles et réfugiés

Source: UNHCR, Mars 2026.

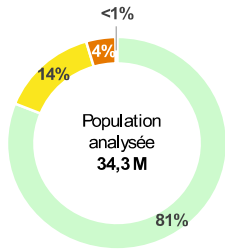
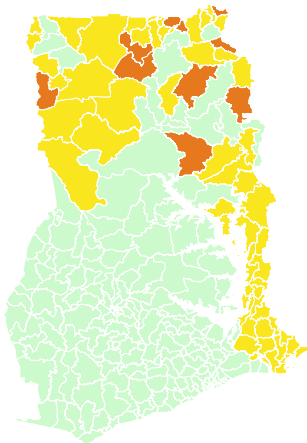
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜE

PÉRIODE COURANTE 2025 (OCTOBRE-DECEMBRE)

1,6 M de personnes, soit 6,9% de la population totale étaient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 172 200 personnes étaient en urgence (phase 4 du CH).

Sur 66 zones analysées, 29 étaient en sous pression (phase 2), 28 en minimale (phase 1) et 9 en crise (phase 3) du CH.

La situation s'est légèrement détériorée par rapport à 2024 où 3,6 pour cent de la population totale analysée était en phase 3 à 5 du CH.



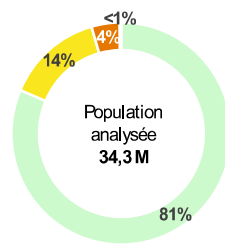
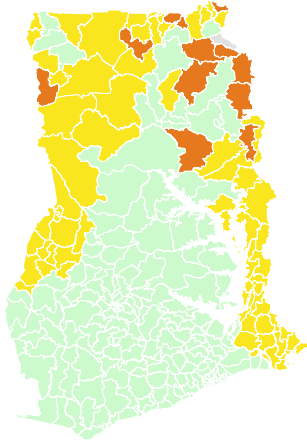
Source: CH, Octobre-D 2025.

PÉRIODE PROJÉTÉE 2026 (JUN-AOÛT)

1,5 M de personnes, soit 4,4% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 88 000 personnes soit 0,3% de la population totale, seraient en urgence (phase 4 du CH).

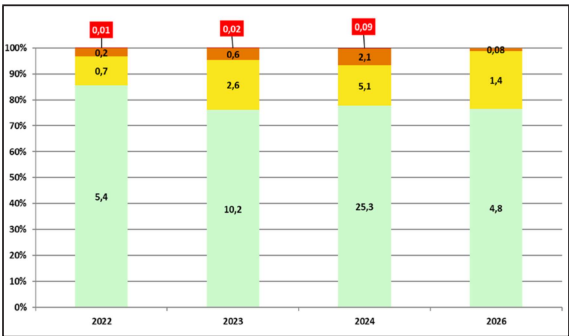
Sur les 66 zones analysées, 27 seraient en phase sous pression (phase 2 du CH), 26 en phase minimale (phase 1 du CH) et 13 zones en crise (phase 3 du CH).

La situation alimentaire demeure préoccupante par rapport à la même période en 2025 notamment avec une augmentation des populations en phase 4 à 5.



Source: CH, février-mars 2025.

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, 2022-2026



Source: CH, Ghana.

La situation de l'insécurité alimentaire aiguë au Ghana a connu une forte dégradation entre 2022 et 2024. Le nombre de personnes en situation de crise (phase 3) est passé d'environ 210 000 personnes en 2021 à plus de 2,1 millions en 2023, reflétant une aggravation importante des vulnérabilités alimentaires. Cette détérioration s'est accompagnée d'une augmentation rapide de la population analysée, qui est passée de 6,5 à 32,7 millions de personnes. En 2026, la situation s'est nettement améliorée, avec 80 000 personnes classées en phase 3. Cette amélioration suggère un renforcement de l'accès alimentaire et des moyens d'existence des ménages après les difficultés observées durant les années précédentes. Néanmoins, la présence de 1,4 million de personnes en phase 2 (Sous pression) indique qu'une part importante de la population demeure vulnérable aux chocs économiques et climatiques et pourrait basculer vers des phases plus sévères en cas de détérioration des conditions.

1 - Minimale 2 - Sous pression 3 - Crise 4 - Urgence 5 - Catastrophe/Famine Population analysée Population non analysée Population totale

FACTEURS DÉTERMINANTS

Chocs économiques
Le Ghana a traversé une période de forte turbulence économique dont les effets continuent de peser sur la sécurité alimentaire des ménages. Après une inflation record enregistrée au cours des années précédentes, le taux d'inflation annuel a connu une décélération significative passant de 23,8 % en décembre 2024 à 5,4 % en décembre 2025, marquant ainsi douze (12) mois consécutifs de baisse. L'inflation alimentaire a suivi la même tendance s'établissant à 4,9 % en décembre 2025, puis à 4 % en février 2026. Toutefois, cette amélioration des indicateurs macroéconomiques ne s'est pas encore traduite par un allègement sensible des prix nominaux des denrées de base. Par ailleurs, malgré une relative stabilisation du cedi ghanéen en début de 2026, les coûts élevés du carburant, des intrants vétérinaires et de l'alimentation animale continuent de comprimer les marges des opérateurs économiques de la filière élevage, fragilisant davantage les revenus ruraux. (PREGEC, Mars 2026)

% et le Nord-Est de 12,1 %.

Conflit/insécurité
Bien que le Ghana ne soit pas directement affecté par des conflits armés internes d'envergure, des tensions localisées liées à la transhumance transfrontalière exercent une pression croissante sur la cohésion sociale dans les zones septentrionales. Dans la seule région du Nord-Ouest, plus de 72 000 animaux, principalement des bovins en provenance du Burkina Faso (74 à 90 % des flux) et du Mali ont été recensés traversant la frontière en 2026 sous l'effet des crises pastorales et sécuritaires dans les pays voisins. L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a identifié 10 points chauds de tensions dans le nord du pays là où les couloirs de transhumance entrent en conflit avec les zones agricoles. Par ailleurs, le pays accueille un flux croissant de demandeurs d'asile en provenance des pays sahéliens voisins qui figure parmi les facteurs aggravants de l'insécurité alimentaire dans les zones d'accueil du nord. (CILSS-PREGEC, Mars 2026)

Chocs climatiques
La campagne agricole 2025/2026 a été marquée par une pluviométrie globalement supérieure à celle de 2024, avec une moyenne nationale de 1 095 mm contre 875 mm en 2024, soit une hausse de 25,2 %. Cependant, cette amélioration globale masque de profondes disparités régionales. Plusieurs régions du nord et du centre ont enregistré des cumuls pluviométriques inférieurs à la moyenne trentenaire : la région de la Savane affiche un déficit de 26,3 %, l'Oti de 24,4 %, le Nord-Ouest de 25,7

DÉPLACEMENT

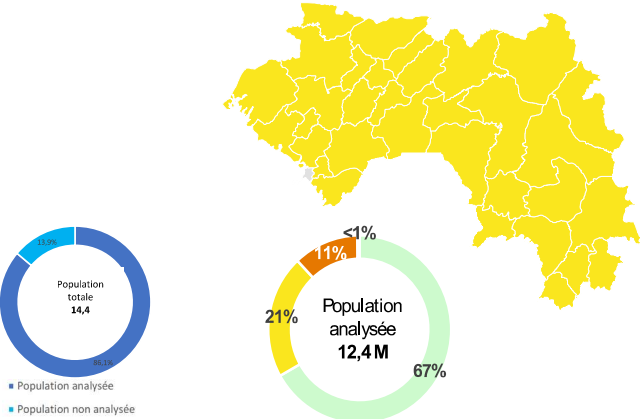
21 614
Demandeurs d'asiles et réfugiés

Sources : UNHCR, Mars 2026..

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜE

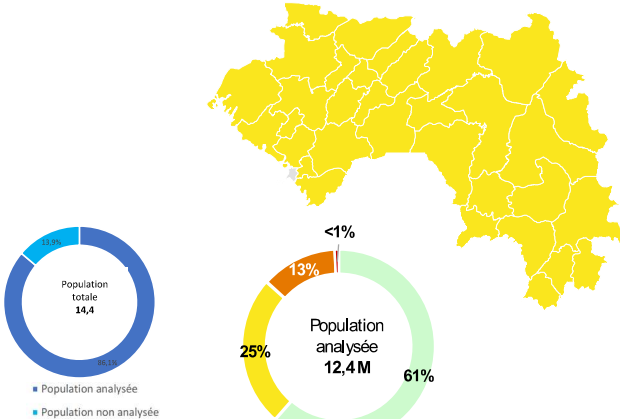
PÉRIODE COURANTE 2025 (OCTOBRE-DÉCEMBRE)

1,4 M de personnes, soit 11,9% de la population totale étaient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 53 948 personnes étaient en urgence (phase 4 du CH).
Sur 7 zones analysées, toutes étaient en sous pression (phase 2 du CH). La situation s'est détériorée par rapport à la même période en 2024 quand 6,5 pour cent de la population totale analysée était en phase 3 à 5 du CH. L'analyse CH de novembre 2025 avait une couverture régionale (7 unités d'analyse) contre une couverture communale (34 unités analysées) en 2024.



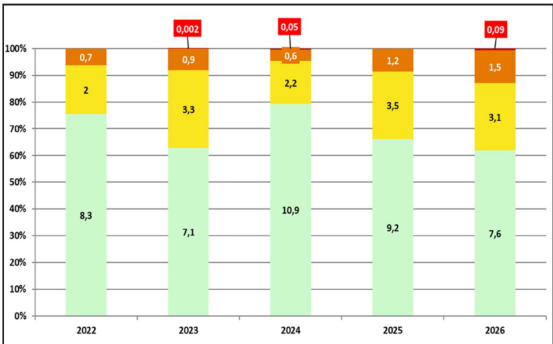
PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUN-JUIN)

1,7 M de personnes, soit 13,4% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 91 730 personnes soit 0,7% de la population totale, seraient en urgence (phase 4 du CH)..
Sur les 7 régions analysées, toutes seraient en phase sous pression (phase 2 du CH).
La situation alimentaire est relativement stable par rapport à la même période en 2025 notamment avec une baisse des populations en phase 4.



Source: CH, Octobre-Décembre 2025.

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, 2022-2026



Source: CH, Guinée.

Entre 2022 et 2026, la Guinée a enregistré une évolution contrastée de sa situation alimentaire et nutritionnelle aiguë, marquée par une dégradation progressive et préoccupante sur les deux dernières années de la période. En 2022, sur une population analysée de 11,2 millions de personnes, environ 0,7 million se trouvaient en phase 3 du CH. En 2023, une première augmentation s'est manifestée, portant les effectifs en phase 3 à 0,9 million de personnes sur une population analysée de 11,5 millions. En 2024, une amélioration notable a été observée avec un recul des effectifs en phase 3 à 0,6 million de personnes et ce, malgré un élargissement significatif de la couverture analytique à près de 13,9 millions d'individus, témoignant d'une conjoncture alimentaire temporairement favorable. Cependant, dès 2025, une nette inversion de tendance s'est amorcée avec une remontée critique à 1,2 million de personnes en phase 3, sur une population analysée quasi stable de 14 millions. En 2026, la situation a atteint son niveau le plus alarmant de la période, avec 1,5 million de personnes basculant en phase 3 dont 90 000 personnes sombrant en urgence, le tout sur une population analysée pourtant réduite à 12,4 millions.

FACTEURS DÉTERMINANTS

Chocs économiques
La situation économique en Guinée demeure sous tension avec des répercussions directes sur l'accès alimentaire des ménages vulnérables. Les prix des céréales affichent une hausse modérée de 1 à 25 % par rapport à la moyenne quinquennale bien qu'ils enregistrent une légère détente de 4 à 15 % par rapport à l'année précédente, signalant une amélioration conjoncturelle fragile. En revanche, les prix des produits de rente connaissent une progression marquée avec des hausses comprises entre 19 et 49 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 12 à 39 % par rapport à 2024-2025, pesant sur le pouvoir d'achat des ménages non producteurs. Les prix du bétail suivent une tendance haussière généralisée : les prix des bovins ont progressé de 0,8 à 41 % au-dessus de la moyenne quinquennale selon les régions tandis que les prix des petits ruminants enregistrent des hausses particulièrement sévères à Kindia (+76 %), Kankan (+116 %) et Conakry (+163 %), dégradant les termes de l'échange pour les ménages agropastoraux. Par ailleurs, la production céréalière 2025-2026 s'établit à 2,46 millions de tonnes, soit une baisse de 19 % par rapport à

la campagne précédente et de 33 % par rapport à la moyenne quinquennale, accentuant la pression sur la disponibilité alimentaire et le niveau des prix.

Chocs climatiques
La campagne agricole 2025-2026 a été sévèrement affectée par des aléas climatiques qui ont compromis la production dans plusieurs régions du pays. Sur le plan phytosanitaire, la chenille légionnaire d'automne demeure une menace persistante, affectant le maïs et les cultures maraîchères, avec près de 40 % des superficies infestées non traitées réduisant d'autant les rendements agricoles. Entre janvier et février 2026, diverses catastrophes naturelles dont des incendies constituant la principale cause des sinistres avec 928 personnes affectées ont touché 2 101 ménages, faisant 5 blessés et 6 décès, dont 34 % d'enfants parmi les sinistrés. (CILSS-PREGEAC, Mars 2026)

DÉPLACEMENT

2 333
Demandeurs d'asiles et réfugiés

Source: UNHCR, Mars 2026.

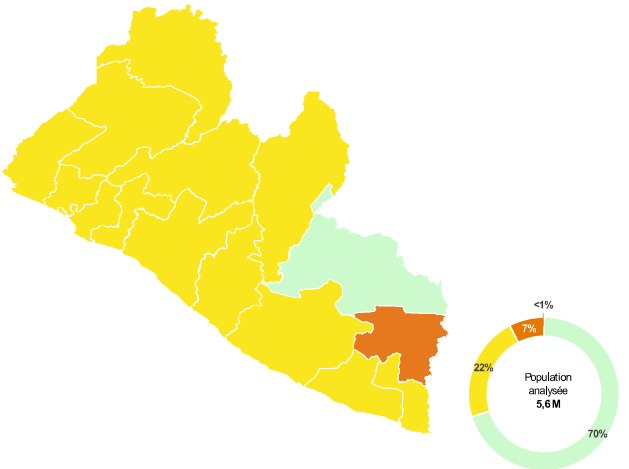
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜË

PÉRIODE COURANTE 2025 (OCTOBRE-DÉCEMBRE)

 **0,4 M** personnes, soit 7,43 % de la population totale étaient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). Pas de population en urgence (phase 4 du CH).

Sur les 9 régions analysées, 6 sont sous pression (phase 2 du CH) et 3 sont en minimale (phase 1 du CH).

Sur 16 zones analysées, 14 étaient en sous pression (phase 2 du CH), 1 en phase minimale (phase 1 du CH) et 1 en phase crise (phase 3 du CH).

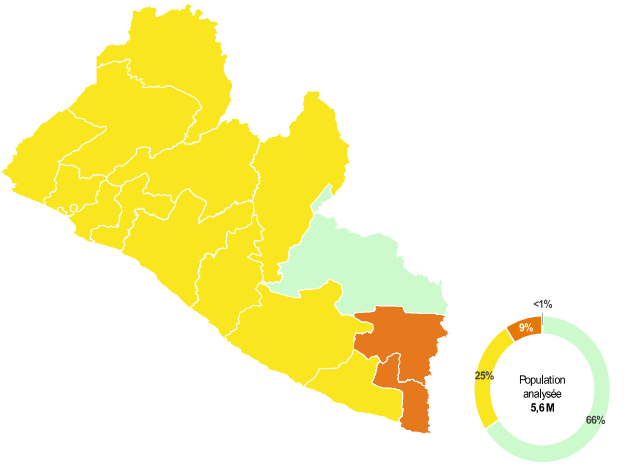


Source: CH, Octobre-Décembre 2025.

PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUN-JUIN)

 **0,5 M** personnes, soit 13,7% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 2 738 personnes soit 0,07% de la population totale, seraient en urgence ou pire (phase 4 à 5 du CH).

Sur les 16 zones analysées, 13 seraient en phase sous pression (phase 2 du CH), 1 en phase minimale (phase 1 du CH) et 1 en phase crise (phase 3 du CH).



Source: CH, Octobre-Décembre 2025.

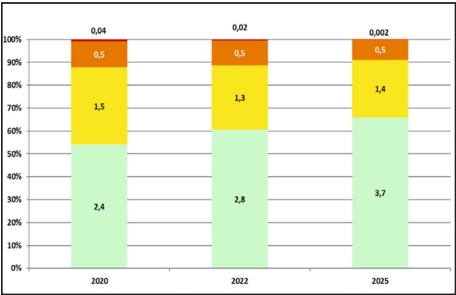
FACTEURS DÉTERMINANTS

 **Chocs économiques**
La situation économique au Libéria demeure particulièrement contraignante pour les ménages vulnérables en raison d'une dépendance structurelle aux marchés pour l'approvisionnement alimentaire. La grande majorité des ménages consacrent une part excessive de leur revenu disponible à l'achat de denrées alimentaires : de 55 % des ménages en situation de stress alimentaire à Bong et River Gee, jusqu'à 80 % à Rivercess, niveau le plus élevé du pays. Cette forte pression sur le budget alimentaire des ménages est exacerbée par des prix alimentaires élevés et persistants, qui constituent l'un des principaux facteurs de basculement vers des phases d'insécurité alimentaire plus sévères. L'accès au crédit et aux prêts reste extrêmement limité : moins de 45 % des ménages analysés y ont accès dans la quasi-totalité des comtés, à l'exception de Nimba où 52 % des ménages peuvent obtenir des prêts. Cette faible inclusion financière limite considérablement la capacité des ménages à investir dans la

production agricole et à constituer des réserves alimentaires suffisantes pour traverser la période de soudure. Par ailleurs, les perturbations liées aux chocs récurrents maladies, invasions de ravageurs, inondations ont affecté la capacité de production et d'achat alimentaire de plus de 65 % des ménages dans la plupart des comtés avec un taux atteignant 99 % à Rivercess. (CILSS-PREGE, Novembre 2025)

 **Chocs climatiques**
Le Libéria est exposé à une combinaison de chocs climatiques qui fragilisent durablement les systèmes de production agricole et les conditions de vie des populations rurales. Les inondations, les invasions de ravageurs et la destruction des cultures par les animaux figurent parmi les principaux aléas affectant les ménages agricoles à travers le pays. (CILSS-PREGE, Novembre 2025)

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, 2020-2025



Source: CH, Guinée Bissau.

Entre 2020 et 2025, le Liberia a enregistré une amélioration progressive de sa situation alimentaire et nutritionnelle aiguë marquée par un recul constant de la sévérité des crises malgré un élargissement de la couverture analytique. En 2020, sur 4,6 millions de personnes analysées, environ 0,54 million se trouvaient en phase 3 du CH, dont un pic de 40 000 personnes en phase 4 (Urgence). En 2022, la situation amorce une amélioration avec un léger recul des effectifs cumulés en phase 3 à 5 à 0,5 million de personnes (dont 20 000 en urgence) pour une population analysée de 4,8 millions. Ce recul s'affirme en 2025, où les effectifs en phase 3 s'établissent à 0,5 million de personnes, la phase 4 se contractant à un niveau marginal de 2 000 personnes et ce, malgré une hausse importante de la population analysée à plus de 5,6 millions d'individus. Cette baisse constante de la sévérité globale et la quasi-disparition de la phase d'urgence constituent des signaux positifs, bien que la stagnation de la phase 3 à 0,5 million de personnes appelle à maintenir des actions ciblées de résilience.

DÉPLACEMENT

 **1 909** demandeurs d'asiles et réfugiés

Source: UNHCR, Mars 2026.

MALNUTRITION AIGÜË

La situation nutritionnelle au Libéria suscite des préoccupations croissantes, particulièrement dans les comtés les plus vulnérables. Entre octobre- à décembre 2025, 69 % de la population analysée présente des résultats nutritionnels en phase 2 (sous pression), tandis que les comtés de River Gee et de Montserrado rural enregistrent des résultats nutritionnels en phase 3 (crise), signalant une malnutrition aiguë localisée mais préoccupante. (CILSS-PREGE, Novembre 2025)

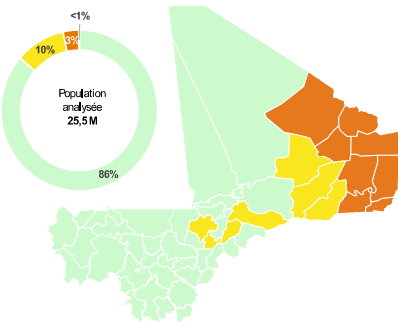
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜË

PÉRIODE COURANTE 2025 (OCTOBRE-DÉCEMBRE)

 **0,9 M** de personnes, soit 3,4% de la population totale étaient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 30 817 personnes sont en urgence (phase 4 du CH).

Sur 56 zones analysées, 8 étaient en sous pression (phase 2 du CH), 43 en phase minimale (phase 1 du CH) et 5 en phase crise (phase 3 du CH).

La situation s'est légèrement améliorée par rapport à la même période en 2024 où 3,8 pour cent de la population totale analysée était en phase 3 à 5 du CH.

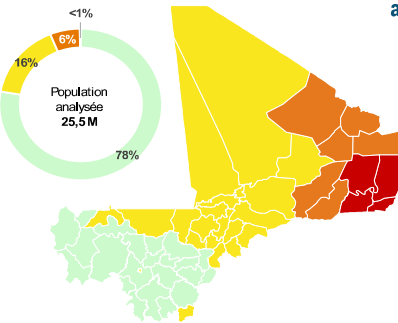


Source : CH, Mali, novembre-décembre 2025.

PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUIN-AOÛT)

 **1,6 M** de personnes, soit 6,1% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 56 654 personnes, soit 0,2 % de la population totale, seraient en urgence ou pire (phase 4 à 5 du CH)..

Sur les 56 zones analysées, 27 seraient en sous pression (phase 2 du CH), 22 en minimale (phase 1 du CH), 6 en crise (phase 3 du CH) et 1 en urgence (phase 4 du CH). La situation alimentaire demeure constante par rapport à la même période en 2025 .



Source: CH, octobre-novembre 2024.

FACTEURS DÉTERMINANTS

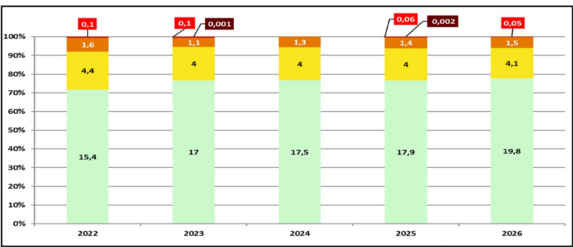
 **Conflit/insécurité**
L'insécurité demeure le facteur déterminant de la dégradation de la situation alimentaire au Mali, concentrée dans les régions du centre et du nord du pays. Elle se manifeste par des attaques armées récurrentes ciblant les circuits commerciaux notamment les filières d'approvisionnement en produits pétroliers, des déplacements inhabituels de populations, et une perturbation profonde des activités socio-économiques qui entraîne une dégradation marquée des moyens d'existence.

La situation économique et des marchés au Mali en 2025-2026 présente un profil globalement favorable au plan national, mais masque des disparités territoriales profondes liées à l'insécurité. Les prix des céréales de base (mil, sorgho, maïs et riz local) sont inférieurs à ceux de l'année précédente et à la moyenne quinquennale sur la majorité des marchés des capitales régionales, grâce à une bonne disponibilité des stocks issus des récoltes, à l'interdiction des exportations et à l'existence de stocks reportés de la campagne 2024-2025.

 **Chocs climatiques**
La campagne agricole 2025-2026 a bénéficié de conditions agro climatiques globalement favorables. Le cumul pluviométrique comparé à la normale 1991-2020, est ressorti normal à excédentaire sur la majeure partie du territoire national avec un démarrage des pluies normal à précoce, suivi de quelques séquences sèches courtes à moyennes par endroits. La production céréalière définitive s'établit à 11,64 millions de tonnes, en hausse de 5,7 % par rapport à la campagne 2024 et de 15,8 % par rapport à la moyenne quinquennale, portée principalement par une forte progression du maïs (+22,5 % par rapport à 2024 et +37 % par rapport à la moyenne). Les conditions pastorales sont globalement moyennes à bonnes avec un excédent fourrager global estimé à 25,58 millions de tonnes de matière sèche, couvrant largement les besoins du cheptel. (CILSS-PREGEC, Novembre 2025).

 **Chocs économiques**

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, 2022-2026



Source: CH, Mali.

Entre 2022 et 2026, le Mali a enregistré une évolution relativement stable mais persistante de sa situation alimentaire et nutritionnelle aiguë, caractérisée par une résilience globale face à une forte croissance démographique analysée. En 2022, les phases 3 et 4 touchaient déjà 1,7 million de personnes. En 2023, malgré une baisse globale des effectifs en crise, la situation s'est durcie localement avec l'apparition d'environ 1000 personnes en phase 5 (catastrophe). En 2024, il est observé une hausse de la population en phase 3 avec environ 1,3 million de personnes avant une nette dégradation en 2025. L'année 2026 marque un changement d'échelle majeur avec une population analysée élargie à 25,57 millions de personnes. Dans ce nouveau panorama, les effectifs en besoin d'assistance immédiate (phases 3 et 4 cumulées) atteignent 1,55 million de personnes, dont 50 000 en phase 4.

MALNUTRITION AIGÜË

 La situation nutritionnelle au Mali demeure préoccupante malgré des signaux d'amélioration par rapport à 2025. Pour la période projetée (juin-octobre 2026), la dégradation est néanmoins anticipée, avec 21 cercles en situation sérieuse et 1 région et 8 cercles en situation critique. Les admissions en récupération nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois montrent une tendance globalement décroissante de novembre 2025 à février 2026 ; reflet de la bonne disponibilité des récoltes avec toutefois un pic notable en décembre 2025: 23 621 admissions en Malnutrition Aiguë Modérée (MAM) et une hausse parallèle de la Malnutrition Aiguë Sévère (MAS). Sur l'ensemble de la période novembre 2025 à février 2026, les admissions MAM et MAS restent supérieures à la moyenne des trois dernières années, confirmant que la malnutrition aiguë demeure un défi structurel majeur au Mali, particulièrement dans les zones affectées par l'insécurité où l'accès aux programmes de récupération nutritionnelle pour les enfants, les femmes enceintes et les femmes allaitantes reste limité. (CILSS-PREGEC, Novembre 2025).

DÉPLACEMENT

 **0.2 M** réfugiés et demandeurs d'asiles

 **0,4 M** personnes déplacées internes

Source : Gouvernement ; UNHCR, Mars 2026.

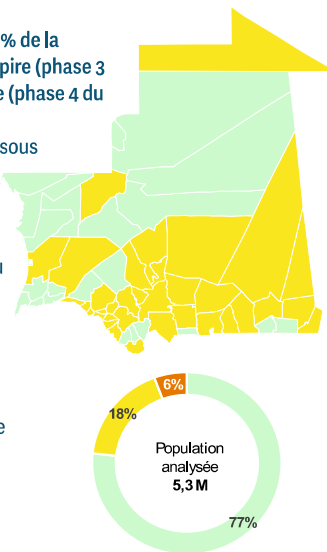
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜË

PÉRIODE COURANTE 2025 (OCTOBRE-DÉCEMBRE)

 **0,2 M** de personnes, soit 5,6% de la population totale étaient en crise ou pire (phase 3 du CH). Pas de population en urgence (phase 4 du CH).

Sur 55 zones analysées, 32 étaient en sous pression (phase 2 du CH) et 23 en phase minimale (phase 1 du CH).

La situation s'est détériorée par rapport à la même période en 2024 où 3,8 pour cent de la population totale analysée était en phase 3 à 5 du CH. L'analyse CH de novembre 2025, a une couverture départementale (55 Moughatas) contrairement à celle de 2024 qui en avait couverture régionale (15 Wilayas).



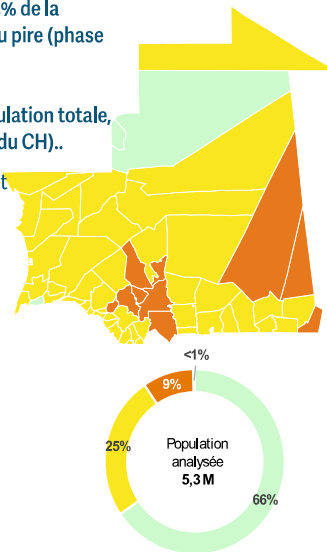
Source: CH, Octobre-Décembre 2025.

PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUIN-AOÛT)

 **0,5 M** de personnes, soit 9,4% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH).

13 893 personnes soit 0,3% de la population totale, seraient en urgence ou pire (phase 4 du CH)..

Sur les 55 zones analysées, 42 seraient en phase sous pression (phase 2 du CH), 3 en phase minimale (phase 1 du CH) et 10 en phase crise (phase 3 du CH).

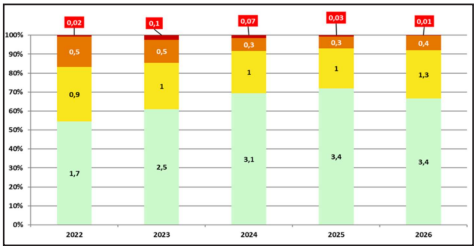


Source: CH, février-mars 2025.

FACTEURS DÉTERMINANTS

 **Chocs économiques**
La situation économique et des marchés en Mauritanie en 2025-2026 se caractérise par une inflation alimentaire globalement maîtrisée, établie à +1,3% sur un an, traduisant une relative stabilisation du marché. Toutefois, cette apparente accalmie masque des disparités notables entre produits locaux et importés. Des hausses significatives sont enregistrées sur le riz importé (+9%) et l'huile végétale (+14%), tandis que d'autres produits affichent des baisses modérées : lait en poudre (-6%), sucre (-7%) et blé (-4%). L'approvisionnement des marchés alimentaires nationaux est globalement stable et jugé satisfaisant avec une présence simultanée de produits locaux et importés. Toutefois, la disponibilité de certaines céréales locales notamment le maïs et le petit mil demeure irrégulière sur certains marchés en raison d'une forte dépendance aux flux transfrontaliers depuis les pays voisins. Sur le plan pastoral, les termes de l'échange bétail/céréales sont favorables aux éleveurs, portés par une hausse marquée des prix du bétail sur cinq ans : +57% pour le taurillon, +51% en moyenne pour les gros ruminants et +32% pour les petits ruminants. Si cette tendance bénéficie aux ménages agropastoraux, elle exerce en contrepartie une pression accrue sur les ménages agriculteurs dont le pouvoir d'achat en termes d'accès à la

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe, 2022-2026



Source: CH, Mauritanie.

Entre 2022 et 2026, la Mauritanie a enregistré une évolution globalement favorable de sa situation alimentaire et nutritionnelle aigüe, caractérisée par un recul progressif de la sévérité des crises malgré une hausse constante de la population analysée. En 2022, sur une population de 3,3 millions de personnes, environ 0,5 million se trouvaient en phase 3 du CH, dont 20 000 en phase 4 (urgence). En 2023, bien que les effectifs cumulés en phase 3 à 5 aient grimpé à 0,6 million de personnes, portés par un pic d'urgence à 100 000 personnes, cette hausse coïncide avec un élargissement majeur de la couverture analytique à 4,4 millions d'individus. Une nette évolution d'amélioration s'est ensuite installée entre 2024 et 2025, marquée par un recul continu des effectifs en phase 3 à 0,37 million puis 0,33 million de personnes, parallèlement à une forte contraction de l'urgence. En 2026, malgré une légère remontée à 0,4 million de personnes en crise, la phase 4 refuit à son niveau plancher de 10 000 personnes, et ce, sur une population analysée de 5,3 millions de personnes.

protéine animale se détériore. (CILSS-PREGECE, Novembre 2025)

 **Chocs climatiques**
La campagne agropastorale 2025-2026 a bénéficié de conditions pluviométriques globalement favorables sur la quasi-totalité du territoire, à l'exception notable des wilayas du Brakna et du Trarza qui ont enregistré des déficits pluviométriques significatifs. La production céréalière nationale s'établit à 700 420 tonnes, en hausse de 10% par rapport à la campagne 2024-2025 et de 32% par rapport à la moyenne des cinq dernières années, portée principalement par le riz (555 933 tonnes, +13% par rapport à 2024) et une progression spectaculaire du mil (+194% par rapport à 2024, +470% par rapport à la moyenne quinquennale). Le sorgho enregistre en revanche un recul de 13% par rapport à 2024. Sur le plan pastoral, malgré des pâturages globalement abondants et des sources d'abreuvement satisfaisantes dans une grande partie du pays, la situation fourragère reste déficitaire au niveau national avec un bilan fourrager négatif de 1,9 million de tonnes de matière sèche. Les déficits les plus importants sont concentrés dans le Guidimagha (-1,1 million TMS), le Gorgol (-798 820 TMS) et le Brakna (-623 642 TMS). La situation pastorale a par ailleurs été fragilisée par la restriction de la transhumance et la résurgence de la Fièvre de la Vallée du Rift, constituant une menace sérieuse pour le capital animal des ménages agropastoraux. (CILSS-PREGECE, Novembre 2025).

MALNUTRITION AIGÜË

 La situation nutritionnelle en Mauritanie demeure particulièrement préoccupante malgré les conditions agricoles globalement favorables de la campagne 2025-2026. L'enquête SMART conduite en octobre 2025 révèle un taux national de Malnutrition Aigüe Globale (MAG) de 12,9%, décomposé en 10,8% de Malnutrition Aigüe Modérée (MAM) et 2,10% de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS), un niveau classé en situation sérieuse selon les seuils de l'OMS. (CILSS-PREGECE, Novembre 2025)

DÉPLACEMENT

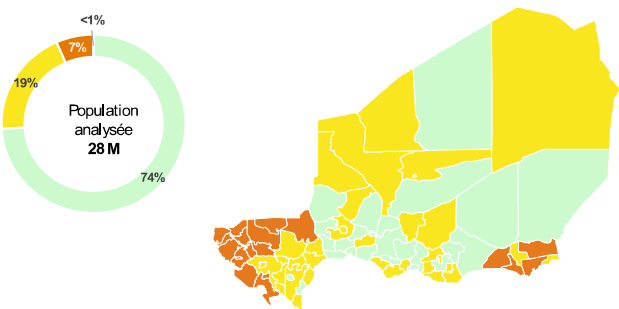
 **184 461** Demandeurs d'asiles et réfugiés

Source : Gouvernement ; UNHCR, Mars 2026

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜE

PÉRIODE COURANTE 2025 (OCTOBRE—DÉCEMBRE)

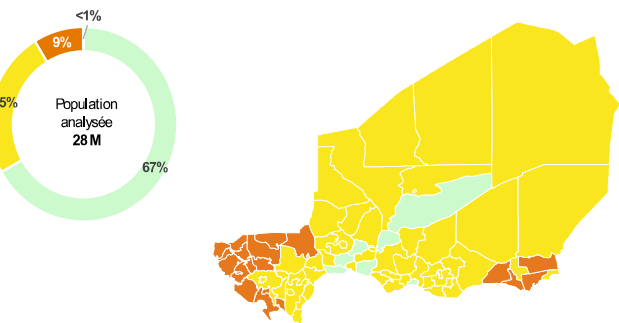
 **1,8 M** de personnes, soit 6,6% de la population totale étaient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 14 516 personnes étaient en urgence (phase 4 du CH). Sur 79 zones analysées, 37 étaient en sous pression (phase 2 du CH) et 25 en phase minimale (phase 1 du CH) et 17 en crise (phase 3 du CH). La situation s'est améliorée par rapport à la même période en 2024 où 5,6 pour cent de la population totale analysée était en phase 3 à 5 du CH.



Source : CH, Niger, octobre-novembre 2025.

PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUIN—AOÛT)

 **2,4 M** de personnes, soit 8,6% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 18 611 personnes soit 0,06 % de la population totale, seraient en urgence ou pire (phase 4 du CH). Sur les 79 zones analysées, 54 seraient en phase sous pression (phase 2 du CH), 7 en phase minimale (phase 1 du CH) et 18 en phase crise (phase 3 du CH).



Source : CH, Niger, octobre-novembre 2025.

FACTEURS DÉTERMINANTS

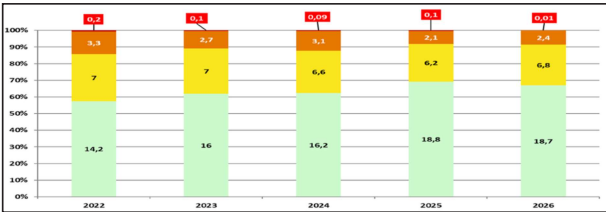
 **Conflit/insécurité** L'insécurité civile demeure un facteur structurel majeur de dégradation de la situation alimentaire et nutritionnelle au Niger, concentrée dans les zones frontalières du pays. En situation courante, les zones sous insécurité civile identifiées par l'analyse CH, concentrent l'essentiel des populations en urgence alimentaire : 14 516 personnes classées en phase 4 en situation courante (contre 59 421 en novembre 2024), un recul qui traduit davantage une contraction du périmètre d'analyse dans les zones d'accès limité qu'une amélioration réelle des conditions de vie. En situation projetée (soudure 2026), 18 611 personnes sont anticipées en urgence (phase 4), un niveau nettement inférieur aux 115 132 personnes enregistrées lors de la soudure 2025, reflétant l'impact des opérations militaires récentes et des fluctuations de l'accès humanitaire dans ces zones. (PREGEC, Avril 2026).

 **Chocs climatiques** La campagne agropastorale 2025-2026 a été marquée par une installation normale des pluies, mais émaillée de ruptures pluviométriques répétées ayant nécessité plusieurs cas de ressemis dans différentes zones de production. Ces aléas ont contribué à la baisse de la production céréalière, notamment du mil (-13% par rapport à 2024) et du sorgho (-9%), cultures vivrières de base des ménages ruraux. La production de niébé, culture de rente et source protéique majeure, a également reculé de 15,4% par rapport à 2024. Sur le plan pastoral, le bilan

fouurrage national fait état d'un déficit de 2,75 millions de tonnes de matière sèche avec un taux de couverture des besoins du cheptel de seulement 93%. (PREGEC, Avril 2026)

 **Chocs économiques** La situation des marchés alimentaires au Niger en février 2026 présente un profil globalement favorable sur le plan conjoncturel bien que structurellement fragile. Les prix des denrées alimentaires enregistrent une baisse notable par rapport à l'année précédente portée par une disponibilité céréalière correcte issue de la campagne 2025-2026 dont la production totale s'établit à 5,29 millions de tonnes, légèrement au-dessus de la moyenne quinquennale de 5,23 millions de tonnes malgré un recul de 10,7% par rapport à la campagne exceptionnelle de 2024. Toutefois, les prix des céréales demeurent en hausse par rapport à la moyenne quinquennale, limitant l'accessibilité économique des ménages les plus vulnérables. Par ailleurs, la forte dépendance du Niger aux importations céréalières évaluées à 913 044 tonnes en 2025-2026 expose le pays aux fluctuations des marchés régionaux et internationaux, fragilisant la durabilité de l'équilibre alimentaire national. (PREGEC, Avril 2026).

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe, 2022-2026



Source: CH, Niger.

Entre 2021 et 2025, le Niger a enregistré une évolution globalement positive de sa situation alimentaire et nutritionnelle aigüe marquée par un recul progressif et significatif de la sévérité des crises malgré une hausse constante et massive de la population analysée. En 2021, sur une population couverte de 24,9 millions de personnes, environ 3,5 millions se trouvaient en phase 3 à pire du CH, dont un niveau préoccupant de 200 000 personnes en phase 4 (Urgence). Après une baisse de l'insécurité alimentaire aigüe en 2022 (2,8 millions en phase 3) et un rebond en 2023 à 3,1 millions, une nette amélioration s'est consolidée sur les deux dernières années de la période. Dès 2024, les effectifs cumulés en crise ou pire reculent à 2,2 millions de personnes. Cette tendance s'affirme de manière remarquable en 2025 avec 2,4 millions de personnes en phase 3 à pire, sur une population de plus de 28 millions de personnes.

MALNUTRITION AIGÜE

 La situation nutritionnelle au Niger demeure alarmante à l'échelle nationale. La prévalence de la Malnutrition Aigüe Globale s'établit à 11,1% dont 2,8% sous forme sévère selon l'enquête SMART 2025, dépassant légèrement le seuil d'alerte de 10% fixé par l'OMS. Cette prévalence se superpose à une malnutrition chronique d'une ampleur catastrophique avec 50,5% des enfants de 0 à 59 mois qui souffrent d'un retard de croissance au niveau national, soulignant la profondeur des déficits nutritionnels structurels du pays. (PREGEC, Avril 2026)

DÉPLACEMENT

 **0,4 M** réfugiés et demandeurs d'asiles

 **0,6 M** personnes déplacées internes

Source : UNHCR, Avril 2026.

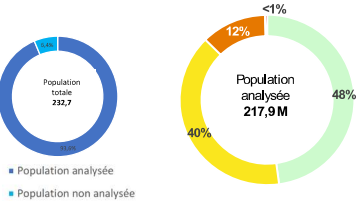
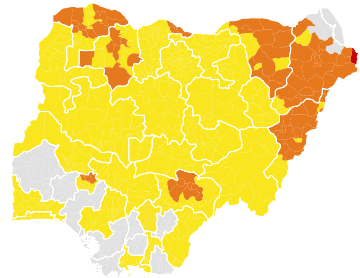
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜË

PÉRIODE COURANTE 2026 (FÉVRIER-MARS)

27,2 M de personnes, soit 12,4% de la population totale étaient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 857 567 personnes étaient en urgence (phase 4 du CH).

Sur 564 zones analysées, 482 étaient en sous pression (phase 2 du CH), 81 en crise (phase 3 du CH) et 1 en urgence (phase 4 du CH).

La situation est stable par rapport à la même période en 2024 quand 12,1 pour cent de la population totale analysée était en phase 3 à pire du CH.

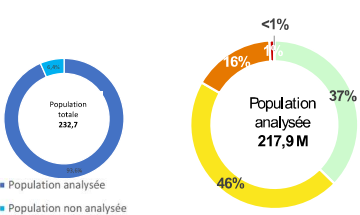
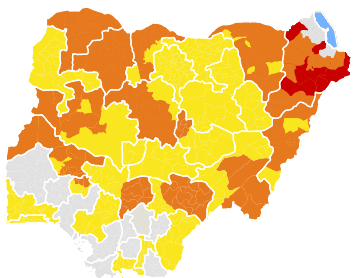


Source: CH, Octobre-Décembre 2025.

PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUIN-AOÛT)

36,2 M de personnes, soit 16,6% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 2 082 386 personnes soit 0,9 % de la population totale, seraient en urgence ou pire (phase 4 à 5 du CH).

Sur les 564 zones analysées, 369 seraient en phase sous pression (phase 2 du CH), 186 en phase crise (phase 3 du CH) et 9 en urgence (phase 4 du CH).



Source: CH, Octobre-Décembre 2025.

FACTEURS DÉTERMINANTS

Conflit/insécurité Les conflits et l'insécurité civile persistent et continuent à perturber les activités économiques et agricoles et à entraîner des déplacements de populations. L'insécurité perturbe le fonctionnement des marchés et contribue à l'augmentation des prix des denrées alimentaires (CH, 2025).

Chocs économiques L'économie nationale du Nigeria fait face à une érosion continue du pouvoir d'achat matérialisée par un Indice des Prix à la Consommation (CIP) qui s'établit à 130 en février 2026, marquant une progression de 2,6 points en un mois. Bien que l'inflation alimentaire globale affiche un taux de 12,1 % en glissement annuel en février 2026, la tendance mensuelle s'est fortement contractée pour atteindre -4,7 %, ce qui représente néanmoins une hausse technique de 10,7 % par rapport au creux enregistré en janvier (-6,02 %). L'instauration par le gouvernement fédéral d'une politique d'exonération des taxes à l'importation (import waiver policy) a

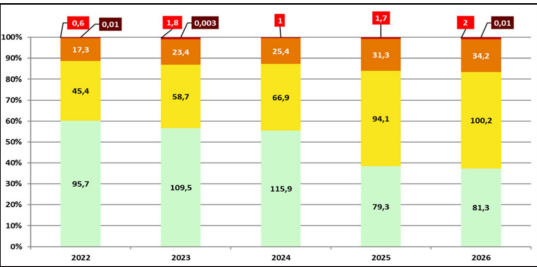
provoqué une baisse saisonnière atypique et drastique des prix de détail par rapport à l'année précédente (notamment -75 % pour le maïs, -77 % pour le sorgho et -82 % pour le riz local). Malgré cette déflation sectorielle, l'accès financier des ménages reste sévèrement limité par la faiblesse structurelle de leurs revenus.(PREGEC, Mars 2026)

Chocs climatiques Les perturbations climatiques récurrentes caractérisées par la concomitance d'inondations dévastatrices et de séquences de sécheresse (dry spells), agissent comme des facteurs limitants majeurs pour la production agricole. Toutefois, pour la campagne agricole 2025/2026, les prévisions de la production céréalière globale s'élèvent à 29 165 990 tonnes. Face à des besoins nationaux de consommation et d'utilisation estimés à 39 019 343 tonnes, le pays enregistre un déficit brut de -13 289 717

MALNUTRITION AIGÜË

L'analyse de la Malnutrition Aiguë Nutritionnelle (IPC/AMN) révèle une détérioration marquée dans les régions septentrionales et centrales oscillant entre les niveaux Alerte (Phase 2) et Critique (Phase 4). Le niveau critique de malnutrition aiguë est formellement documenté dans de multiples subdivisions du Nord-Est en particulier au sein de l'État de Borno (Borno Central, Maiduguri, Jere et Mobbar) et de l'État de Yobe, ainsi que dans les zones de gouvernement local (LGA) de Jibia et Mashi dans l'État de Katsina. (PREGEC, Mars 2026).

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, 2022-2026



Source: CH, Nigeria.

Entre 2021 et 2025, le Nigéria a enregistré une dégradation continue et alarmante de sa situation alimentaire et nutritionnelle aiguë, caractérisée par une explosion des effectifs en situation critique qui surpasse largement l'augmentation de la couverture démographique analysée. En 2021, sur une population couverte de 159,3 millions de personnes, environ 17,91 millions se trouvaient en phase 3 à 5 du CH, incluant 600 000 personnes en phase 4 (Urgence) et 10 000 en phase 5 (Catastrophe/Famine). En 2023, la crise s'est fortement intensifiée avec une hausse des effectifs cumulés en phase 3 à 4 à 26,40 millions de personnes, portée par un élargissement analytique à 209,3 millions d'individus. Cette tendance négative s'est dramatiquement accélérée entre 2024 et 2025 : les populations en crise ou pire ont augmenté à 31 millions en 2024 pour culminer au niveau historique de 34,2 millions d'individus en 2025 (sur 217,9 millions analysés). Cette aggravation s'accompagne d'une détérioration sévère de la qualité de la consommation, matérialisée en 2025 par 2 millions de personnes sombrant en phase 4, le retour de la phase 5 (10 000 personnes), et un socle critique de 100 millions d'individus sous pression (phase 2).

DÉPLACEMENT

139 141 réfugiés et demandeurs d'asiles
3,7 M personnes déplacées internes

Source: IOM, Gouvernement, HCR, NEMA, avril 2026

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜE

PÉRIODE COURANTE 2026 (FÉVRIER-MARS)

 **0,5 M** de personnes, soit 2,57% de la population totale étaient en phase 3 à pire du CH. 13 285 personnes étaient en urgence (phase 4 du CH).

Sur 46 zones analysées, 13 étaient en sous pression (phase 2 du CH) et 33 en minimale (phase 1 du CH)

La situation est stable par rapport à la même période en 2024 quand 5,5 pour cent de la population totale analysée était en phase 3 à 4 du CH. L'analyse CH de novembre 2025 avait couvert 46 unités tout comme celle de 2024.

Source: CH, octobre-novembre 2025.

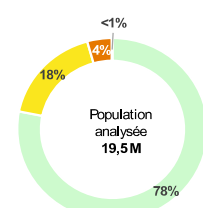
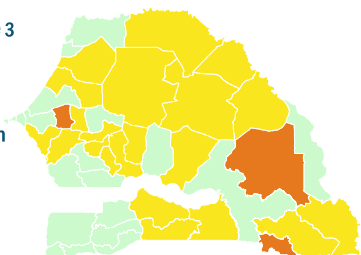
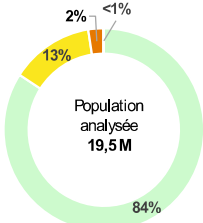
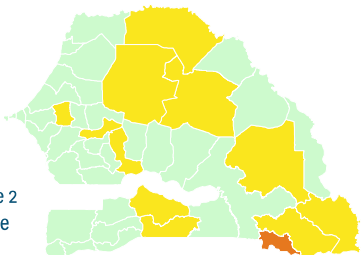
PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUIN-AOÛT)

 **0,8 M** de personnes, soit 4,27% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH).

24 934 personnes soit 0,1% de la population totale, seraient en urgence ou pire (phase 4 à 5 du CH).

Sur les 46 zones analysées, 21 seraient en sous pression (phase 2 du CH), 22 en minimale (phase 1 du CH) et 3 en crise (phase 3 du CH).

Source: CH, octobre-novembre 2025.



FACTEURS DÉTERMINANTS

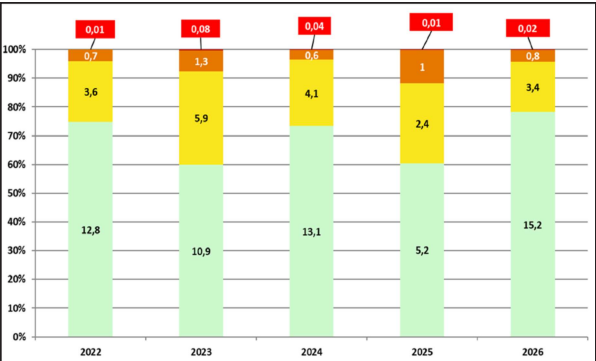
 Chocs économiques

Le secteur maraîcher montre une tendance générale à la baisse des prix au kilo en glissement mensuel et annuel, traduisant une offre disponible mais soumise à de fortes variations saisonnières. Le prix moyen de la tomate est de 594 F CFA/kg, enregistrant ainsi de fortes baisses de -14 % par rapport au mois précédent et -25 % sur un an. Pour celui de l'Oignon, le prix moyen est de 553 F CFA/kg, affichant ainsi une progression modérée (+3 % par rapport au mois dernier et +6 % sur la moyenne quinquennale). En raison de la pression sur les ressources fourragères et de la hausse du coût des intrants zootechniques, les prix moyens par tête de bétail pour février 2026 révèlent des augmentations significatives en comparaison avec la moyenne quinquennale. (PREGEC, Mars 2026).

 Chocs climatiques

Un début précoce de la saison des pluies a été suivi d'une longue période de sécheresse entre août et septembre 2024 (FAO, décembre 2024). Des inondations exceptionnelles le long des fleuves Sénégal et Gambie ont causé d'importants dégâts, notamment dans la région de Matam, au nord-est, qui a enregistré un quart des pertes de récoltes. Ces événements climatiques ont entraîné une baisse de 48 pour cent de la production céréalière par rapport à l'année précédente, soit 41 pour cent de moins que la moyenne des cinq dernières années, ainsi qu'une diminution des productions des légumineuses, tubercules et cultures de rente (CILSS, décembre 2024). Les moyens d'existence se sont détériorés, en particulier dans les régions du nord. La disponibilité en fourrage a été contrastée, mais la production laitière a légèrement augmenté.

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, 2022-2026



Source: CH, Sénégal.

DÉPLACEMENT

 **18 837** réfugiés et demandeurs d'asiles

Source: Gouvernement, HCR, Mars 2026

Entre 2021 et 2025, le Sénégal a enregistré une évolution en dents de scie de sa situation alimentaire et nutritionnelle aiguë caractérisée par une instabilité des effectifs en situation critique qui ne suit pas de manière linéaire l'augmentation régulière de la couverture démographique analysée. En 2021, sur une population couverte de 17,2 millions de personnes, environ 0,7 million se trouvaient en phase 3 à pire du CH, incluant 10 000 personnes en urgence et 3,6 millions de personnes en sous pression (phase 2 du CH).

En 2022, la crise s'est fortement intensifiée pour atteindre son point culminant sur la période avec une hausse des effectifs cumulés en phase 3 à 4 à 1,3 million de personnes, portée par un élargissement analytique à 18,2 millions de personnes et matérialisée par un pic de 80 000 personnes sombrant en phase 4. Après une nette accalmie en 2023 où les populations en crise ou pire sont en baisse (0,6 million), une nouvelle détérioration s'est produite en 2024, les effectifs cumulés en phase 3 et 4 remontant à plus de 1 million de personnes (sur environ 19 millions analysés).

En 2025, alors que la couverture démographique atteint son maximum historique à 19,5 millions de personnes, une amélioration relative se dessine avec un recul des phases critiques à 0,8 million d'individus (dont 20 000 en phase 4), bien qu'un socle fragile de 3,4 millions de personnes demeure sous pression.

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜE

PÉRIODE COURANTE 2025 (OCTOBRE-DECEMBRE)

0,9 M de personnes, soit 11% de la population totale étaient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH). 65 078 personnes étaient en urgence (phase 4 du CH).

Sur 16 zones analysées, toutes étaient en sous pression (phase 2 du CH).

La situation est stable par rapport à la même période en 2024 quand 7,5 pour cent de la population totale analysée était en phase 3 à 4 du CH. L'analyse CH de novembre 2025 avait couvert 16 unités tout comme celle de 2024.

Source: CH, octobre-novembre 2025.

PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUIN-AOÛT)

1,3 M de personnes, , soit 14,6% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH).

134 572 personnes soit 1,4 % de la population totale, seraient en urgence ou pire (phase 4 à 5 du CH).

Sur les 16 zones analysées, 11 seraient en phase sous pression (phase 2 du CH) et 5 en phase crise (phase 3 du CH).

Source: CH, octobre-novembre 2025.

FACTEURS DÉTERMINANTS

Chocs économiques

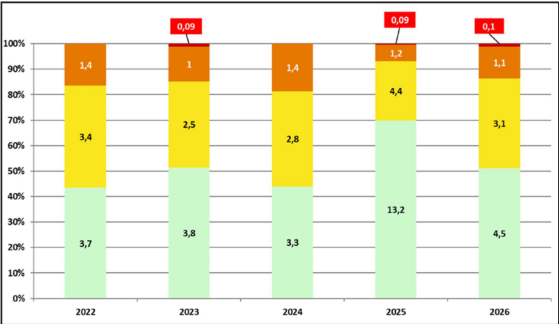
Bien que la situation alimentaire s'améliore globalement entre 2024 et 2026, la volatilité macro-économique et la cherté des produits alimentaires constituent une contrainte critique. En effet, l'inflation restreint le pouvoir d'achat et l'accès financier des ménages aux aliments disponibles, bien que le taux d'inflation ait enregistré un recul de 7,1% en 2025. La Sierra Leone maintient une dépendance structurelle vis-à-vis des importations à hauteur de 35%, ce qui expose directement les marchés et les prix aux chocs mondiaux. (PREGEC, Mars 2025)

Chocs climatiques

Les variations du climat et les précipitations irrégulières ou erratiques réduisent la croissance du fourrage et limitent la disponibilité des pâturages pendant la saison sèche.

L'insécurité alimentaire a été particulièrement sévère dans les régions du Nord et de l'Est en raison de l'impact direct d'inondations et de glissements de terrain (landslides). (PREGEC, Mars 2025)

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, 2022-2026



Source: CH, Sénégal.

DÉPLACEMENT

210
Demandeurs d'asiles et réfugiés

Source: UNHCR, Mars 2026

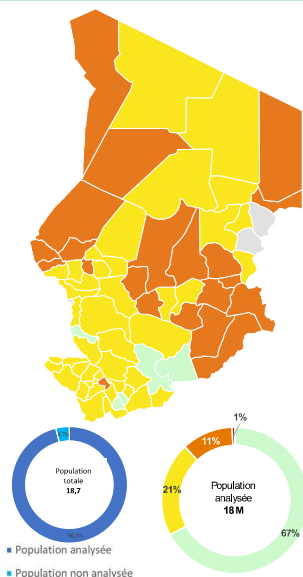
Entre 2021 et 2025, la Sierra Leone a enregistré une situation alimentaire et nutritionnelle aiguë caractérisée par un noyau de vulnérabilité sévère et une fragilisation croissante de ses populations intermédiaires, malgré d'importantes fluctuations démographiques dans la couverture analytique. En 2021, sur une population couverte de 8,6 millions de personnes, environ 1,4 million se trouvaient déjà en situation de crise (phase 3 du CH), tandis que 3,4 millions basculaient sous pression (phase 2 du CH). Après une relative accalmie en 2022 où la phase 3 est redescendue à 1 million d'individus, la crise s'est de nouveau intensifiée en 2023 pour frapper à nouveau 1,4 million de personnes. Cette tendance s'est accompagnée d'une dégradation continue des conditions de vie des ménages les plus fragiles, matérialisée par l'explosion continue de la phase 2 qui a bondi de 2,5 millions en 2022 pour atteindre un pic de 4,4 millions d'individus en 2024. En 2025, alors que la population totale analysée s'établit à 9,07 millions d'individus, la situation demeure particulièrement préoccupante. En effet, si la phase 3 fléchit très légèrement à 1,1 million de personnes et la phase 2 se rétracte à 3,1 millions, on observe une détérioration qualitative alarmante au sommet de la pyramide avec 100 000 personnes sombrant en urgence, soit le niveau le plus élevé enregistré sur l'ensemble de la période.

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜE

PÉRIODE COURANTE 2026 (FÉVRIER-MARS)

1,9 M de personnes, soit 10,6% de la population totale étaient en phase 3 à pire du CH. 95 621 personnes étaient en urgence (phase 4 du CH).

Sur 68 zones analysées, 48 étaient en sous pression (phase 2 du CH), 17 en minimale (phase 1 du CH) et 3 en crise (phase 3 du CH). La situation est stable par rapport à la même période en 2024 quand 13,6 pour cent de la population totale analysée était en phase 3 à 4 du CH. L'analyse CH de novembre 2025 avait couvert 68 unités contrairement à celle de 2024 qui avait couvert 69 unités.



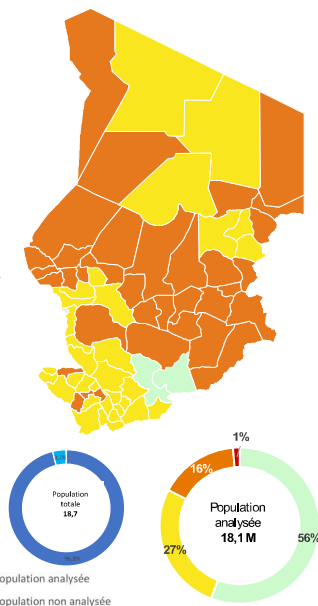
Source: CH, Octobre-Décembre 2025

PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUIN-AOÛT)

3,1 M de personnes, soit 17,4% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH).

240 601 personnes soit 1,32% de la population totale, seraient en urgence ou pire (phase 4 à 5 du CH).

Sur les 69 zones analysées, 30 seraient en sous pression (phase 2 du CH), 2 en minimale (phase 1 du CH) et 37 en crise (phase 3 du CH).



Source: CH, Octobre-Décembre 2025

FACTEURS DÉTERMINANTS

Conflit/insécurité L'insécurité et les conflits entre agriculteurs et éleveurs perturbent les activités agricoles et provoquent des déplacements. L'instabilité aux frontières avec le Soudan, le Niger, le Nigeria et la Libye entrave les approvisionnements, faisant grimper les prix.

Chocs climatiques Bien que la campagne agricole 2025/2026 affiche un bilan globalement satisfaisant et excédentaire, la production porte encore les stigmates et la vulnérabilité face aux aléas climatiques. Un démarrage tardif de la saison des pluies, particulièrement dans la zone soudanienne, a provoqué une baisse de la production des cultures de base comme le sorgho (-16,8%) et le mil (-2,3%) par rapport à la moyenne quinquennale. En outre, les hausses spectaculaires de production sur le maïs (+32,9% par rapport à la moyenne) et le riz (+96,1%

par rapport à la moyenne) s'expliquent principalement par un effet de rattrapage, ces cultures ayant été fortement dévastées par les inondations et les sécheresses au cours des trois campagnes précédentes.(PREGEC, Mars 2026)

Chocs économiques L'économie des ménages ruraux est marquée par une divergence nette entre les produits agricoles et l'élevage. En effet, grâce aux bonnes récoltes de la campagne, l'offre est importante et la demande reste faible, ce qui entraîne une baisse des prix des denrées de base (mil, sorgho, maïs) par rapport à 2025. Cela améliore temporairement l'accès alimentaire, sauf pour le riz importé qui augmente (+37% par rapport à la moyenne sur 5 ans). Pour les prix du bétail sur pied, ils sont en forte hausse (notamment les caprins à +28% par rapport à la moyenne des 5 ans). Cela est stimulé par une reprise timide des exportations vers la Libye dans les provinces du Nord-Ouest. Concernant les

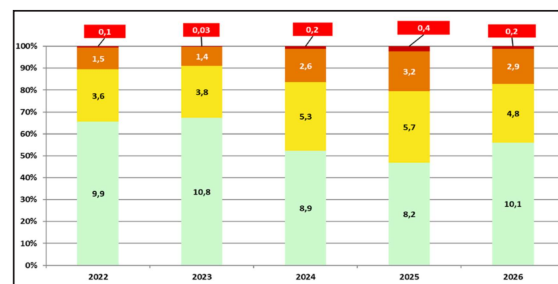
DÉPLACEMENT

1,5 M réfugiés et demandeurs

0,02 M personnes déplacées internes

Source: UNHCR, Juin 2026

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, 2022-2026



Source: CH, Tchad.

Entre 2021 et 2025, le Tchad a enregistré une dégradation continue et alarmante de sa situation alimentaire et nutritionnelle aiguë caractérisée par une explosion des effectifs en situation critique qui surpasse largement l'augmentation de la couverture démographique analysée. En 2021, sur une population couverte de 15,3 millions de personnes, environ 1,6 million se trouvaient en phase 3 à pire du CH, incluant 100 000 personnes en urgence. En 2023, la crise s'est fortement intensifiée avec une hausse des effectifs cumulés en phase 3 à pire, à 2,8 millions de personnes portée par un élargissement analytique à 17,1 millions de personnes. Cette tendance négative s'est dramatiquement accélérée entre 2023 et 2024 où les populations en crise ou pire ont augmenté à 3,6 millions en 2024 (sur 17,6 millions analysés) pour culminer au niveau historique de la période étudiée. Cette aggravation s'accompagne d'une détérioration sévère de la qualité de la consommation matérialisée en 2024 par un pic de 400 000 personnes en phase 4, un reflux partiel à 200 000 personnes en 2025, et un socle critique de 4,8 millions de personnes en sous pression qui s'installent durablement en fin de période sur 18,1 millions de personnes analysés en cette année.

MALNUTRITION AIGÜE

On observe une augmentation générale des admissions d'enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition aiguë sévère (MAS) dans les centres de santé par rapport à l'année dernière et à la moyenne sur 5 ans. Les hausses d'admissions les plus critiques sont enregistrées à Hadjer Lamis (+86%), au Moyen Chari (+80%), à l'Ennedi Est (+74%) et au Sila (+60%). Les projections de l'analyse IPC AMN prévoient en juin-septembre 2026, une détérioration critique tant dans la zone sahélienne que soudanienne (avec la perte de provinces qui étaient auparavant en phase "acceptable"). Dans la zone saharienne, la majorité des départements s'enfoncent ou restent bloqués en phase critique (Phase 4).(PREGEC, Mars 2026)

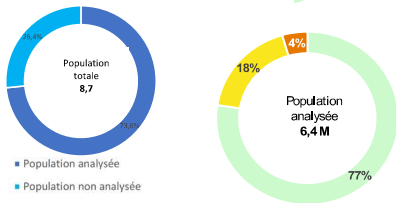
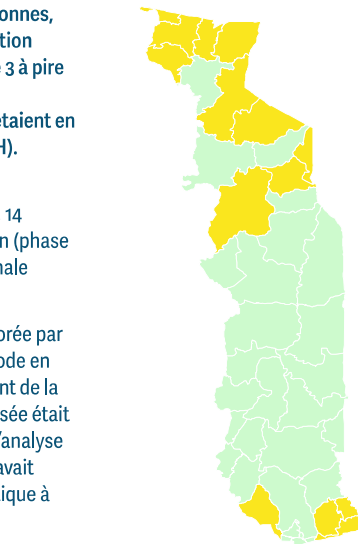
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AIGÜE

PÉRIODE COURANTE 2025 (OCTOBRE-DÉCEMBRE)

 **0,2 M** de personnes, soit 10,6% de la population totale étaient en phase 3 à pire du CH. Pas de population qui étaient en urgence (phase 4 du CH).

Sur 37 zones analysées, 14 étaient en sous pression (phase 2 du CH) et 23 en minimale (phase 1 du CH).

La situation s'est améliorée par rapport à la même période en 2024 quand 9,8 pour cent de la population totale analysée était en phase 3 à 4 du CH. L'analyse CH de novembre 2025 avait couvert 37 unités, identique à celle de 2024.



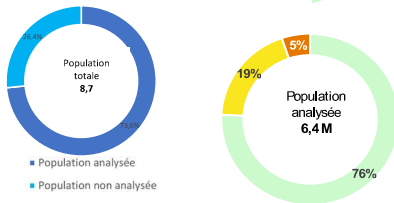
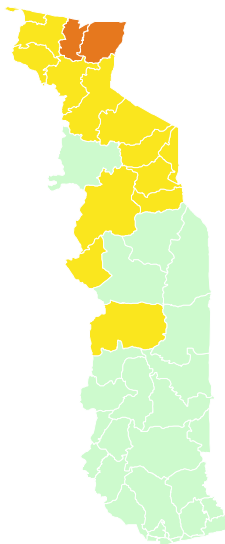
Source: CH, octobre-novembre 2025 2025.

PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUN-AOÛT)

 **0,3 M** de personnes, soit 17,4% de la population totale, seraient en crise ou pire (phase 3 à 5 du CH).

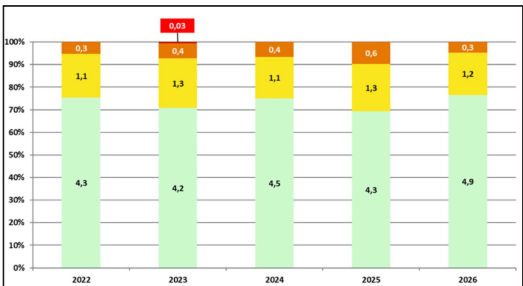
Pas de population qui seraient en urgence à pire (phase 4 à pire du CH).

Sur les 37 zones analysées, 14 seraient en sous pression (phase 2 du CH), 21 en minimale (phase 1 du CH) et 2 en crise (phase 3 du CH).



Source: CH, octobre-novembre 2025 2025.

Nombres de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, 2022-2026



Source: CH, Togo.

Entre 2021 et 2025, le Togo a enregistré une évolution contrastée de sa situation alimentaire et nutritionnelle aiguë caractérisée par une dégradation progressive jusqu'en 2024 suivie d'une amélioration notable en 2025 sur une population analysée en croissance régulière. En 2021, environ 300 000 personnes se trouvaient en phase 3 à 5 du CH sur une population analysée de 5,8 millions. En 2022, une légère détérioration a conduit à 430 000 personnes en phase 3 à 5, dont 30 000 en urgence (phase 4 du CH). En 2023 les effectifs se sont maintenus à 400 000 personnes en phase 3 à 5, avant de connaître leur niveau le plus critique de la série en 2024 avec 600 000 personnes en crise alimentaire aiguë soit un doublement par rapport à 2021.

1 - Minimale 2 - Sous pression 3 - Crise 4 - Urgence 5 - Catastrophe/Famine Population analysée Population non analysée Population totale

FACTEURS DÉTERMINANTS

 **Conflit/insécurité** La situation sécuritaire au Togo est marquée par la persistance de tensions dans la région des Savanes, directement exposée à l'expansion de l'insécurité civile depuis le Burkina Faso voisin. Cette insécurité civile dans le nord du pays constitue l'un des facteurs aggravants de la vulnérabilité alimentaire régionale. En décembre 2025, le pays comptait 46 276 personnes réfugiées et 10 171 déplacés internes, populations particulièrement exposées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. (PREGEC, Mars 2026)

 **Chocs économiques** La situation des marchés alimentaires au Togo en janvier-février 2026 est globalement favorable et portée par une production céréalière excédentaire. Les prix des principales denrées accusent des baisses marquées par rapport à janvier-février 2025 et à la moyenne des cinq dernières années. Le maïs est en recul de 45% par rapport à 2025 et de 31% par rapport à la moyenne quinquennale, le sorgho de 37% et 25%, le niébé de 42% et 14%, le soja de 41% et 24%, et le gari de 20% et 3%.

 **Chocs climatiques** La campagne agropastorale 2025-2026 s'est déroulée dans un contexte climatique globalement acceptable mais émaillé d'aléas localisés. Des séquences sèches modérées à longues ont été observées dans plusieurs localités du territoire. Dans la zone monomodale du nord, le démarrage des pluies a été tardif avec des poches de sécheresse de 10 à 15 jours observées en début de saison. Malgré ces perturbations, la production céréalière totale a atteint 1 696 188 tonnes, en hausse de 10,5% par rapport à 2024-2025. PREGEC, Mars 2026)

DÉPLACEMENT

 **0,06 M** réfugiés et demandeurs d'asiles  **10 171** personnes déplacées internes

Source: (PDI: Gouvernement, OIM, HCR, Juin 2025), (Réfugiés: HCR, Mai 2026)

MALNUTRITION AIGÜE

 La situation nutritionnelle au Togo est globalement acceptable au niveau national, toutes les régions enregistrant une prévalence de la malnutrition aiguë globale par périmètre brachial (MUAC) inférieure au seuil critique de 5% selon l'enquête de sécurité alimentaire et nutritionnelle conduite conjointement par la DPSSE/MAHVDR et la Division de la Nutrition du Ministère de la Santé. La supplémentation en vitamine A chez les enfants de 6 à 59 mois affiche une bonne couverture, variant entre 73% et 96% selon les régions. En l'absence d'analyse IPC MNA formalisée pour le Togo, les données disponibles ne permettent pas d'estimer le burden absolu de la malnutrition aiguë en termes d'enfants 6-59 mois et de femmes enceintes et allaitantes nécessitant un traitement. (PREGEC, Mars 2026)

5 | Plans nationaux de réponse



Plans nationaux de réponse

Exécution financière des actions de réponses en 2025

« Les actions de réponse demeurent faiblement exécutées, tandis que les ressources mobilisées restent très en deçà des besoins des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle ».

En 2025, les interventions en faveur des populations vulnérables ont porté sur quatre domaines, à savoir l'amélioration de l'accès aux aliments et nutriments sains et diversifiés, le renforcement de la prise en charge des enfants et des femmes malnutris, la protection et la réhabilitation des moyens d'existence des populations affectées par les crises alimentaires/catastrophes et la coordination.

En dépit de prévisions financières ambitieuses, estimées à plus de 555,1 milliards FCFA, au titre de l'exercice 2025, un montant global de 190,2 milliards FCFA a été mobilisé par l'ensemble des 9 pays analysés (Bénin, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo) pour la mise en œuvre de leurs PNR et les autres formes d'interventions, soit un taux de mobilisation financière globale de 34,3%. Sur cette base, on note pour l'ensemble des 9 pays, que l'accès aux aliments

FIG. 5.1 Montant et taux de réalisation des actions de réponse, 2025

Domaines d'intervention	Prévisions (en milliards FCFA)	Réalisations (en milliards FCFA)	Taux de réalisation (%)
Accès aux aliments	374,3	105,9	55,7 %
Nutrition	136	38,5	20,2 %
Appui aux moyens d'existence	43,5	45,1	23,7 %
Coordination	1,2	0,7	0,4 %
Total	555,1	190,2	100 %

Source: CILSS, décembre 2025

et la nutrition ont connu les plus faibles taux de mobilisation de ressources (28,3% des prévisions), suivis de la coordination (58,3 %) alors que les ressources prévues en faveur des actions d'appui aux moyens d'existence ont été totalement mobilisées.

A l'exécution, sur 190,2 milliards mobilisés, 55,7% des ressources sont allés à l'accès aux aliments, 23,7% à l'appui aux moyens d'existence, 20,2% à la Nutrition et 0,4% à la coordination. Les actions en matière de nutrition restent insuffisantes par rapport à la gravité de la situation dans la région.

Taux de réalisation physique

« En 2025, près de deux millions de personnes en insécurité alimentaire projetées par le Cadre Harmonisé n'ont pas reçu d'assistance. »

Le nombre de personnes en insécurité alimentaire ayant bénéficié d'une assistance reste en deçà des prévisions : du Cadre Harmonisé. Environ 9 millions de personnes ont été appuyées dans les différents domaines d'intervention, pour une cible estimée à 11 millions de personnes selon les projections du Cadre Harmonisé, soit un taux de réalisation physique de 85 %. Les résultats partiellement atteints sont pour l'essentiel imputables au déficit de ressources au profit de la réponse. Les 15% de besoins non couverts représentent ainsi, près de deux millions de personnes en insécurité alimentaire, qui attendaient une assistance mais, n'en ont finalement pas bénéficié. Faute de données, le Cap-Vert n'a pas été pris en compte dans cette estimation.

Les interventions menées par le Niger, le Sénégal, le Tchad, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo n'ont pas permis de couvrir l'ensemble des populations projetées en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle par le Cadre Harmonisé. Le Sénégal enregistre le taux de couverture le plus faible, en raison notamment de contingences liées à des réformes institutionnelles.

FIG. 5.2 Taux de réalisation des actions de réponse en proportion du nombre de personne en phase 3 à 5 du CH, 2025

Pays	Estimation CH	Bénéficiaires atteints	Taux de réalisation physique (%)
Mali	1 518 035	2 322 534	153
Mauritanie	590 452	1 455 121	246
Niger	2 220 926	2 049 384	92
Sénégal	1 313 642	98 298	7
Tchad	3 307 709	1 949 958	59
Bénin	308 306	90 799	29
Côte d'Ivoire	1 433 888	1 388 446	97
Togo	497 393	159 420	32
Total	11 190 351	9 513 960	85

Source: CILSS, décembre 2025

6 | Perspectives agro-climatiques, 2026

Pour la saison des pluies 2026, il est attendu des cumuls pluviométriques excédentaires à moyens dans le Sahel Central et Est et normaux à déficitaires dans la zone soudanienne et le Sahel Ouest ; des dates de démarrage de saison agricole moyennes à tardives dans le Sahel Ouest et normales à précoces dans le Sahel Central et Est ; des dates de fin de saison tardives à moyennes dans le Sahel Ouest et normal dans le Sahel Central et Est ; et des séquences sèches globalement longues à moyennes.

.....



Perspectives agro-climatiques de la région

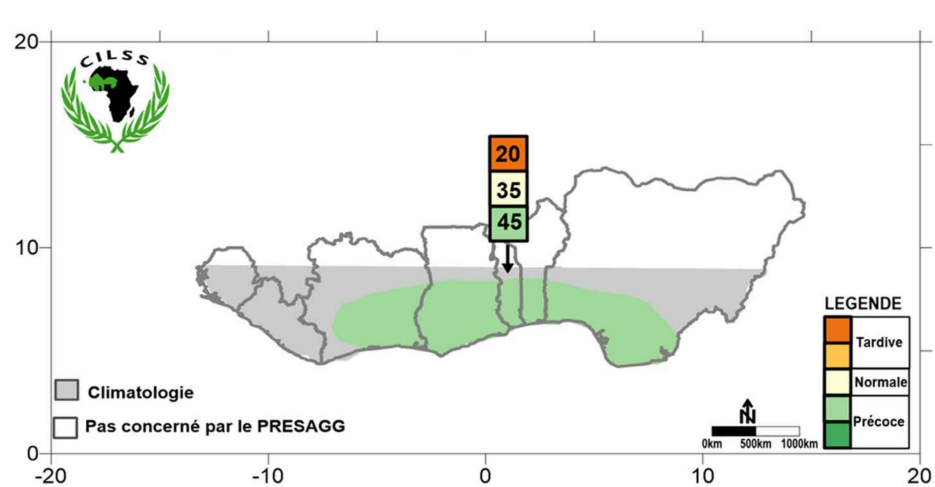
Prévision saisonnière des caractéristiques agro-climatiques pour la grande saison des pluies des pays du Golfe de Guinée (PRESAGG 2026)

Pour la grande saison des pluies 2026 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée, il est globalement attendu des cumuls pluviométriques moyens à déficitaires avec une forte probabilité d'observer des précipitations excédentaires dans la première moitié de la saison, localement au Sud du Nigeria, du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire ; un démarrage précoce à normal; une fin précoce à normale ; et des séquences sèches courtes à normales. Toutefois, la seconde partie de la saison des pluies s'annonce moins pluvieuse.

Dates de début de saison 2026

La grande saison agricole commencera plus tôt que d'habitude dans presque toute la bande côtière du Golfe de Guinée (sud-est de la Côte d'Ivoire, sud du Ghana, du Togo, Bénin, et Nigeria). Toutefois, la probabilité non négligeable d'un démarrage normal ou tardif appelle à la prudence dans la prise de décision agricole. (voir la figure 6.1).

FIG 6.1 Prévision des dates de début de la grande saison agricole de 2025 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée



Cumuls pluviométriques

Pour Mars-Avril-Mai (MAM), il est attendu des cumuls proches à supérieurs à la normale sur la frange côtière de l'ensemble des pays, notamment, le sud et le centre du Nigeria, le sud Ghana, Togo et Bénin. Des poches localisées de cumuls inférieurs aux normales sont attendues sur le Centre et centre-ouest Côte d'Ivoire, le Centre Ghana, et au centre du Nigeria. Pour la période Avril-Mai-Juin (AMJ), des cumuls déficitaires sont prévus sur la Côte d'Ivoire (grande partie du territoire), le Ghana (centre et nord), le Togo et le Bénin (zones intérieures), le Centre et le Nord du Nigeria. Par ailleurs, sur le littoral Sud du Nigeria, Sud Bénin et par endroit sur les zones côtières des cumuls proches de la normale sont attendus. (voir les figures 6.2 et 6.3).

FIG 6.2 Prévision des cumuls de précipitations pour la période de mars-avril-mai 2026 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée

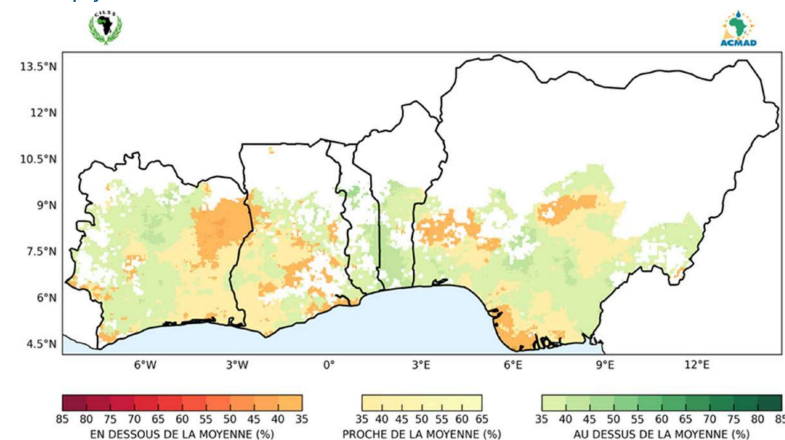
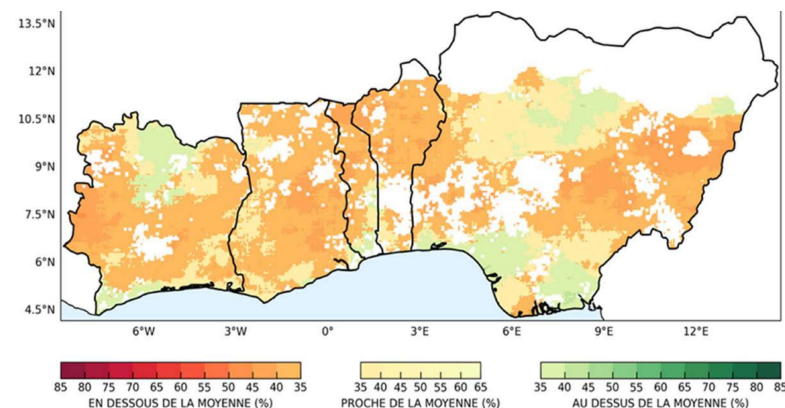


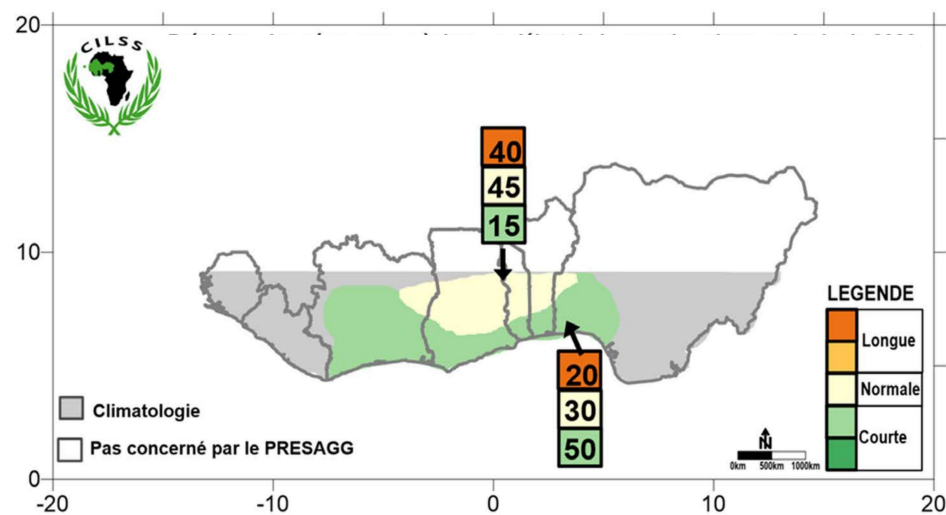
FIG 6.2 Prévision des cumuls de précipitations pour la période de avril-mai-juin 2026 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée



Durées de séquences sèches en début de saison

Des séquences sèches courtes à normales sont prévues sur la bande Sud des pays du Golfe de Guinée, allant de la partie Sud-Ouest du Nigéria à la Côte d'Ivoire, sauf dans les parties Centre du Bénin, du Togo, du Ghana et le Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire où les séquences sèches seraient plutôt moyennes à longues. (voir la figure 6.4).

FIG 6.4 Prédiction des séquences sèches en début de la grande saison des pluies 2026 dans les pays du Golfe de Guinée

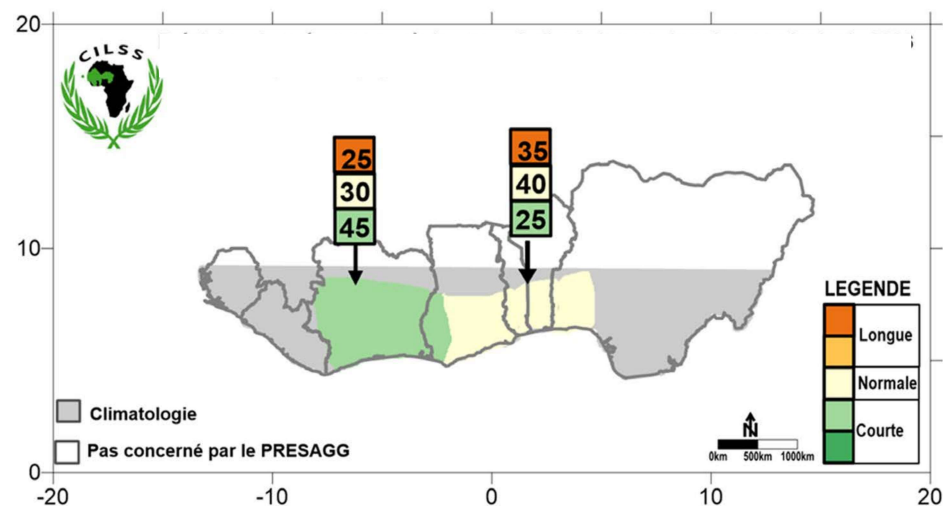


Source : CILSS-Aghrymet, février 2025

Durées des séquences sèches vers la fin de la saison

Les durées des séquences sèches devraient être majoritairement courtes à l'Ouest, et normales à longues au Centre-Est, pouvant influencer la durée effective de la saison et les rendements des cultures tardives. (voir la figure 6.5).

FIG 6.5 Prédiction des durées de séquences sèches vers la fin de la grande saison des pluies 2025 dans les pays du Golfe de Guinée

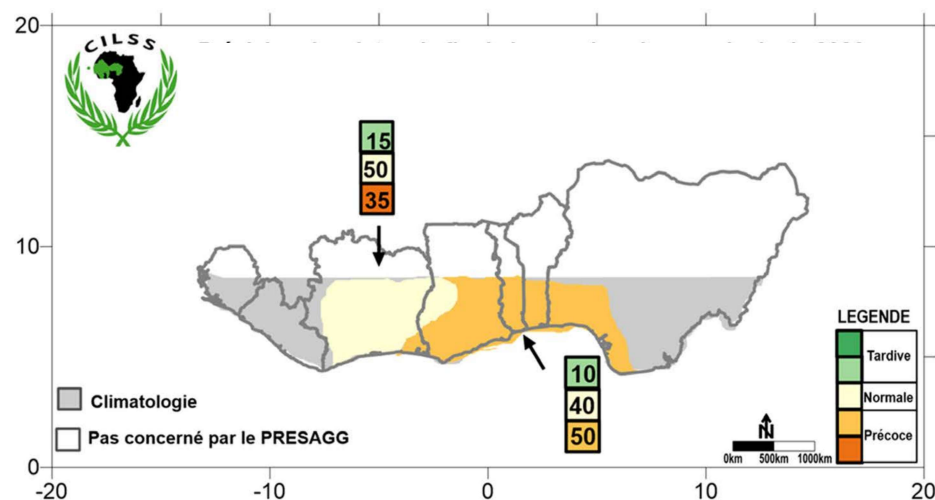


Source : CILSS-Aghrymet, février 2025.

Dates de fin de saison

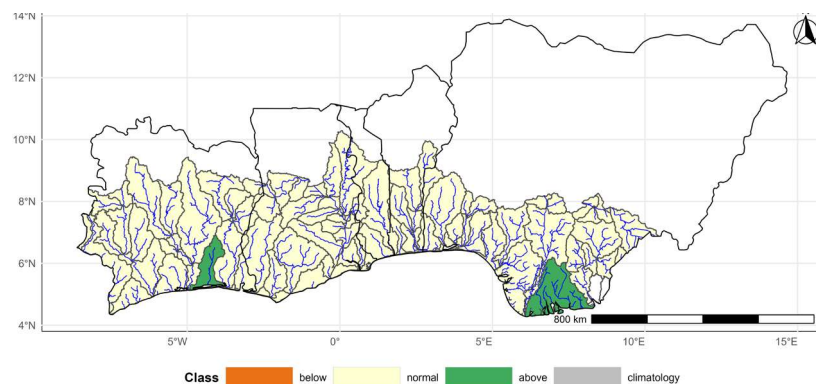
La fin de saison de la grande saison agricole est prévue être normale à légèrement précoce à l'Ouest, et précoce dans la partie Est du Golfe de Guinée, ce qui pourrait réduire la durée effective de la saison agricole, notamment dans les zones Togo-Bénin-Sud Nigeria. (voir la figure 6.6).

FIG 6.6 Prédiction des dates de fin de la grande saison des pluies 2025, dans les pays du Golfe de Guinée



Écoulements des bassins fluviaux

Dans l'ensemble des bassins côtiers des pays du Golfe de Guinée, il est attendu au cours de la première saison des pluies 2026, des écoulements équivalents à la normale hydrologique 1991-2020, exceptés les bassins d'Agneby (en Côte d'Ivoire) et du Delta Inférieur du fleuve Niger (au Nigeria), où les écoulements seraient supérieurs à la moyenne de référence.



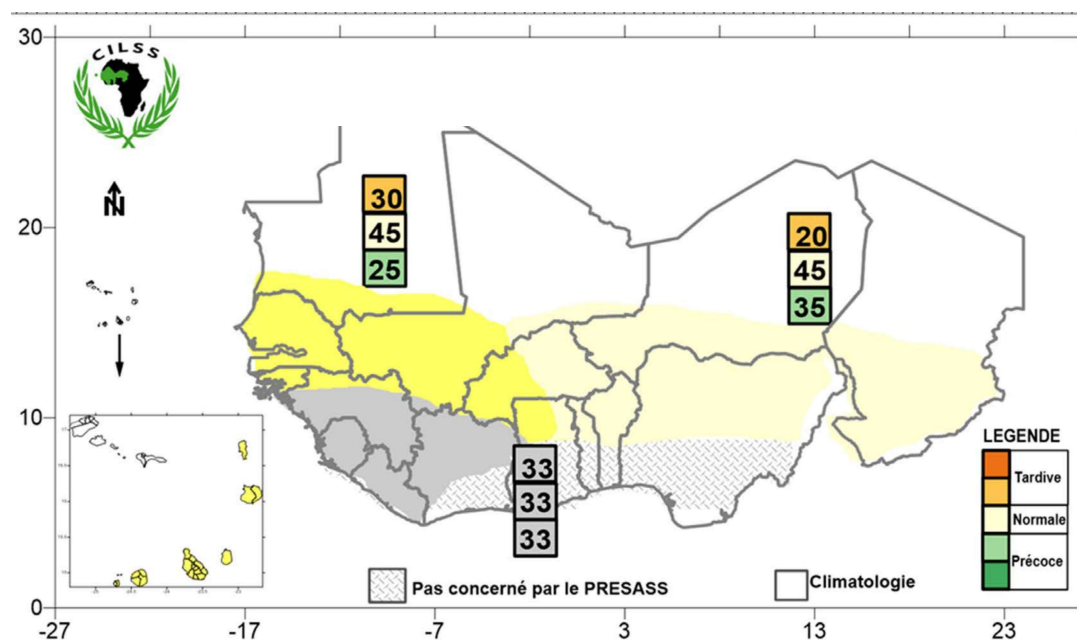
Prévision saisonnière des caractéristiques agro-climatiques pour les zones sahéniennes et soudaniennes (PRESASS 2026)

Pour la saison des pluies 2026, il est attendu des cumuls pluviométriques excédentaires à moyens dans le Sahel Central et Est et normaux à déficitaires dans la zone soudanienne et le Sahel Ouest ; des dates de démarrage de saison agricole moyennes à tardives dans le Sahel Ouest et normales à précoces dans le Sahel Central et Est ; des dates de fin de saison tardives à moyennes dans le Sahel Ouest et normal dans le Sahel Central et Est ; et des séquences sèches globalement longues à moyennes.

Dates de début de saison

Il est prévu des dates de début de saison moyennes à tardives à l'Ouest du Sahel (les îles du Cap Vert, le Sud de la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la Guinée Bissau, le Nord de la Guinée, l'Ouest du Mali, le Sud-Est du Burkina Faso, et le Nord-Ouest du Ghana). Par ailleurs, des dates de débuts moyennes à précoces sont prévues au Centre (Est du Burkina Faso, Sud Niger), à l'Est du Sahel (Tchad) et la partie Nord-Est des pays du Golfe de Guinée (Nord-Est du Ghana, Nord du Togo, du Togo, et du Nigeria).

FIG 6.7 Prédiction des dates de début de la grande saison agricole de 2026 dans les zones sahéniennes et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel



Source : CILSS-Aghrymet, avril 20256

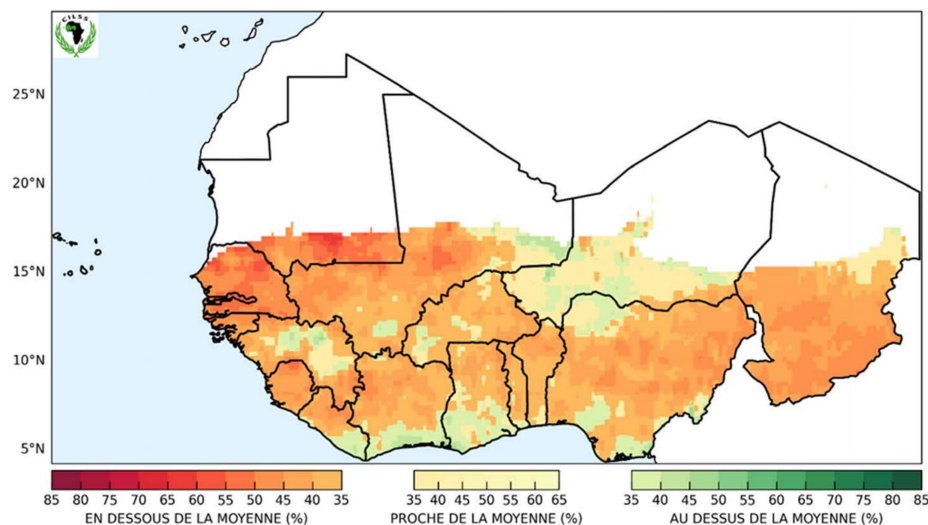
Cumuls pluviométriques

Des cumuls pluviométriques globalement déficitaires à moyens sont attendus sur la période de Mai-Juin-Juillet en Afrique de l'Ouest et au Sahel, à l'exception de quelques localités du Niger, du Nord-Ouest du Nigéria et des zones côtières des pays du Golfe de Guinée..

Pendant la période Juin-Juillet-Août, le déficit pluviométrique va encore persister sur les mêmes zones, avec un rétrécissement sur le Nord du Nigeria, le Burkina Faso et le Nord du Mali. Pendant cette période, un excédent pluviométrique est probable sur le Sahel central. La situation d'excédent pluviométrique va donc persister sur le Niger, dans certaines localités de l'extrême Nord du Nigeria, le Centre et l'Est du Burkina Faso, le Nord Mali et l'Est de la Mauritanie.

Sur la période Juillet-Août-Septembre, la situation de déficit pluviométrique va encore persister dans le Sahel Ouest (Ouest Mali, Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau et sur les parties Centre et Est de la Guinée), en Côte d'Ivoire, au Liberia et dans les parties Sud du Ghana, du Togo, du Bénin, du Nigéria et du Tchad. En revanche, les cumuls pluviométriques seraient excédentaires à normaux dans les zones du Sahel Centre et Est, couvrant le Centre du Tchad, le Niger, la partie Nord du Nigéria, les parties Centre et Nord du Bénin, le Burkina Faso (excepté l'extrême Sud), les parties Centre et Est du Mali, la partie Est de la Mauritanie et dans les zones littorales de la Sierra Leone et de la Guinée.

FIG 6.8 Prédiction des cumuls de précipitations pour la période mai-juin-juillet 2026 dans les zones sahélienne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel



Source : CILSS-Aghrymet, avril 2026.

FIG 6.9 Prédiction des cumuls de précipitations pour la période juin-juillet-août 2025 dans les zones sahélienne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel

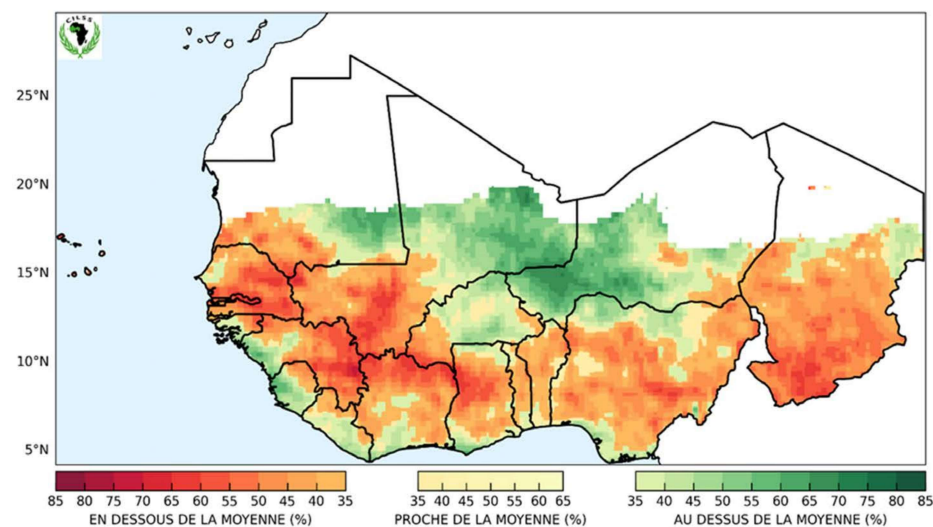
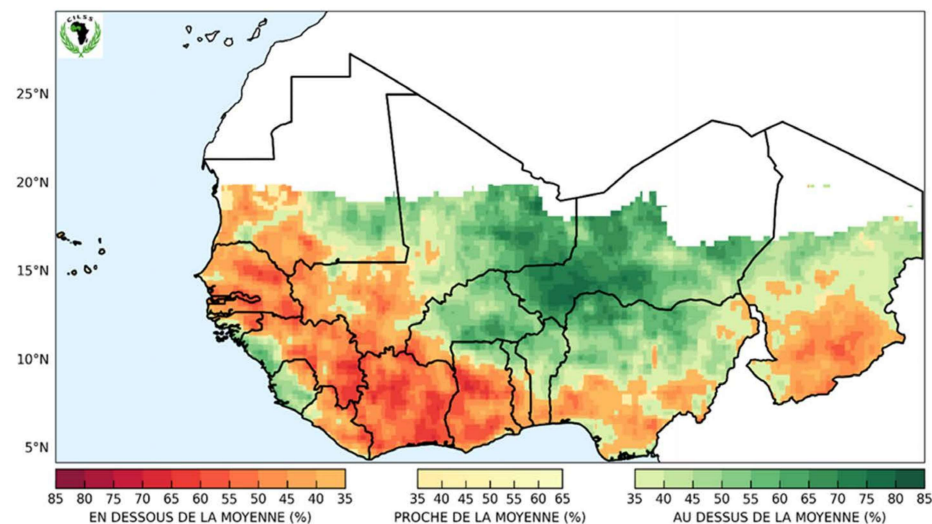


FIG 6.10 Prédiction des cumuls de précipitations pour la période juillet-août-septembre 2025 dans les zones sahélienne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel

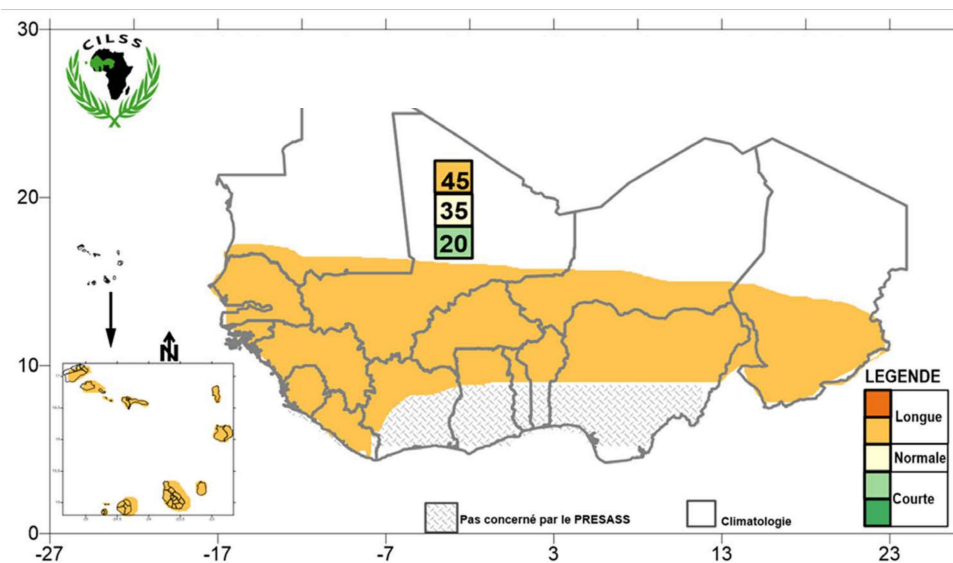


Source : CILSS-Aghrymet, avril 2025.

Durées de séquences sèches en début de saison

Il est prévu des durées de séquences sèches globalement longues à équivalentes aux moyennes sur l'ensemble de les zones sahélienne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. (voir la figure 6.11).

FIG 6.11 Prévission des séquences sèches en début de saison agricole de 2026 dans les zones sahélienne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel

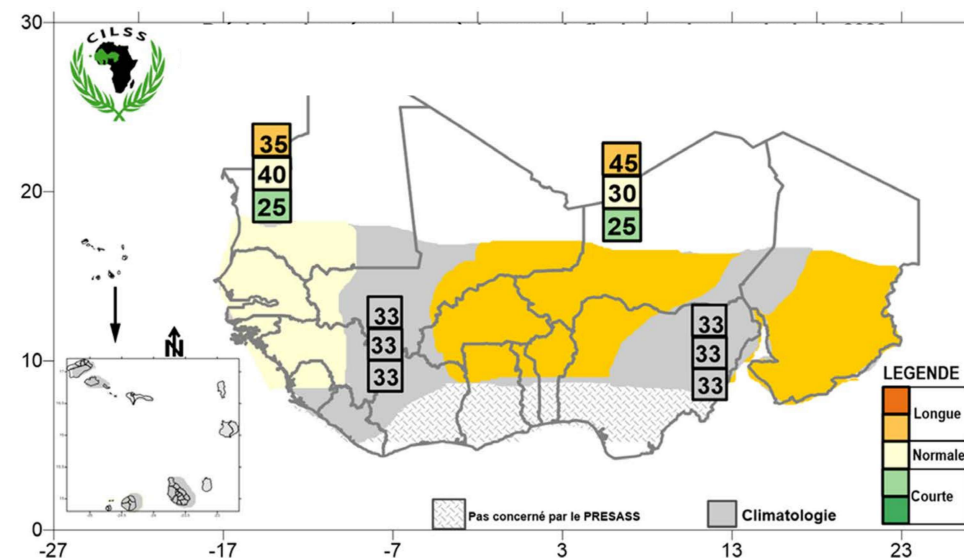


Source : CILSS-Aghrymet, avril 2026.

Durées des séquences sèches vers la fin de la saison

Il est prévu des durées de séquence sèche normales à longues à l'Ouest (Sud Mauritanie, Sénégal, ouest-Guinée, Guinée Bissau, Gambie, Cape vert, Nord Sierra Léone et ouest Mali) et longues à moyennes au Centre et à l'Est du Sahel (Burkina Faso, Niger, Extrême Est Mali et sud Tchad) et au Nord de certains pays du golfe de Guinée (Nord du Ghana, du Togo, du Bénin et le Nord-Ouest du Nigeria). Ailleurs, une situation climatologique est prévue. (voir la figure 6.12).

FIG 6.12 Prévission des séquences sèches vers la fin de la saison agricole de 2026 dans les zones sahélienne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel

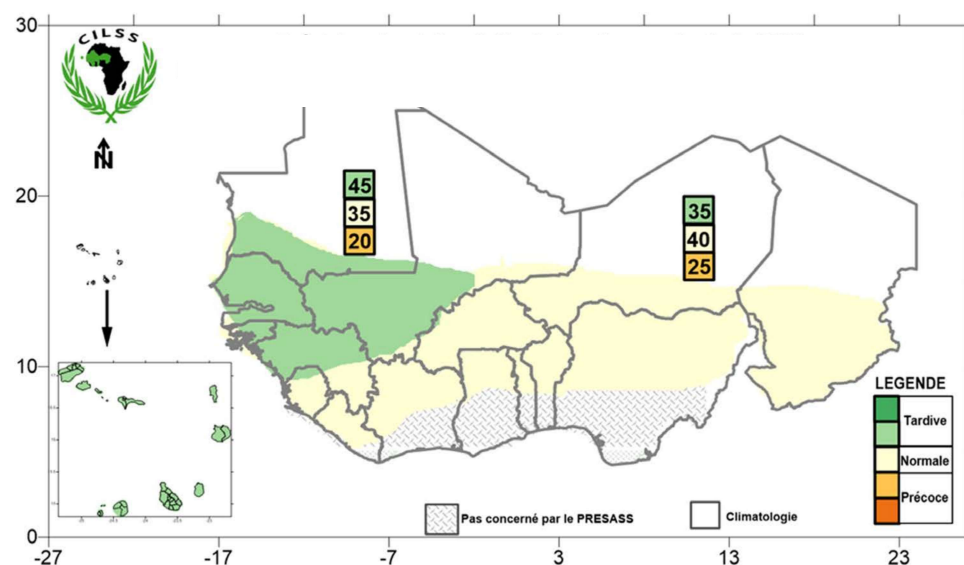


Source : CILSS-Aghrymet, avril 20256

Dates de fin de saison

Il est prévu globalement des dates de fin de saison normales à tardives à l'Ouest du Sahel (Sénégal, Sud-ouest Mali, Sud Mauritanie, Gambie, Guinée Bissau, Nord et centre de la Guinée) et normales au Centre du Sahel (Burkina Faso, sud Niger, sud Tchad) et sur la frange Nord des pays du Golfe de Guinée (allant de la Sierra Léone au Nigeria). (voir la figure 6.13).

FIG 6.13 Préviction des dates de fin saison agricole de 2025 dans les zones sahélienne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel



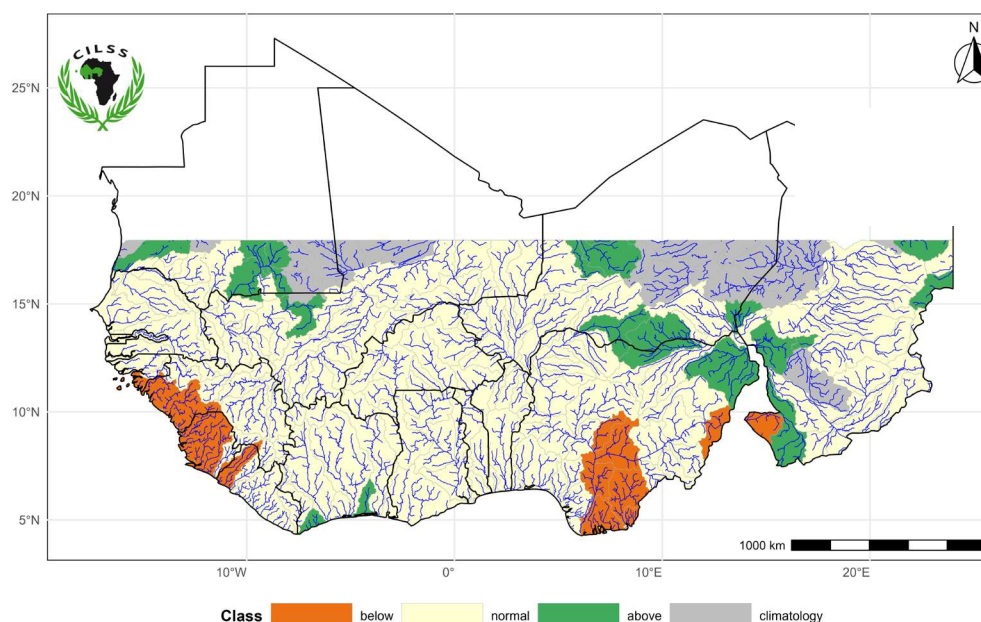
Source : CILSS-Aghrymet, avril 2026

Les prévisions saisonnières agro-hydro-climatiques pour la zone du Golfe de Guinée (PRESAGG) et les prévisions saisonnières climatiques pour le Sahel et les pays soudano-sahéliens (PRESASS) sont des forums climatiques régionaux organisés par le CILSS pour produire et diffuser des prévisions saisonnières consensuelles, qui sont des informations clés pour la sécurité alimentaire, la gestion des ressources en eau, et la prévention des catastrophes. Ces forums permettent une prise de décision anticipée pour les États, les ONG, les agriculteurs et les bailleurs de fonds face aux enjeux climatiques de la région, particulièrement sur les périodes de démarrage et de fin des saisons agricole, des cumuls pluviométriques saisonniers des durées de séquences sèches et des écoulements dans les bassins fluviaux. Le PRESASS concerne les pays sahéliens et est organisé en mai. Le PRESAGG concerne les pays côtiers et est organisé en février-mars. Les principaux résultats sont présentés dans ce chapitre.

Écoulements des bassin fluviaux

Par rapport à la moyenne de référence 1991-2020, la saison des pluies 2026 devrait se caractériser par des écoulements globalement moyens dans plusieurs bassins hydrographiques de la région. Il s'agit notamment du bassin du Sénégal, du haut bassin du Niger (en Guinée, au Mali et en Côte d'Ivoire), du Delta Intérieur du fleuve Niger au Mali, du Niger moyen (au Mali, au Niger, au Burkina Faso, au Bénin et au Nigeria), de la moyenne Bénoué au Nigeria, ainsi que des bassins de la Gambie, de la Volta, de la Comoé, de la Bandama, du Sassandra, du Cavally, du Chari, du Mono et de l'Ouémé. Des écoulements excédentaires sont toutefois attendus dans les bassins du Logone (au Tchad) et de la Komadougou Yobé (au Niger et au Nigeria). En revanche, des écoulements déficitaires pourraient être observés dans le haut bassin de la Bénoué (au Nigeria et au Tchad), le Delta inférieur du fleuve Niger au Nigeria, le Lofa (au Liberia et en Guinée), ainsi que dans les bassins du Congo et du Konkouré en Guinée. (voir la figure 6.14).

FIG 6.14 Préviction des écoulements des principaux bassins fluviaux de 2025 dans les zones sahélienne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel



Source : CILSS-Aghrymet, avril 2026

Annexes

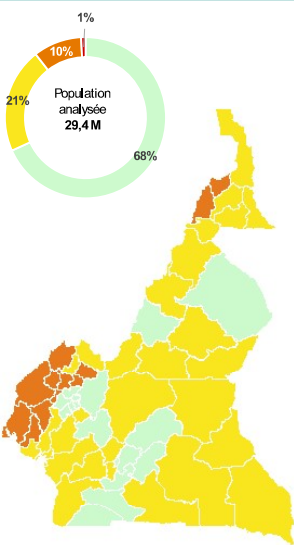


INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGÜE

PERIODE COURANTE 2025 (OCTOBRE-DÉCEMBRE)

 **3,1 M** de personnes, soit 10,6% de la population totale étaient en crise ou pire (phase 3 à 4 du CH). 249 306 personnes étaient en urgence (phase 4 du CH).

Sur 58 zones analysées, 28 étaient en sous pression (phase 2 du CH) et 18 en phase minimale (phase 1 du CH) et 12 en crise (phase 3 du CH). La situation s'est améliorée par rapport à la même période en 2024 où 10,8 pour cent de la population totale analysée était en phase 3 à 5 du CH. L'analyse CH de novembre 2025 avait couvert 58 unités d'analyse tout comme celle de 2024.

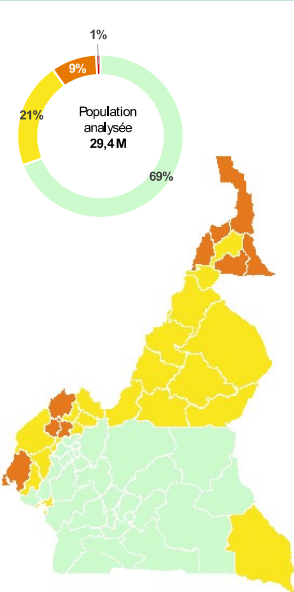


Source : CH, octobre-novembre 2024.

PÉRIODE PROJETÉE 2026 (JUIN-AOÛT)

 **2,8M** de personnes, soit 9,7 % de la population totale seraient en crise ou pire (phase 3 à 4 du CH). 249 559 personnes soit 0,9 % de la population totale seraient en urgence ou pire (phase 4 du CH).

Sur les 58 zones analysées, 22 seraient en phase sous pression (phase 2 du CH), 27 en phase minimale (phase 1 du CH) et 9 en phase crise (phase 3 du CH).



Source : CH, février-mars 2024.

FACTEURS DÉTERMINANTS

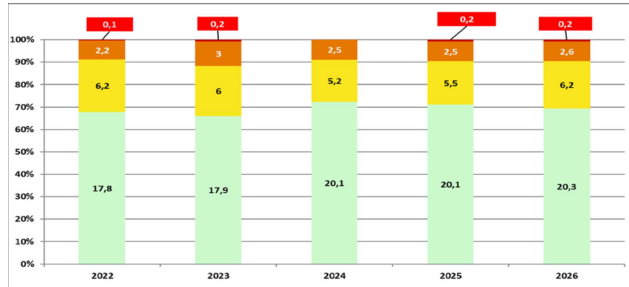
 **Conflit/insécurité**

Le Cameroun est affecté par deux crises sécuritaires prolongées qui constituent le principal facteur structurel de l'insécurité alimentaire aiguë dans le pays. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le conflit entre les groupes séparatistes anglophones et les Forces Armées Camerounaises actif depuis fin 2016 a provoqué des déplacements massifs estimés à 493 400 personnes en décembre 2025. Les confinements hebdomadaires imposés par les séparatistes, les enlèvements, les taxes illicites et les restrictions de mouvement perturbent en permanence les activités agricoles et commerciales. Dans l'Extrême-Nord, les attaques récurrentes de l'ISWAP et de JAS dans le Logone-et-Chari, le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga ont conduit à 183 incidents armés entre novembre 2025 et janvier 2026, soit près du double des niveaux de 2023, compromettant gravement la production agropastorale et l'accès aux marchés.(FEWS NET, Cameroun-Perspectives sur la sécurité alimentaire, octobre 2025-mai 2026).

 **Chocs économiques**

La situation économique du Cameroun demeure structurellement fragile malgré une croissance du PIB réel projetée à 4,5% en 2026 portée principalement par les secteurs non pétroliers dont l'agriculture, les services et infrastructures. La politique monétaire restrictive de la CEMAC oriente l'inflation vers l'objectif de 3% soutenue par des contrôles de prix et la baisse des prix à l'importation. Toutefois, les pressions inflationnistes restent prononcées sur les denrées alimentaires importées notamment le riz et l'huile de cuisson dont les prix demeurent nettement supérieurs à la moyenne quinquennale dans l'ensemble du pays. La réduction progressive des subventions aux carburants engagée par le gouvernement, génère des pressions inflationnistes additionnelles sur les coûts de transport et de distribution. Par ailleurs, la dépendance aux importations et l'exposition aux fluctuations des prix mondiaux des matières premières constituent des vulnérabilités externes persistantes. La réduction drastique des exportations vers le Nigeria liée à la dépréciation du naira et aux restrictions à l'exportation, perturbe les équilibres de marché dans le Nord, faisant baisser les prix du sorgho et du maïs dans les zones frontalières tout en accentuant les pressions sur les marchés intérieurs d'autres produits. En outre, le financement humanitaire présente un déficit sévère : pour la période de janvier à juin 2026. (FEWS NET, Perspectives sur la sécurité alimentaire, 18 février 2026).

Nombre de personnes (en millions) par phases du CH pendant le pic annuel d'insécurité alimentaire, 2016-2025



DÉPLACEMENT

 **0,4 M**
réfugiés et demandeurs d'asiles

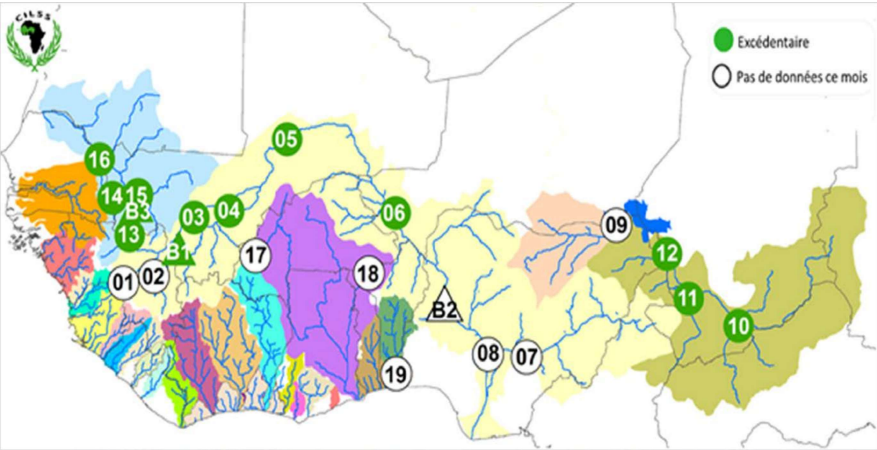
 **2,2 M**
personnes déplacées internes

Source: (Gouvernement, OIM, OCHA, HCR, Mai 2026)

Entre 2022 et 2026, le Cameroun a enregistré une situation alimentaire et nutritionnelle aiguë structurellement dégradée et persistante, caractérisée par le maintien de niveaux élevés d'insécurité sévère sur l'ensemble de la période malgré une légère variabilité interannuelle. En 2022, environ 2,3 millions de personnes se trouvaient en phase 3 à 4 du CH, dont 100 000 personnes en urgence (phase 4) sur une population analysée de 26,6 millions. En 2023, la situation s'est sensiblement dégradée avec 3,2 millions de personnes en phase 3 à 4, niveau le plus critique de la série dont 200 000 personnes en urgence, reflétant les effets conjugués de la pandémie de COVID-19, de la flambée des prix alimentaires mondiaux consécutive au conflit en Ukraine et de la persistance des crises sécuritaires dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord. En 2024, une amélioration partielle a ramené les effectifs à 2,5 millions de personnes en phase 3, portée par une campagne agricole relativement favorable. Cependant, dès 2025, la situation s'est de nouveau dégradée à 2,7 millions de personnes en phase 3 à 4, dont 200 000 personnes en urgence, avant de se maintenir à un niveau quasi identique en 2026 avec 2,8 millions de personnes en phase 3 à 4 dont 200 000 personnes en urgence sur une population analysée portée à 29,4 millions.

Situation hydrologique

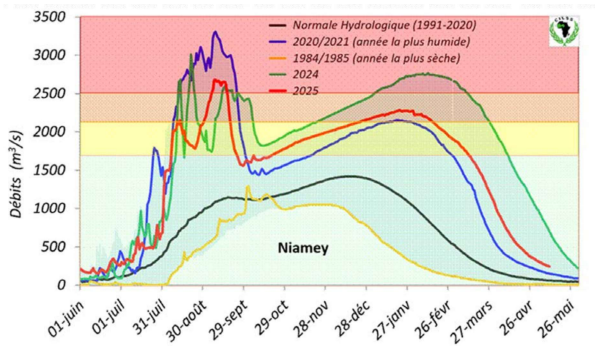
FIG A.1 Synthèse des écoulements moyens et niveaux des plans d'eau au cours du mois de septembre 2024 par rapport à la normale 1991-2020



Synthèse des écoulements moyens mensuels et niveaux des plans d'eau au cours du mois de juin 2026 par rapport à la normale 1991-2020 : Stations hydrométriques de 1) Faranah, 2) Kankan, 3) Koulikoro, 4) Douna, 5) Diré, 6) Niamey, 7) Makurdi, 8) Lokoja, 9) Bagara, 10) Sarh, 11) Bongor, 12) N'Djamena TP, 13) Daka Saidou, 14) Gourbassi, 15) Oualia, 16) Bakel, 17) Samendeni, 18) Porga, 19) Bonou ; Barrages de B1) Sélingué, B2) Kainji, B3) Manantali.

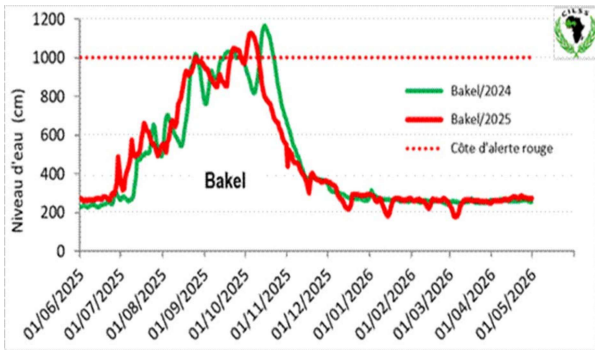
Source : CILSS-Aghrymet, juin 2026.

FIG. A.3 Hydrogrammes comparés du fleuve Niger à la station de Niamey



Source: CILSS-Aghrymet, avril 2025.

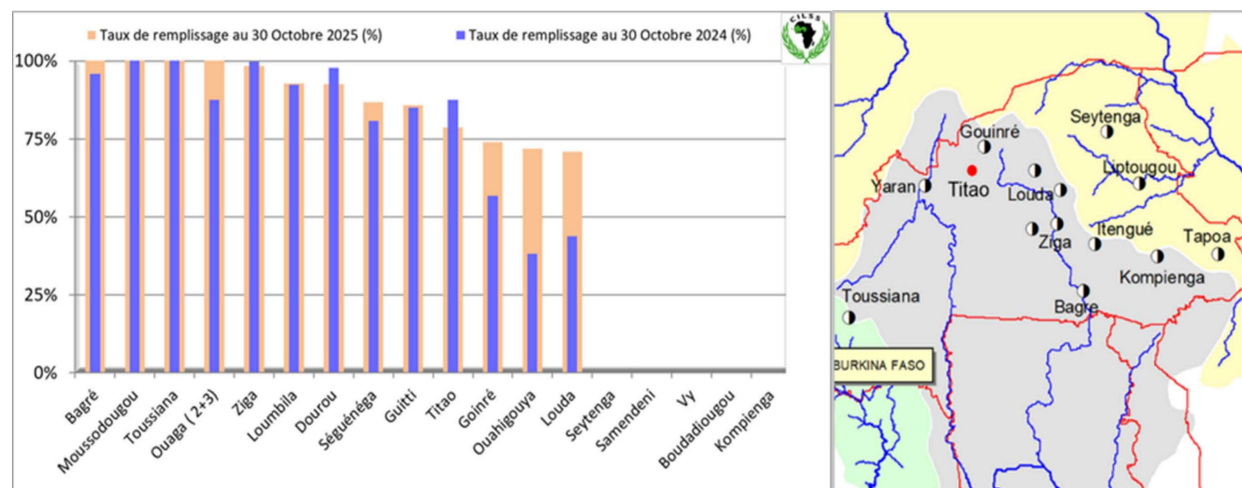
FIG. A.4 Hydrogrammes comparés du fleuve Sénégal à la station de Bakel



Source: CILSS-Aghrymet, avril 2025.

Situation hydrologique

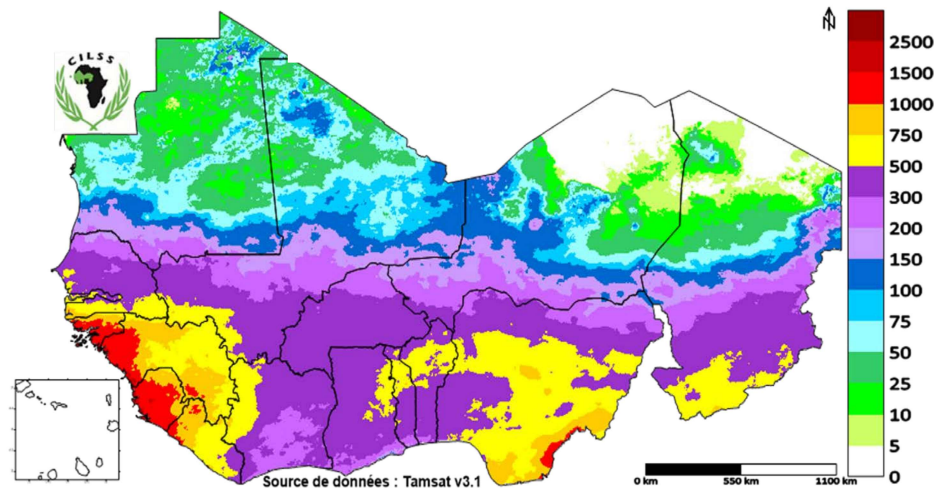
FIG. A.5 Taux de remplissage des barrages suivis au Burkina Faso à la date du 30 octobre 2024



Source: CILSS-Aghrymet, avril 2025.

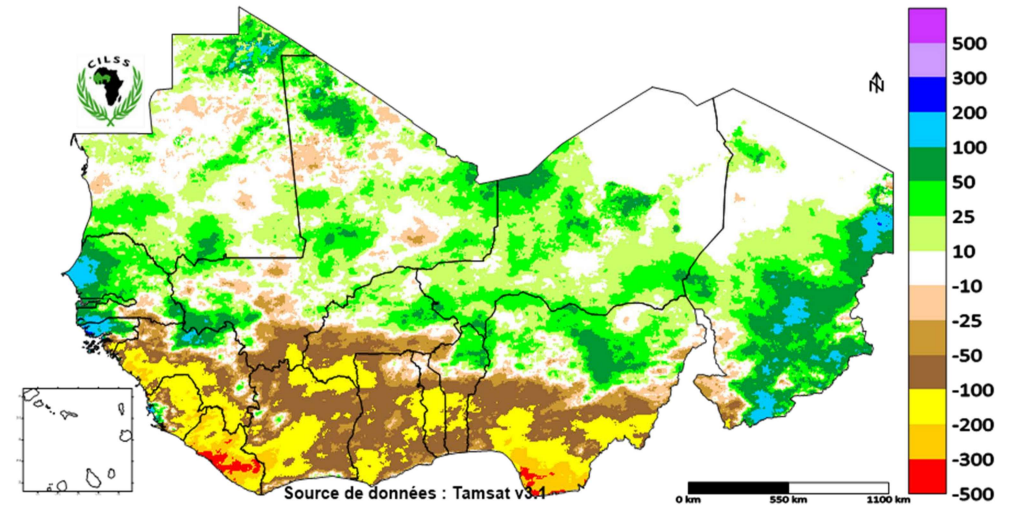
Situation pluviométrique

FIG A.6 Cumuls saisonniers de précipitations du 1er Février au 31 octobre 2025



Source: CILSS-Aghrymet, avril 2025 à partir des données Tamsat v3.1.

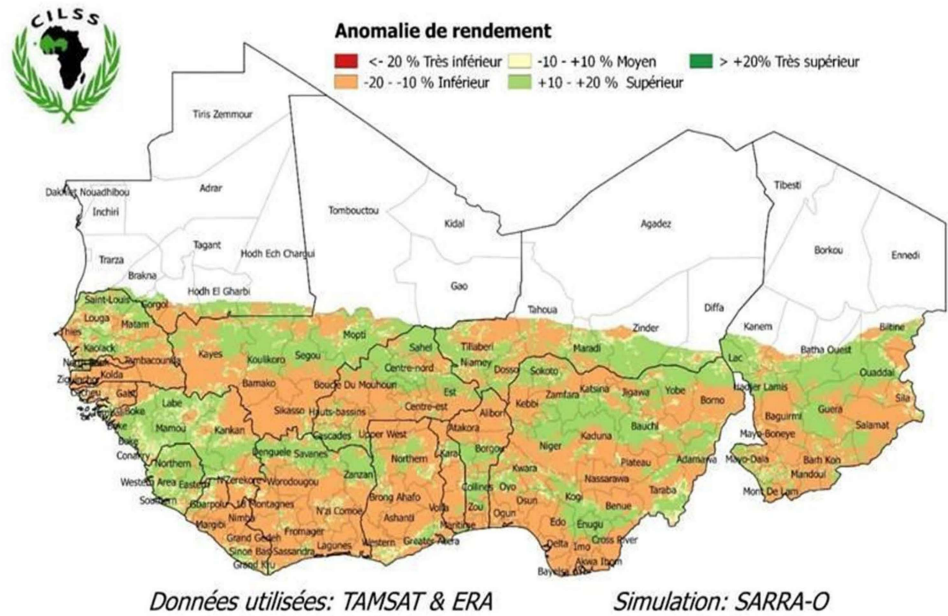
FIG A.7 Anomalies saisonnières estimées de précipitation (en mm) Octobre 2025



Source: CILSS-Aghrymet, avril 2025 à partir des données Tamsat v3.1.

Situation des cultures

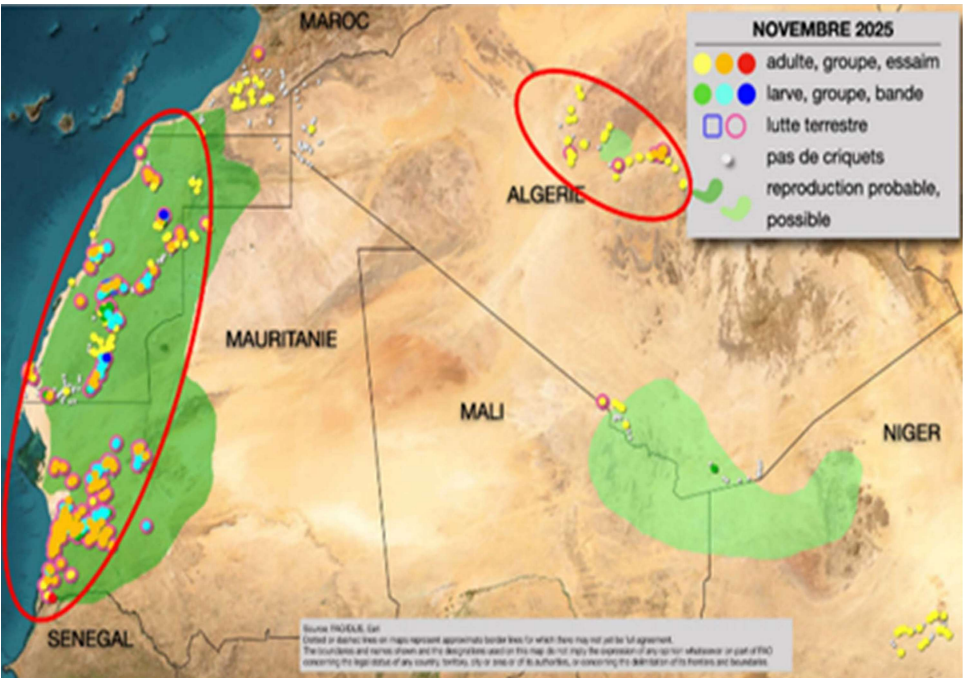
FIG A.8 Anomalies des rendements estimées pour un sorgho de 90 jours, en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Situation de novembre 2025



Source: CILSS-Aghrymet, avril 2025.

Situation phytosanitaire et acridienne

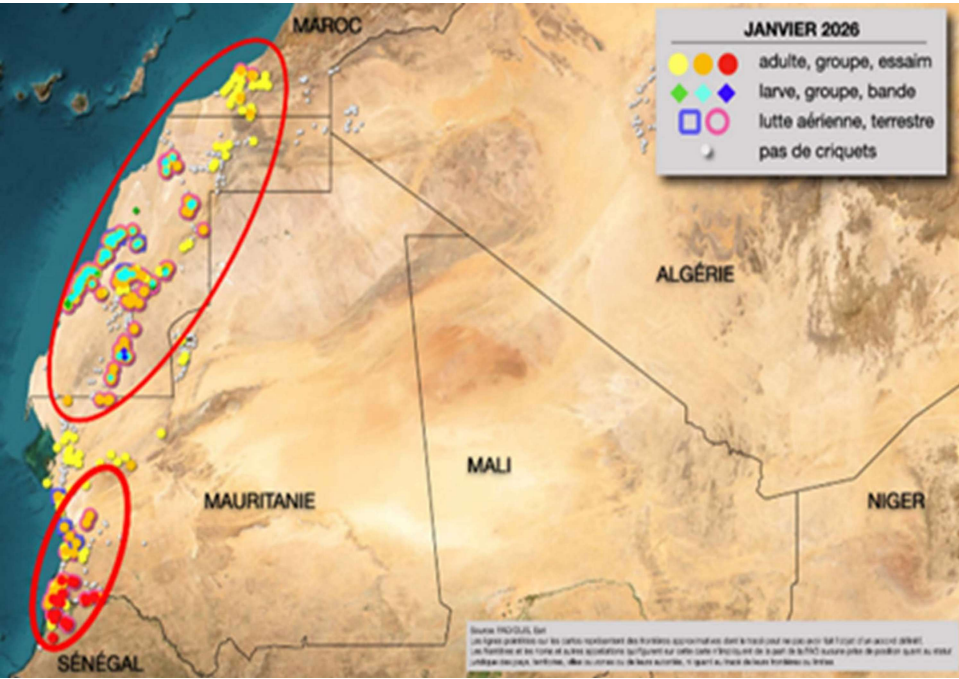
FIG A.9 Occurrence du Criquet pèlerin en région occidentale en novembre 2025 (source FAO /DLIS)



Source: CILSS-Aghrymet, avril 2025.

Situation phytosanitaire et acridienne

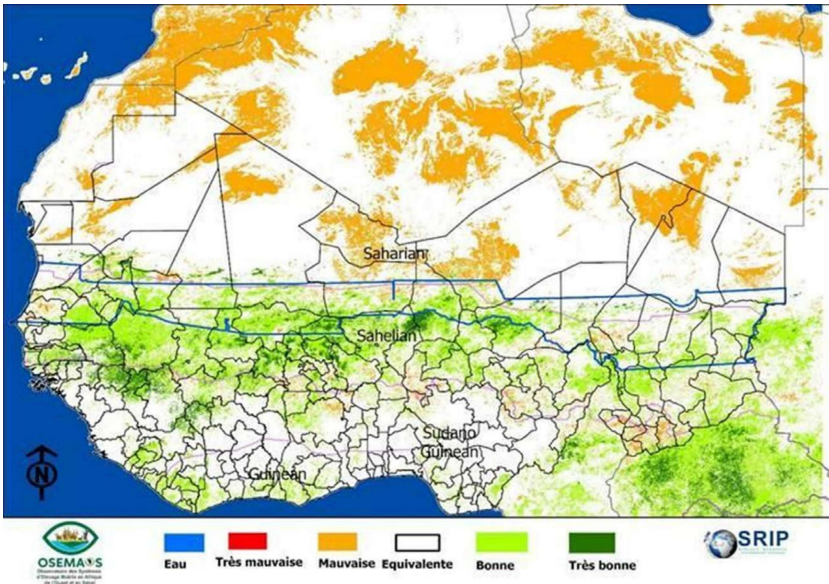
FIG A.10 Occurrence du Criquet pèlerin en région occidentale en janvier 2026 (source FAO /DLIS)



Source: DLIS/FAO.

Situation pastorale

FIG A.11 Indice de Production de biomasse Standardisé (IPBS)/Z Score au 31 octobre 2025



Source: CILSS-Aghrymet, avril 2025.

Production agricoles

FIG. A.12 Production céréalière définitive par pays, 2025/2026

Pays	Production (millions de tonnes)	Variation annuelle	Variation quinquennale
Bénin	2,93	1,1 %	18,2 %
Burkina Faso	7,15	17,8 %	36,4 %
Cap Vert	0,00	-4,3 %	-35,6 %
Côte d'Ivoire	4,56	8,0 %	37,2 %
Gambie	0,13	6,2 %	19,0 %
Ghana	6,44	3,3 %	18,5 %
Guinée	2,82	-17,8 %	-29,1 %
Guinée-Bissau	0,35	5,6 %	19,4 %
Liberia	0,325	11,0 %	22,6 %
Mali	10,64	11,5 %	17,2 %
Mauritanie	0,70	10,0 %	31,9 %
Niger	5,28	-10,8 %	1,1 %
Nigeria	29,25	2,6 %	0,4 %
Sénégal	2,40	4,1 %	-29,7 %
Sierra Leone	1,62	3,4 %	9,9 %
Tchad	3,03	12,0 %	11,1 %
Togo	1,69	10,6 %	16,3 %
Total	80,41	9,4%	16%

Source: CILSS-Aghrymet, Avril 2025.

FIG. A.13 Bilan céréalier dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pour la campagne, 2025/20256

	Riz	Blé	Autres céréales	Total céréales
1. Disponibilité	19 476 879	993 893	49 667 015	70 137 787
1.1 Production brute 2024/25	24 441 329	352 113	55 623 126	80 416 569
1.2 Production disponible	15 798 760	229 466	47 279 657	63 307 883
1.3 Stocks initiaux (au 01 novembre 2024)	3 552 826	764 428	2 023 040	6 340 293
1.3.1 Stocks paysans	1 106 042	215 174	1 533 078	2 854 294
1.3.2 Autres stocks	2 446 784	549 253	489 962	3 485 999
2. Besoins	30 328 616	30 328 616	30 328 616	90 985 849
Normes de consommation (kg/habitant/an)	56	20	84	160
2.1 Consommation humaine	27 321 535	9 697 691	41 096 486	78 115 713
2.2 Stocks finaux (au 31 octobre 2025)	3 012 081	648 476	1 662 323	5 322 880
2.3.1 Stocks paysans	730 779	103 706	1 232 974	2 067 459
2.3.2 Autres stocks	2 281 302	544 770	429 349	3 255 421
3. Balance domestique	- 10 851 737	- 9 351 274	6 908 205	- 13 294 806
4. Solde Importations-Exportations	10 889 477	10 235 448	707 774	21 695 646
4.1 Importations commerciales	10 889 477	10 235 448	707 774	21 832 698
4.1.1 Commerçants privés	10 992 014	10 647 993	914 250	22 554 257
4.1.2 Autres importations	11 790	2 773	11 605	26 168
4.2 Aides alimentaires	4 763	61	528	5 352
4.3 Exportations privés	123 853	415 441	219 137	758 431
5. Balance nette	37 740	884 174	7 615 979	8 537 893
6. Disponibilité apparente (kg/habitant/an)	56	22	100	178

Quantité en tonnes, sauf spécifié autrement.

Source: CILSS-Aghrymet, avril 2025.

Bibliographie

1 | Introduction

CILSS. 2023. MANUEL CADRE HARMONISÉ VERSION 3.0 – Manuel Version 3.0 – Analyse et identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle. <https://agrhytmet.cilss.int/manuel-cadre-harmonise-version2-0/>

2 | Analyse de la campagne agricole et de la situation pastorale, 2025–2026

CILSS-Aghrymet. 2025. Présentation des résultats consolidés des productions définitives, des bilans céréaliers révisés et alimentaires. Présentation au PREGEC-Concertation technique régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest. mars 2026.

3 | Situation des marchés régionaux et internationaux, 2025–2026

CILSS. 2026. Analyse des principaux marchés régionaux et des prix. Présentation au PREGEC-Concertation technique régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Mars 2026.

4 | Analyse de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle, 2026

CILSS. 2026. Food and Nutrition Situation in the Sahel and West Africa. Présentation au PREGEC-Concertation technique régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Mars 2026.

CILSS. 2026. PRESS RELEASE 2025–2026 Agricultural and Food Outlook in the Sahel and West Africa. December.

IPC. 2025. Mali: Analyse IPC de la Malnutrition Aiguë (IPC AMN), Juin 2025–Mai 2026. [En ligne]

IPC. 2025. Niger: Analyse IPC de la Malnutrition Aiguë (IPC AMN), Août 2025 – Juillet 2026. [En ligne]

IPC. 2025. Nigeria: IPC Acute Malnutrition Analysis (IPC AMN), May 2025–April 2026. [En ligne].

IPC. 2025. Tchad populations réfugiées et hôtes-situation d'alerte nutritionnelle: Analyse IPC de la Malnutrition Aiguë (IPC AMN). Mai 2025. [En ligne].

Déplacement

CILSS. 2025. Fiche de Communication Régionale Sahel, Afrique de l'Ouest et Cameroun (SAO) Décembre 2025 : Résultats de l'analyse de la situation actuelle et projetée de l'insécurité alimentaire aigue. December 2025.

CILSS. 2026. Food and Nutrition Situation in the Sahel and West Africa. Présentation au PREGEC-Concertation technique régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Mars 2026.

CH. 2026. Mauritanie : Cadre Harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CH).

CH. 2026. Nigéria : Cadre Harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CH). Mai 2026.

CH. 2026. Tchad : Cadre Harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CH). Mai 2026.

UNHCR. 2025. UNHCR Operational Data portal December 2025. [Online] [Accessed on 15 December 2025]. <https://data.unhcr.org/en/situations/rbwca> **UNHCR.** 2024. UNHCR Mauritania – Refugee Emergency Response Update (As of 30 September 2025). October 2025. [En ligne]

5 | Plans nationaux de réponse

CILSS. 2026. Plans de réponse. Présentation au PREGEC-Concertation technique régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Mars 2026.



Le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sècheresse dans le Sahel (CILSS) a été créé le 12 Septembre 1973 à la suite des grandes sècheresses qui ont frappé le Sahel dans les années '70. Il regroupe de nos jours treize Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo). Le mandat général qui guide l'action du CILSS est de s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et dans la lutte contre les effets de la sècheresse et de la désertification, pour un nouvel équilibre écologique au Sahel.



www.cilss.int



[@cilssinfos](https://twitter.com/cilssinfos)